

**ÉTUDE DES CRÉDITS
2026-2027**

Ministère du Tourisme

RÉPONSES AUX DEMANDES DE
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET
PARTICULIERS

**LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS CE DOCUMENT SONT ÉTABLIES EN
FONCTION DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE FINANCIER
DU 1^{ER} AVRIL 2025 AU 31 JANVIER 2026.**

RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 01

Question 01

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2025-2026 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
-

Les renseignements concernant la ministre, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18) :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/tourisme/acces-information>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 02

Question 02

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'évènement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'évènement;
- d) si l'évènement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'évènement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'évènement;
- h) si l'évènement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'évènement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'évènement;
- o) si l'évènement s'est tenu virtuellement.

Les sous-questions c), d), g), h), j), k), n) et o) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 02

Conférences de presse	Panneau lutrin	Impression Charles	110,00 \$
	Sonorisation	Groupe Transit Musique	902,50 \$
	Chapiteau	TTI St-Félicien	1 800,00 \$
	Distributrice de son	Audiovisuel Collins	400,00 \$
	Location de salle	Relais plein air du parc de la Gatineau	635,00 \$
	Sonorisation	Multi-Son	980,00 \$
	Location de salle	Corporation de gestion du Parc du Mont-St-Mathieu	350,00 \$
	Sonorisation	Épilobe Média	1 235,00 \$
	Distributrice de son	Québec son énergie	256,00 \$
	Location de salle	Club de golf de Rawdon	450,00 \$
	Sonorisation	Méga-Scène	2 085,00 \$
Rencontres d'acteurs touristiques	Location de salle, audiovisuel, traiteur	Lévis Centre des congrès (via Alliance de l'industrie touristique du Québec)	2 882,16 \$
	Location de salle	Hôtel Lévesque	300,00 \$
Colloques	Organisation et tenue d'événement	Alliance de l'industrie touristique du Québec	79 769,00 \$
	Location de salles et service alimentaire	Hôtel Lévesque	23 061,75 \$
	Organisation et tenue d'événement	Étincelle Publicité et Marketing	22 095,00 \$
	Activité d'accueil de la région	Tourisme Bas-Saint-Laurent	10 000,00 \$
	Animation	Yolaine Masse	2 579,71 \$
	Audiovisuel	Animation de l'Est	5 620,00 \$
	Conférencier	Pierre Bellerose	1 902,92 \$
	Conférencière	Marie-Hélène Raymond	1 476,78 \$
	Conférencières	Kéroul	823,05 \$
	Trophées pour les prix Azimut	Fédération des coopératives du Nouveau-Québec	532,30 \$
	Plaquettes à trophées	Trophées Pointe-Claire	64,18 \$
	Cocardes	MP repro	142,83 \$
	Lanières de cou	Jordal	156,50 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 03

Question 03

La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie

Les sous-questions a), b), d), e), g), h), i) :

L'information fournie en réponse à ces sous-questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23). <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/tourisme/acces-information/depenses-ministere>

Les sous-questions c) et f) :

Ces sous-questions semblent non pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 04

Question 04

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2025-2026, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère.

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/tourisme/acces-information/engagements-financiers>

Contrats de moins de 25 000 \$

Les sous-questions b), d), f) et g) semblent non pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

Voir le tableau à la page suivante :

a) Fournisseur	c) Objet du contrat	e) Montant du contrat (\$)
Référence Média (9193-6690 Québec inc.)	Abonnement à la veille parlementaire	3 090,00 \$
Étincelle, Publicité et Marketing inc.	Chargé de projet pour les Journées de l'accueil touristique	20 250,00 \$
Ouranos inc.	Services d'accompagnement et d'expertise en adaptation aux changements climatiques	13 915,00 \$
Centre pour l'innovation en audit international inc.	Services d'un membre externe du comité d'audit	7 600,00 \$
Marie-Pierre Drasse	Services d'un membre externe du comité d'audit	6 400,00 \$
Martin Arsenault	Services d'un membre externe du comité d'audit	6 400,00 \$
Alliance de l'industrie touristique du Québec	Services de traitement des plaintes à l'égard de l'industrie touristique	18 750,00 \$
Cloudflare	Renouvellement annuel des services Cloudflare	3 700,00 \$
Figma inc.	Renouvellement annuel des licences Figma	2 130,00 \$
Turgeon Solutions d'affichage inc.	Fabrication de panoneaux pour les Lieux d'accueil et de renseignements touristiques (LART) agréés	7 690,43 \$
Conseil mondial du tourisme durable (GSTC)	Formation en tourisme durable	9 056,94 \$
Iti inc.	Renouvellement de Asia / Cisco Firepower	3 198,68 \$
REP Solution interactive inc. (Dialog Insight)	Renouvellement de la solution marketing Openfield	16 572,00 \$
Hôtel Lévesque	Réservations pour les Journées de l'accueil touristique	23 008,18 \$
Tourisme BSL	Activité d'accueil – Journées de l'accueil touristique	10 000,00 \$
Yolaine Massé	Services d'animation pour les Journées de l'accueil touristique	2 669,00 \$
Animation de l'Est (9321-0433 Québec inc.)	Services de sonorisation pour les Journées des associations touristiques	4 900,00 \$
Attractif inc.	Renouvellement annuel des équipements de gestion des files d'attente pour le Centre Infotouriste de Québec	2 150,00 \$
SVI e Solutions inc.	Renouvellement annuel de la plateforme d'apprentissages Lara	20 612,75 \$
Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Kiosque au congrès de l'ADMQ	2 550,00 \$
Morphéus Rénovation	Réparations des installations en place au centre Infotouriste de Québec	2 473,27 \$
Supermetrics	Renouvellement annuel pour Data Studio	4 075,00 \$
Mouvement québécois de la qualité	Formation ceinture verte Lean Six Sigma	3 045,00 \$
Turgeon Solutions d'affichage inc.	Services d'affichage dans la salle des régions du Centre Infotouriste de Québec	3 483,71 \$
9045-1824 Québec inc. (Créapub Design)	Acquisitions d'uniformes pour les conseillers en séjour	6 165,94 \$
Construction Allard et Fils inc.	Travaux de déconstruction pour remise des deux locaux en fin de bail	5 842,00 \$
Corporation de développement économique de la région de la Ville de Dégelis	Services de remplissage des publications à Dégelis	5 200,00 \$
LinkedIn Technology canada inc.	Amplification des publications LinkedIn	2 997,26 \$

a) Fournisseur	c) Objet du contrat	e) Montant du contrat (\$)
Solotech inc.	Acquisition d'équipements de vidéoconférence certifiés Teams et de téléviseurs	13 769,47 \$
Crowdriff	Renouvellement de l'utilisation de la plateforme Web CrowdRiff	6 050,00 \$
Groupe Conseil SCO	Formation Cycle B – Agir comme médiateur pour résoudre les conflits, les plaintes de harcèlement psychologique et les situations complexes	3 595,00 \$
Visard Solutions inc.	Renouvellement d'Ajaris – Gestionnaire d'actifs numériques	15 200,00 \$
Progress Software Corporation	Renouvellement annuel Devcraft	3 339,12 \$
Alliance de l'industrie touristique du Québec	Location de salle et d'équipement pour la Grande rencontre des partenaires du 22 septembre 2025	2 882,16 \$
Institut canadien de recherche sur le tourisme	Abonnement Conference Board 2026	5 195,00 \$
Coginov inc.	Hébergement de la solution Gestion virtuelle (QuoreUltima)	14 980,00 \$
Léger Marketing inc.	Services de production de tableaux croisés, d'analyse de résultats et de rédaction d'un rapport complet	9 500,00 \$
Éditions le téléphone rouge inc.	Services d'impression de signets Bonjour Québec	4 234,72 \$
AVH Technologies inc.	Services d'installation des équipements audiovisuels dans les nouveaux bureaux de Montréal	19 250,00 \$
Présence informatique inc.	Services d'installation d'équipements audiovisuels dans trois salles des bureaux de Québec	7 590,00 \$
Iti inc.	Acquisition d'équipements de télécommunications pour le projet Milieu de travail axé sur les activités (MTAA)	6 221,53 \$
9350-5352 Québec inc. (Espace OBNL MC)	Formation Analyse financière pour répondants municipaux et représentants de bailleurs de fonds	5 600,00 \$
9071-6036 Québec inc. (Jules Communications)	Services de location de bornes de satisfaction vitrines Bonjour Québec	7 200,00 \$
Médiosolution (2009) inc.	Mise à niveau de Virtuo à la version 17	7 100,00 \$
Iti inc.	Acquisition de claviers sans fil	2 328,00 \$
Chantier de l'économie sociale	Formation en économie sociale	15 000,00 \$
Impression Numérix inc.	Services d'impression de dépliants – Carte Routière	12 445,00 \$
Sécurité serrurier Clément inc.	Acquisition de serrures pour les portes au Palais de congrès de Montréal	13 945,00 \$
Druide informatique inc.	Acquisition d'Antidote (Français et Bilingue) PMA	3 384,00 \$
Extal services intégrés	Services de déménagement du 1255, rue Peel au Palais des congrès de Montréal	3 300,00 \$
Attractif inc.	Remplacement d'équipement de la solution Gestion des files d'attente au Centre Infotouriste de Québec	6 741,00 \$
Korem Logiciels & données géospatiaux inc.	Renouvellement annuel des services de cartographie HERE	21 260,00 \$
iSpring Solution inc.	Renouvellement annuel iSpring	6 500,00 \$
Groupe Méga Scène inc.	Services de sonorisation de la conférence de presse du 18 décembre à Carleton-sur-Mer	2 085,00 \$
Groupe Stingray inc.	Services de location de bornes interactives – Deux centres Infotouriste (Rigaud et Rivière-Beaudette)	2 308,08 \$
Valiantys inc.	Renouvellement annuel des licences JIRA	16 040,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 05

Question 05

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2025-2026.

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g), i) et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca>

Les sous-questions c), h), j) et k) semblent non pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour 2025-2026 : Aucune

Question 06

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année;
 - b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
 - c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
 - d) la liste des fournisseurs;
 - e) une copie du plan de déploiement.
-

Les sous-questions a) et e) semblent non pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

b) Les coûts totaux réels pour l'hébergement de données : 902 175 \$ au 31 janvier 2026.

c) Les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité : Aucun

d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés en infonuagique sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 07

Question 07

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2025-2026, ventiler par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
 - e) le distributeur d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.
-

Type de dépense	Montant
Photocopie	13 863 \$
Mobilier de bureau et ameublement	126 631 \$
Décoration et embellissement	0 \$
Distributeurs d'eau de source	6 760 \$
Frais de transport	69 340 \$
Frais d'hébergement et de repas	112 182 \$
Frais d'alcool et de fêtes	0 \$
Formation, colloque et congrès : • Québec • Hors Québec	78 563 \$ 0 \$

Les coûts reliés au bureau de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien à l'Assemblée nationale.

Question 08

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2025-2026, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents;
- f) le coût d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25) :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/tourisme/acces-information/depenses-ministere>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 09

Question 09

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
- c) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- d) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- e) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- f) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- g) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- h) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- i) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- j) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- k) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- l) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.

a), b), c), d), e), f), g), h), i), j), k), l) : La réponse à ces sous-questions sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 10

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2025-2026 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
 - b) la superficie totale pour chaque local loué;
 - c) le coût total de ladite location;
 - d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - e) la durée du bail;
 - f) propriétaire de l'espace loué;
 - g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
 - h) la superficie totale réellement occupée;
 - i) la superficie inoccupée;
 - j) le coût de location au mètre carré;
 - k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
-

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27) :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/tourisme/acces-information/depenses-ministere>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 11

Question 11

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2025-2026, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
 - b) La valeur estimée de ceux-ci;
 - c) Les coûts d'entretien annuel;
 - d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
-

Le ministère du Tourisme ne possède pas d'actif immobilier excédentaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 12

Question 12

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
-

Des travaux ont été effectués au coût de 67 271 \$ pour l'ensemble du ministère du Tourisme. Aucun coût n'est associé spécifiquement à la direction générale et la haute direction du Ministère en 2025-2026.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

Question 13

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2025-2026, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) la masse salariale totale par cabinet;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2025-2026;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

a) e) f) g) i) j) k) l) : Ces sous-questions semblent non pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

b) c) et h) :

Liste du personnel ayant travaillé au cabinet de M^{me} Amélie Dionne durant l'année 2025-2026

Nom	Titre de la fonction	Port d'attache
Thomas Bélanger	Conseiller politique	Québec
Érick Couillard	Conseiller politique	Québec
Justine Vézina	Attachée politique	Québec
Roch Gamache	Directeur de cabinet	Montréal
Sylvie Mayer	Conseillère politique	Montréal
Nathalie Caillouette	Attachée politique	Rivière-du-Loup
Véronique Mariève Gosselin	Conseillère politique	Rivière-du-Loup
Chantal Lévesque	Employée de soutien	Rivière-du-Loup
Amélie Martineau	Attachée politique	Rivière-du-Loup
Yves Lebel	Attaché politique	Dégelis

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 13

Liste du personnel ayant travaillé au cabinet de M^{me} Caroline Proulx durant l'année 2025-2026

Nom	Titre de la fonction	Port d'attache
Chantal Desharnais	Attachée politique	Québec
Thomas Bélanger	Conseiller politique	Québec
Maxime Tremblay	Conseiller politique	Québec
Brigitte Roussy	Conseillère politique	Montréal
Geneviève Gouin	Directrice de cabinet	Montréal
Cécile Hénault	Conseillère politique	Lavaltrie
Carole Noël	Conseillère politique	Lavaltrie
Daniel Soucy	Attaché politique	Lavaltrie
Line Laporte	Attachée politique	Lavaltrie
Pierre LaSalle	Attaché politique	Lavaltrie

d) La masse salariale annuelle autorisée pour le cabinet de M^{me} Amélie Dionne est de 915 575 \$.

La masse salariale annuelle autorisée pour le cabinet de M^{me} Caroline Proulx est de 954 720 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 14

Question 14

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
 - g) les prévisions pour 2026-2027.
-

Aucun cadre, professionnel ou fonctionnaire n'est rémunéré, en occupant aucun poste dans le Ministère.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 15

Question 15

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
-

Aucun employé n'est rémunéré par le Ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics ou parapublics non gouvernementaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 16

Question 16

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2025-2026, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégorie.

a), b) et c) incluant le cabinet ministériel :

Abonnements	Coûts
Internet :	
Référence Média	3 090 \$

La sous-question d) semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 17

Question 17

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'évènements sportifs et culturels, les billets d'évènements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Fournisseur	Description de l'activité	Montant
Alliance de l'industrie touristique du Québec	Cocktail de l'industrie touristique 2025	114 \$
Chambre de commerce du Grand Joliette	Dîner conférence	61 \$
Chambre de commerce et d'industrie Les Moulins Terrebonne/Mascouche	Dîner conférence	125 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 18

Question 18

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web ;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site ;
 - c) les coûts de construction du site ;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour ;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) ;
 - f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois ;
 - g) nombre de visiteurs uniques mensuellement
 - h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines ;
 - i) la fréquence moyenne de mise à jour ;
 - j) le responsable du contenu sur le site ;
-

Tourisme Québec

- a) Le nom du site Web : www.tourisme.gouv.qc.ca
La majorité du contenu informationnel du site www.tourisme.gouv.qc.ca a été migrée vers le site Quebec.ca au printemps 2019. Le reste du contenu a été délesté en date du 12 août 2025.
- b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site : la gestion du site relève du ministère du Tourisme.
- c) Les coûts de construction du site : s. o.
- d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour : 11 815 \$ au 12 août 2025.
- e) Les coûts de modernisation ou de refonte : s. o.
- h) Les coûts liés à la réservation de noms de domaines : 0 \$

f) g) i) et j) Ces questions ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 19

Question 19

Pour 2025-2026, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrés;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Les renseignements concernant la ministre et les titulaires d'un emploi supérieur, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur [Quebec.ca](https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/tourisme/acces-information) en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18) :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/tourisme/acces-information>

Les sous-questions b), c), d), e) et g) semblent non pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

En 2025-2026, la ministre du Tourisme a effectué des tournées, visites ou rencontres dans les régions ci-dessous, afin de rencontrer des partenaires associatifs, des promoteurs et des élus locaux.

Tournées, visites et rencontres en région du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

Région	Location de salle et logistique	Repas des participants ¹	Frais de déplacement ¹	Total
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 703 \$	338 \$	1 008 \$	4 049 \$
Bas-Saint-Laurent	350 \$		990 \$	1 340 \$
Bas-Saint-Laurent			809 \$	809 \$
Charlevoix	1 235 \$		283 \$	1 518 \$
Lanaudière	706 \$		518 \$	1 224 \$
Gaspésie	2 085 \$		629 \$	2 714 \$
Gaspésie			639 \$	639 \$

¹ Les frais de déplacement comprennent les coûts d'hébergement, les frais de transport et les frais de repas des membres du cabinet et des employés du ministère du Tourisme, mais excluent les frais de la ministre et des titulaires d'un emploi supérieur.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 20

Question 20

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2025-2026 :

- a) le détail des mandats;
 - b) le coût (déplacements, etc.);
 - c) le nombre de ressources affectées;
 - d) le nombre de rencontres;
 - e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
 - f) l'objet;
 - g) les dates.
-

b) Il n'y a aucun coût relié à ces activités.

Les sous-questions a), c), d), e), f) et g) semblent non pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 21

Question 21

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et 2027-2028, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme reçue en 2025-2026 ou à recevoir en 2026-2027 et 2027-2028 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 22

Question 22

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Au cours de l'année financière 2025-2026, aucune prime au rendement et aucun boni n'ont été versés à aucune catégorie d'emploi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 23

Question 23

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour rupture de contrat.

Les primes de départ versées en 2025-2026 par le ministère du Tourisme totalisent 101 438 \$.

Question 24

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
 - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
 - c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
-

a) dépense totale relative au paiement des cotisations : 1 229 \$

b) liste des associations :

- Association des professionnels en accès à l'information
- Institute of Internal Auditors
- Institut des auditeurs internes de Montréal

c) nombre d'employés : 2 employés

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 25

Question 25

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du Ministère est de 73,20 \$ en date du 31 janvier 2026.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 26

Question 26

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.

Les sommes investies globalement en 2025-2026 représentent un montant de 2 279 500 \$. Le Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2025-2026 du ministère du Tourisme est disponible sur le site Internet du Ministère à :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-organismes/tourisme/publications/plan-action-personnes-handicapees-2025-2026>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 27

Question 27

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Une somme de 2 615 \$ a été dépensée par le ministère du Tourisme en 2025-2026 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Question 28

Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2025-2026 :

- a) Les sommes dépensées;
 - b) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
-

a) Un montant de 3 042 \$ a été dépensé.

b) Se référer à la réponse fournie en a)

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : [https:// www.seao.ca/](https://www.seao.ca/) ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Ministère :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/tourisme/acces-information/engagements-financiers>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 29

Question 29

Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 21).

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/tourisme/acces-information/depenses-ministere>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 30

Question 30

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.

- a) Le ministère du Tourisme n'a effectué aucun tirage ou concours auprès de la clientèle externe pour l'année financière 2025-2026.
- b) Sans objet.
- c) Sans objet.
- d) Sans objet.

Question 31

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026:a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2025-2026 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

a) b) c) La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

d) e) Sommes investies en veille médiatique : 6 630 \$

Nom du fournisseur : La Presse canadienne

Détails des services rendus : Recherche d'articles de presse

Sommes investies en veille médiatique : 40 131 \$

Nom du fournisseur : I.C.I. Influence Communications inc.

Détails des services rendus : Recherche d'articles écrits et électroniques

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 32

Question 32

Veillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :

- a) Les dates;
 - b) L'endroit précis;
 - c) La liste des personnes présentes;
 - d) L'ordre du jour;
 - e) Les procès-verbaux;
 - f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.).
-

Les sous-questions a), b), c), d) et e) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

f) Il n'y a eu aucun coût pour les rencontres de planification stratégique en 2025-2026.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 33

Question 33

Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
 - b) Heures de stages effectuées;
 - c) Rémunération totale déboursée.
-

- a) Nombre de stagiaires reçus : 5 stagiaires
- b) Heures de stages effectués : cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- c) Rémunération totale déboursée au 31 janvier 2026 : 35 063 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements généraux

Question 34

Question 34

Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 35

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Aucun montant n'a été perçu.

Question 36

Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

La valeur nette comptable des actifs meubles est de 1 973 \$ au 31 mars 2025.

Question 37

Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer :

- a) le nombre d'employé·es recruté·es à l'étranger, en précisant le statut d'immigration au moment de l'embauche (permis de travail temporaire, résidence permanente, autres);
 - b) le nombre de missions de recrutement effectuées à l'étranger, en précisant les pays visés et les secteurs d'emploi concernés;
 - c) les sommes dépensées pour les activités de recrutement international (missions, agences, consultants, publicité, relocalisation, accompagnement);
 - d) le nombre de contrats conclus avec des firmes externes pour soutenir le recrutement à l'étranger;
 - e) les catégories d'emploi pour lesquelles un recrutement international a été jugé nécessaire;
 - f) le taux de rétention après 12 et 24 mois des personnes recrutées à l'étranger;
 - g) toute directive ou orientation ministérielle émise au cours de cette période concernant la réduction, le maintien ou l'augmentation du recours au recrutement international;
 - h) les mesures mises en place pour favoriser prioritairement le recrutement et la formation de la main-d'œuvre locale.
-

Les sous-questions b), d), f), g) et h) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

- a) Pour l'année financière 2025-2026, aucun employé n'a été recruté à l'étranger.
- c) Pour l'année financière 2025-2026, aucune somme n'a été dépensée pour des activités de recrutement international.
- e) Pour l'année financière 2025-2026, le recrutement international n'a été jugé nécessaire pour aucune catégorie d'emploi.

Question 38

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Comité d'audit interne

Le mandat du comité est de veiller à ce que le sous-ministre puisse s'acquitter de ses responsabilités en matière d'audit interne. À ce titre, le comité fournit des conseils indépendants et des objectifs sur la gestion des risques, les mécanismes de contrôle, la gouvernance, la conformité des opérations et les processus de reddition de comptes du Ministère.

En septembre 2023, le Ministère s'est doté d'une charte du comité d'audit. Celle-ci énonce notamment les responsabilités et les règles de fonctionnement du comité d'audit du ministère du Tourisme.

Le rôle du comité d'audit consiste à exercer une surveillance active pour :

- Renforcer l'indépendance, la crédibilité et l'efficacité de la fonction d'audit interne;
- Contribuer à renforcer les systèmes de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance;
- Assurer l'objectivité et la pertinence des rapports d'audit interne;
- Vérifier si le Ministère tient compte des résultats de l'audit interne dans son processus décisionnel;
- Conseiller le sous-ministre à cet égard;
- Établir des voies de communication avec les instances de surveillance et les auditeurs externes.

Le comité se réunit au moins quatre fois par année ou plus souvent si les circonstances le nécessitent, à la demande d'un membre, du sous-ministre ou du responsable de l'audit interne.

Au 31 janvier 2026, le comité d'audit interne s'était réuni à trois reprises (juin et octobre 2025, et janvier 2026).

Composition du comité d'audit :

M. Daniel Lebel, président et membre externe (950 \$ d'honoraires par séance)

M. Martin Arsenault, membre externe (800 \$ d'honoraires par séance)

M^{me} Marie-Pierre Drasse, membre externe (800 \$ d'honoraires par séance)

RÉPONSES AUX DEMANDES DE
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NON RÉPONDUES (NRG)

Étude des crédits 2026-2027

Demandes de renseignements généraux - Questions non répondues et motif (NRG)

Numéro	Libellé de la question	Motif
NRG-1	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9c.
NRG-2	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9e.
NRG-3	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour l'année 2026-2027 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9k.
NRG-4	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour l'année 2026-2027 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-5	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 10.
NRG-6	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 11.
NRG-7	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 12.
NRG-8	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 29.
NRG-9	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) la date ; b) la nature ; c) les questions posées ; d) les réponses ; e) la firme retenue ; f) les coûts.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-10	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-11	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-12	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-13	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 ou ayant cours en 2025-2026 auprès d'une firme de consultation : a) la firme retenue; b) la copie du contrat; c) la date de fin prévue du contrat; d) la valeur prévue du contrat; e) les sommes dépensées à ce jour.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-14	Au sujet des contrats accordés à des entreprises américaines : a) Veuillez fournir la liste des contrats accordés à des entreprises américaines en 2025-2026; b) Veuillez fournir toute politique, communication ou consigne au sujet de la réduction des dépenses auprès des entreprises américaines en 2025-2026.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-15	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9k.
NRG-16	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéros 9a et 9b.
NRG-17	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéros 9a et 9b.
NRG-18	Proportion de personnes cadres par rapport aux autres catégories d'emploi au courant des 5 dernières années.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéros 9a et 9b.
NRG-19	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-20	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils, notamment TACT, McKinsey, KPMG et NATIONAL; fournir lesdits contrats le cas échéant.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-21	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 10.
NRG-22	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 30.
NRG-23	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9f.
NRG-24	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 3.
NRG-25	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2025-2026, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-26	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2025-2026 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9k.
NRG-27	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2026-2027, par mission.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9f.

Étude des crédits 2026-2027

Demandes de renseignements généraux - Questions non répondues et motif (NRG)

Numéro	Libellé de la question	Motif
NRG-28	Nominations, pour 2025-2026, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-29	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des système d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NRG-30	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds vert.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-31	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles.	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-32	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-33	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Question particulière à poser à la Société du Plan Nord.
NRG-34	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-35	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure :Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-36	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-37	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-38	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-39	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-40	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-41	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : c) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-42	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
NRG-43	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-44	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NRG-45	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Éducation.
NRG-46	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-47	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : e) Stratégie commune de la mission franco-québécoise sur la découvrabilité des contenus culturels francophones;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NRG-48	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NRG-49	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-50	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : f) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NRG-51	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-52	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et au ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec".
NRG-53	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : Plan d'action de la Politique bioalimentaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
NRG-54	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.

Étude des crédits 2026-2027

Demandes de renseignements généraux - Questions non répondues et motif (NRG)

Numéro	Libellé de la question	Motif
NRG-55	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026;	Question particulière à poser au ministère du Tourisme.
NRG-56	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action de la Politique de mobilité durable 2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-57	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionnaux 2021-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
NRG-58	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-59	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ij) Plan pour une économie verte 2020-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-60	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-61	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-62	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan nature 2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-63	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-64	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : k) Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-65	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-66	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan pour la langue française;	Question particulière à poser au ministère de la Langue française.
NRG-67	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action 2025-2026 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-68	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-69	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Famille.
NRG-70	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-71	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Politique culturelle du Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NRG-72	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NRG-73	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	Question particulière à poser au Bureau de coordination de la lutte contre le racisme.
NRG-74	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NRG-75	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-76	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NRG-77	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-78	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit.
NRG-79	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-80	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NRG-81	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-82	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-83	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.

Étude des crédits 2026-2027

Demandes de renseignements généraux - Questions non répondues et motif (NRG)

Numéro	Libellé de la question	Motif
NRG-84	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-85	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-86	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NRG-87	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	Question particulière à poser au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.
NRG-88	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie maritime 2015-2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-89	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-90	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
NRG-91	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-92	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale de production de bois;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-93	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-94	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-95	Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer : • le nombre de réclamations acceptées par la CNESST pour lésion professionnelles ; • le nombre d'employé-es concerné-es ; • Le nombre total de jours d'absence indemnisés ; • les coûts assumés par l'employeur (remplacement, maintien du salaire, cotisations, etc.) ; • la ventilation des données selon : - la catégorie d'emploi (personnel de soutien, technique, professionnel, cadre, autre) ; - le sexe ; - le statut d'emploi (temps plein, temps partiel, occasionnel) ; - la région administrative - la nature des lésions reconnues (physiques, psychologiques, harcèlement, violence au travail, surcharge ou épuisement professionnel, autres)	Question particulière à poser à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail.
NRG-96	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-97	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NRG-98	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NRG-99	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-100	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-101	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-102	Pour 2025-2026, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Question particulière à poser au ministère du Conseil exécutif.
NRG-103	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-104	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-105	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-106	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2025-2026 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-107	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-108	Veuillez nous fournir la liste des cartes de crédits dans le ministère et ou l'organisme en indiquant le titulaire de la carte et son titre. Pour chacune des cartes de crédits, veuillez nous fournir les relevés de carte pour l'année courante.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-109	Proportion de postes ayant accès au télétravail pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère, ventilée par le nombre de journées autorisées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-110	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-111	Fournir le nombre d'analyse différenciées selon les sexes (ADS+) effectuées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-112	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2026-2027

Demandes de renseignements généraux - Questions non répondues et motif (NRG)

Numéro	Libellé de la question	Motif
NRG-113	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-114	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-115	La liste des ententes et leur nature, signées en 2025-2026 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-116	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-117	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2025-2026, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-118	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2025-2026 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17). Inscrire le lien Internet.
NRG-119	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2025-2026, et les prévisions pour 2026-2027; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie; g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion; h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de chaque ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de chaque ministère. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré. Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.
NRG-120	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.gouv.qc.ca .
NRG-121	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026 : a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale) ; c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ; e) une description de son mandat ; f) la date de début de son contrat ; g) la date prévue de fin de son contrat ; h) sa rémunération annuelle.	Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.gouv.qc.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site de chaque ministère.
NRG-122	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;	En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 ^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.
NRG-123	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-124	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-125	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : r) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-126	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour l'année 2026-2027 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

Étude des crédits 2026-2027

Demandes de renseignements généraux - Questions non répondues et motif (NRG)

Numéro	Libellé de la question	Motif
NRG-127	Liste des sommes d'argent versées en 2025-2026, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du <i>Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels</i> (art. 4 paragraphe 26). Inscrire le lien Internet.
NRG-128	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2026-2027.	L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 des ministères et organismes.
NRG-129	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2025-2026 le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non-récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.	En 2025-2026, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.
NRG-130	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital) ; b) les grands dossiers en cours ; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques ; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.	Les informations en réponse à cette question sont disponibles dans le plan des investissements et des dépenses en ressources informationnelles disponible sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du trésor dans la rubrique "Budget de dépenses".
NRG-131	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de chaque ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de chaque ministère. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré. Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.
NRG-132	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région: a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2025-2026; b) le nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2025-2026 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) le nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.	L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante: https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation .
NRG-133	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.	Aucun coût pour l'année demandée. La Commission a conclu ses travaux avec le dépôt de son rapport final le 3 mai 2021, lequel est disponible en ligne à l'adresse suivante: https://www.csdepj.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Rapport_final_3_mai_2021/2021_CSDEPJ_Rapport_version_finale_numerique.pdf .
NRG-134	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.	L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'au Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.
NRG-135	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2025-2026, au sein du ministère ou de l'organisme : a) le nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) le nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025; d) la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) le nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.	Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail, mise à jour en janvier 2026, qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf .
NRG-136	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-137	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2025-2026. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23). Inscrire le lien Internet.
NRG-138	Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b) le type d'incidents; c) les sommes dépensées en gestion des incidents.	En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont protégés au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.
NRG-139	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-140	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

Étude des crédits 2026-2027

Demandes de renseignements généraux - Questions non répondues et motif (NRG)

Numéro	Libellé de la question	Motif
NRG-141	Nombre de postes non pourvus en raison du gel du recrutement décrété le 1 ^{er} novembre 2024 pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-142	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://seao.gouv.qc.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. Inscrive le lien Internet.
NRG-143	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://seao.gouv.qc.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. Inscrive le lien Internet.
NRG-144	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.	L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 des ministères et organismes.
NRG-145	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.	L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante: https://soquij.qc.ca/a/fr .
NRG-146	Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer : • le nombre d'incidents de cybersécurité signalés (tentatives d'hameçonnage, rançongiciels, intrusions, pertes ou exfiltration de données, etc.) • le nombre d'incidents ayant mené à une atteinte confirmée à la confidentialité, à l'intégrité ou à la disponibilité des systèmes ; • les coûts directs et indirects associés à ces incidents (enquête, restauration des systèmes, services professionnels, indemnisations, etc.) ; • les sommes investies annuellement en cybersécurité (prévention, infrastructure, formation, audits, tests d'intrusion) ; • le nombre d'employé-es ayant reçu une formation en cybersécurité et en protection des renseignements personnels ; • la proportion des systèmes ou infrastructures numériques hébergés à l'interne, auprès d'organismes publics québécois ou auprès de fournisseurs privés ; • l'existence d'audits indépendants ou d'évaluations de risques réalisés au cours de cette période, ainsi que leurs principales conclusions ; • les mesures mises en place pour assurer la souveraineté et la protection des données sensibles.	En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont protégés au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.
NRG-147	Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer : • le nombre total de projets numériques en cours • le nombre de projets numériques complétés au cours de cette période • le nombre de projets ayant subi un dépassement de coûts, en précisant le budget initial, le budget révisé et le coût final • le nombre de projets ayant subi un retard, en précisant l'échéancier initial et l'échéancier révisé • la valeur totale des investissements engagés pour les projets numériques en cours ; • la liste des projets dont la valeur excède 5 M\$, en précisant pour chacun l'objet du projet, l'état d'avancement et les principaux fournisseurs impliqués ; • le nombre de projets ayant fait l'objet d'un audit, d'un examen indépendant ou d'une révision par le Vérificateur général ou un organisme de contrôle ; • les mécanismes de gestion des risques mis en place pour prévenir les dépassements de coûts et les défaillances technologiques ; • le nombre d'incidents de cybersécurité ayant affecté des projets numériques en développement ou récemment déployés ; • les mesures prises pour assurer la protection des données et la résilience des systèmes dans le cadre de ces projets.	L'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : https://www.tableaubordprojetsni.gouv.qc.ca. Est considéré comme un projet informatique celui qui répond aux critères définis dans les Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles (décret 1159-2022 et arrêté ministériel 2022-03 du 23 juin du ministre de la Cybersécurité et du Numérique)
NRG-148	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-149	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2025-2026 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande;	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://seao.gouv.qc.ca .
NRG-150	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-151	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2025-2026 : b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article; c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.	L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 des ministères et organismes.
NRG-152	Pour 2025-2026, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Étude des crédits 2026-2027

Demandes de renseignements généraux - Questions non répondues et motif (NRG)

Numéro	Libellé de la question	Motif
NRG-153	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2026-2027.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor
NRG-154	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2025-2026, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2025-2026.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor
NRG-155	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor
NRG-156	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor
NRG-157	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor
NRG-158	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2025-2026 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor
NRG-159	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2025-2026 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2026-2027. Pour chacun de ces programmes existants en 2025-2026, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2026-2027, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor
NRG-160	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor
NRG-161	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor
NRG-162	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : n m) Plan d'action de développement durable 2023-2028.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-163	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit.
NRG-164	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor
NRG-165	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor

RÉPONSES AUX DEMANDES DE
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 01

Question 01

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2025-2026, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat;
 - b) la liste des membres;
 - c) le budget dépensé;
 - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
 - e) les résultats atteints.
-

CAR	Conférences administratives régionales
EERN	Écosystèmes énergétiques régionaux nordiques
FDRH	Forum des directrices et directeurs en ressources humaines
GIR	Gestion intégrée des risques
MAMH	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
MCN	Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
MELCCFP	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
MEIE	Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
MLF	Ministère de la Langue française
MO	Ministères et organismes
MRC	Municipalité régionale de comté
MRIF	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
MTO	Ministère du Tourisme
RH	Ressources humaines
RI	Ressources informationnelles
SAJ	Secrétariat à la jeunesse
SCF	Secrétariat à la condition féminine
SCT	Secrétariat du Conseil du trésor
SPN	Société du Plan Nord
SRM	Secrétariat à la région métropolitaine

COMITÉ	MANDAT
Aucun budget dépensé par le MTO pour la tenue de ces comités.	
Comité de signalisation des routes et circuits touristiques	Le comité a pour mandat : • D'analyser les demandes de signalisation des routes touristiques (nouvelles routes, prolongements et modifications de routes existantes) selon les exigences du programme en vigueur; • De recommander au Comité interministériel Transports–Tourisme sur la signalisation touristique l'acceptation ou le rejet des demandes de signalisation; • D'effectuer des audits des routes touristiques et produire les rapports d'évaluation; • D'analyser et recommander au Comité interministériel Transports–Tourisme sur la signalisation touristique des modifications au programme, si nécessaire.
Comité de suivi de l'exécution du contrat de concession	Le comité a pour mandat : • De coordonner la mise en œuvre des programmes de signalisation touristique confiés à un concessionnaire afin d'assurer la qualité des services à la clientèle et aux établissements touristiques; • D'assurer la conformité des clauses contractuelles, d'assurer la gestion des demandes du concessionnaire et rédiger des avenants, le cas échéant.
Comité interministériel Transports–Tourisme sur la signalisation touristique	Le comité a pour mandat : • De définir les orientations des programmes de signalisation touristique et d'approuver les modifications apportées aux programmes existants; • D'analyser les demandes pour le développement de nouveaux programmes de signalisation touristique; • De voir à l'application et au respect du contrat sur la mise en œuvre des programmes confiés à un concessionnaire et de déterminer les actions à prendre en cas de dérogation à ce dernier; • De gérer l'utilisation des fonds du Portefeuille de signalisation; • D'établir un guichet unique pour tous les projets touristiques en lien avec le réseau routier afin d'en assurer une coordination et un suivi efficaces.

COMITÉ	MANDAT
Aucun budget dépensé par le MTO pour la tenue de ces comités.	
Comité interministériel de la Route verte	Comité permanent constitué d'un représentant de chacun des ministères impliqués dans le développement et la mise en marché de la Route verte conformément à l'entente-cadre sur le développement de la Route verte.
Comité Carte accompagnement loisir	Ce comité a pour mandat de développer et d'implanter la Carte accompagnement loisir, ainsi que de permettre sa mise en œuvre et sa promotion. La carte permet aux personnes handicapées de participer à des activités touristiques et culturelles en étant accompagnées d'une personne sans que celle-ci ait à déboursier les frais d'entrée ou d'inscription pour cette activité. La carte est disponible depuis le 7 mai 2019.
Réseau interministériel de partage d'information stratégique en matière d'action internationale	Cette consultation a pour but de recenser les besoins et les défis des MO en matière de partage et d'accès à l'information stratégique, ainsi que tous commentaires pertinents.
Organisation de la sécurité civile du Québec et Organisation régionale de sécurité civile	Planification en matière de sécurité civile et mise en œuvre du plan national de sécurité civile lorsqu'une situation le requiert. En cas de sinistre, suivi du travail effectué sur le terrain par les organisations régionales de la sécurité civile, information des différents partenaires et coordination de l'intervention gouvernementale.
CAR et les sous-comités qui en découlent selon la pertinence et les régions (ex. : CAR-économique, CAR-Développement durable, CAR-Aménagement, etc.)	Chacune des 17 CAR a pour mandat de favoriser la concertation entre les MO ou les entreprises du gouvernement et la cohérence de leurs actions à l'échelle de la région, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires et la mise en place de la Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires. Au cours d'une année, la plupart des CAR se réunissent trois ou quatre fois en grande table.

COMITÉ	MANDAT
Aucun budget dépensé par le MTO pour la tenue de ces comités.	
Table des partenaires de la candidature de l'Île d'Anticosti sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO	Le comité a pour mandat de favoriser, par la concertation des acteurs de l'Île d'Anticosti, le développement d'une vision commune pour sa préservation future et sa mise en valeur.
Comité interministériel pour l'inscription d'Anticosti au patrimoine mondial	Le Comité interministériel piloté par le MELCCFP a pour mandat de concerter les MO et le milieu afin de planifier la protection de la Réserve de biodiversité et les réserves écologiques du site, d'établir le modèle de gouvernance et de planifier la gestion et la mise en valeur du site Patrimoine mondial. Le mandat s'est modifié avec la confirmation de l'inscription officielle d'Anticosti au patrimoine mondial de l'UNESCO. Le comité vise maintenant à mettre en place des comités de travail selon les grands enjeux pour assurer le développement harmonieux du site UNESCO.
Comité interministériel de mise en œuvre du Plan d'action nordique 2023-2028	Le comité vise à assurer la cohésion de l'action gouvernementale dans la mise en œuvre du Plan d'action nordique 2023-2028. Ce comité a comme mandat de veiller à ce que les mesures mises de l'avant par les MO gouvernementaux s'inscrivent dans la poursuite des orientations et des priorités identifiées dans le Plan d'action nordique 2023-2028.
Comité pour la Stratégie de promotion internationale du tourisme gourmand	Soutien au MRIF dans l'élaboration d'une Stratégie de promotion internationale du tourisme gourmand.
Comité sur le plan d'action du Cadre de gestion saumon	Le comité a comme objectif d'élaborer un plan d'action qui découlera du Cadre de gestion pour l'harmonisation des activités récréatives sur les rivières à saumon situées dans les territoires fauniques structurés.
Pôle d'expertise gouvernemental en information géospatiale	Préparer, en collaboration avec les MO concernés, un plan de création d'un pôle d'expertise gouvernemental en information géospatiale.
Comité interministériel de la recherche et de l'innovation	Coordonner les travaux en vue de la mise en œuvre de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation.

COMITÉ	MANDAT
Aucun budget dépensé par le MTO pour la tenue de ces comités.	
Forum des responsables en audit interne	Le Forum des responsables en audit interne est un regroupement des fonctions d'audit interne de l'administration publique québécoise qui vise à favoriser la concertation et le développement de la profession d'audit interne. Ce regroupement permet d'appuyer les orientations gouvernementales notamment en matière de saine gestion, de contrôle, de gestion des risques, d'évaluation de la sécurité de l'information et d'audit des technologies de l'information.
Communauté de pratique en GIR	La Communauté de pratique en GIR est un regroupement des fonctions de conseillers et de responsables en GIR de l'administration publique québécoise qui vise à favoriser la concertation et le développement des professionnels en GIR. Ce regroupement permet d'appuyer les orientations gouvernementales en GIR.
Comités directeurs pour le développement et la mise en œuvre concertés des plans montagnes des régions participantes	Les comités directeurs régionaux réunissent leurs membres régulièrement. Ils ont déposé au MTO un plan de travail ainsi qu'un cadre de référence, incluant les modalités de fonctionnement, les échéanciers et le processus décisionnel. Les comités recommandent également au MTO le rapport annuel et le rapport final. Les ententes se sont terminées au 31 mars 2025, mais certains comités sont toujours en place afin de suivre la mise en œuvre des projets. Les régions visées sont : Cantons-de-l'Est, Montérégie, Québec, Charlevoix, Saguenay–Lac-Saint-Jean, Laurentides, Lanaudière, Outaouais, Gaspésie, Chaudière-Appalaches.
Comité défi décarbonation EERN	Assurer le déploiement du défi « Accélérer la décarbonation du Québec : l'Écosystème énergétique régional comme levier de développement durable ». Ce comité découle de l'action 12 « Résoudre des défis de société grâce à des solutions innovantes » de la Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027 du MEIE. Il vise le développement d'EERN comme levier de développement durable régional en territoire nordique. Ces écosystèmes devront contribuer à garantir la sécurité en services de base, améliorer l'accessibilité territoriale pour faciliter le développement économique et mettre en valeur les territoires nordiques.
Comité pour l'appel à projets piloté par la Ville de Montréal en consortium avec plusieurs bailleurs de fonds pour la production d'un événement d'envergure le 31 décembre 2025	Le MTO, la Ville de Montréal, le SRM (MAMH), la Société de développement commercial du Vieux-Montréal et Tourisme Montréal se sont réunis afin d'effectuer un appel à projets visant à mettre en place un événement signature rassembleur pour les festivités entourant le 31 décembre 2025 selon le volet 2 de l'entente pour le soutien en tourisme hivernal de Montréal.

COMITÉ	MANDAT
Aucun budget dépensé par le MTO pour la tenue de ces comités.	
Comité en tourisme gourmand du Centre-du-Québec	Le MTO agit à titre de collaborateur à ce comité et soutient la mise en place de mesures en développement régional en tourisme gourmand. Le comité a pour but de répondre aux besoins de structuration du tourisme gourmand dans la région du Centre-du-Québec et de contribuer au Plan d'action provincial sur l'avenir du tourisme gourmand au Québec 2021-2024. En plus de Tourisme Centre-du-Québec, l'ensemble des MRC de la région y participent ainsi que des partenaires régionaux et les représentants des communautés autochtones sur le territoire.
Comité de pilotage visant à développer la notoriété du Centre-du-Québec	Le comité de pilotage, sous la responsabilité du MAMH, en collaboration avec les MO du territoire, porte sur la mise en œuvre d'un site Internet agissant comme vitrine pour la région et répertoriant l'ensemble des informations utiles par secteur d'activité. Le MTO agit à titre de collaborateur afin de proposer des idées, de s'assurer de l'arrimage avec l'image de marque de Tourisme Centre-du-Québec et d'intégrer les éléments pertinents de l'offre de services de l'Association touristique régionale.
Comité de coordination interministériel en économie verte et durable	Ce comité a pour objectif d'accroître le maillage entre les différents MO afin de maximiser l'effet levier des investissements gouvernementaux en veillant à ce que les mesures destinées aux entreprises, aux travailleurs et aux consommateurs soient harmonisées, adéquates et structurantes pour répondre aux défis posés par la transition économique verte dont le rythme s'accélère. De ce comité, coprésidé par le MEIE et le MELCCFP, découlent également cinq groupes de travail interministériels distincts, soit : • Groupe interministériel en économie circulaire • Groupe interministériel des emplois verts et du climat • Groupe interministériel en consommation responsable • Comité interministériel en acquisition responsable et marchés publics • Comité interministériel en finance et en financement durable
Comité de coordination et comité de gouvernance du mandat marketing en collaboration avec l'Alliance de l'industrie touristique du Québec	Le Comité de gouvernance est composé au minimum d'un représentant du MTO et d'un de l'Alliance, à savoir le sous-ministre du Tourisme et la présidente-directrice générale de l'Alliance. Son objectif est d'échanger sur les sujets relatifs au mandat, basés sur les attentes et les orientations de la ministre. Le Comité de coordination est composé au minimum d'un représentant du MTO et d'un de l'Alliance. Son mandat est d'assurer un suivi du Mandat marketing, particulièrement des éléments clés de la Stratégie de mise en marché et du plan d'action annuel ainsi que de leurs résultats et en rendre compte au Comité de gouvernance.

COMITÉ	MANDAT
Aucun budget dépensé par le MTO pour la tenue de ces comités.	
Comité interministériel — Plan de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2023-2028	Le comité a comme mandat de faire le suivi des actions sous leur responsabilité en matière de lutte contre l'homophobie et la transphobie.
Comité stratégique — Plan de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2023-2028	Comité formé de sous-ministres adjoints ou associés ou de hauts dirigeants qui déterminent les orientations des travaux du comité de coordination.
Comité multilatéral des ministères pour l'exemplarité de l'État	Ce comité permet d'assurer une vision stratégique du rôle exemplaire que l'État doit jouer pour la protection, la promotion, le rayonnement et l'utilisation de la langue française. Il a, entre autres, pour mandat de favoriser la cohérence des interventions de l'Administration, notamment dans la prestation de services à la population. Il est piloté par le MLF.
Comité interministériel jeunesse	Le SAJ compte sur l'appui d'un Comité interministériel jeunesse qui a comme mandat de coordonner les activités relatives à la jeunesse sur le plan gouvernemental. À ce titre, le comité appuie l'action stratégique du SAJ dans le cadre de ses activités courantes. Il contribue au renforcement des collaborations et à l'échange d'expertise en matière de jeunesse, il favorise l'arrimage entre les MO en vue d'assurer une meilleure cohérence et une plus grande complémentarité de l'action gouvernementale en ce sens.
Comité directeur sur les aires protégées	Le comité rassemble les principaux acteurs gouvernementaux concernés par le développement du réseau d'aires protégées. L'objectif de ce comité est d'informer et de discuter avec les membres des démarches du MELCCFP relatives au développement et à la gestion du réseau et de bien comprendre les enjeux qui les touchent.
Comité directeur sur la diversité biologique	Le Comité est formé de sous-ministres adjoints ou associés des ministères qui assument des responsabilités à l'égard de la diversité biologique. Ce comité est coordonné par le MELCCFP. Il a notamment la responsabilité de s'assurer de la prise en compte et de l'intégration des orientations gouvernementales dans les activités des MO concernés. Il permet aussi de discuter des questions relatives à la diversité biologique et de coordonner les travaux afférents au sein de l'appareil gouvernemental.

COMITÉ	MANDAT
Aucun budget dépensé par le MTO pour la tenue de ces comités.	
Cellule exécutive interministérielle en biodiversité	La Cellule est formée de directeurs généraux ou de directeurs représentant les ministères qui assument des responsabilités à l'égard de la diversité biologique. Sous la responsabilité du Comité directeur sur la diversité biologique auquel elle se rapporte, et dans le cadre des travaux du Plan nature 2030 dont le MELCCFP a la responsabilité, la Cellule exécutive interministérielle en biodiversité doit notamment assurer un suivi du premier Plan d'action et proposer d'éventuels ajustements vers une mise en œuvre plus efficace du premier Plan d'action.
Groupe de travail interministériel sur le Plan nature	Dans le cadre des travaux du Plan nature 2030, dont le MELCCFP a la responsabilité, le Groupe de travail interministériel doit notamment : • Établir les mesures à mettre en place en vue d'atteindre des cibles du Plan nature 2030; • Échanger des connaissances, de l'expertise, de bonnes pratiques et des solutions innovantes; • Réaliser une reddition de comptes annuelle des actions gouvernementales en matière de diversité biologique.
Comité interministériel portant sur le développement du statut d'aire protégée d'initiative autochtone	Le mandat général du Comité est d'appuyer le MELCCFP dans le développement du statut d'aire protégée d'initiative autochtone créé en vertu de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel, et plus particulièrement dans l'élaboration du guide définissant ce statut. Ce comité est coordonné par le MELCCFP et est composé de professionnels représentant les MO concernés.
Groupe de travail interministériel sur les aires conservées — Autres mesures de conservation efficaces et mesures de conservation complémentaires	Le groupe de travail se veut être une instance dont les réflexions et propositions visent à bonifier le travail du MELCCFP dans la réalisation des mandats relatifs à la Loi sur la conservation du patrimoine naturel portant sur la reconnaissance des autres mesures de conservation efficaces et la tenue de celles-ci dans un registre public. Coordonné par le MELCCFP, le groupe de travail est constitué de professionnels représentant les MO concernés.

COMITÉ	MANDAT
Aucun budget dépensé par le MTO pour la tenue de ces comités.	
Comité pour le développement et la promotion du plein air	Le comité a comme mandat de concerter et de mobiliser les acteurs nationaux œuvrant en développement et promotion des activités de plein air au Québec en vue d'assurer la cohérence et la complémentarité des interventions.
Réseau de répondants ministériels du dossier de l'occupation et de la vitalité des territoires	Le MAMH est responsable de l'élaboration et de l'application de la loi ainsi que de l'élaboration de la Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029. Le MTO a participé aux réflexions entourant l'élaboration de la nouvelle Stratégie afin de contribuer aux plans d'action régionaux ainsi qu'à la feuille de route du volet national de la Stratégie.
Réseau interministériel sur le développement des cadres	Ce réseau permet aux conseillers en gestion des RH contribuant au développement professionnel des cadres le partage de meilleures pratiques et d'information sur les nouveaux programmes offerts au sein de la fonction publique québécoise.
Réseau des répondants organisationnels en formation	Ce réseau permet aux conseillers en gestion des RH contribuant au développement des compétences au sein de leur MO d'échanger et de partager leurs expériences et meilleures pratiques en matière de formation.
Communauté de pratique en gestion des dossiers d'invalidité et de réintégration au travail	Cette communauté de pratique permet le partage des connaissances entre responsables de la gestion de ces dossiers.
Forum des directrices et directeurs en ressources humaines (FDRH)	Le FDRH est un regroupement de gestionnaires en RH de la fonction publique québécoise, qui privilégie la concertation, l'échange et l'action dans le but de favoriser et de promouvoir l'efficacité et l'efficience de la gestion des RH dans la fonction publique.
Table des utilisateurs en dotation	Groupe de partage sur les meilleures pratiques relatives au nouveau processus de sélection (échange sur les différentes stratégies mises en place au sein des MO, mise en commun de leur expertise et recherche de solutions à certains enjeux communs).
Réseau interministériel équité, diversité et inclusion	Ce réseau permet aux conseillers en gestion des RH responsables du mandat « équité, diversité et inclusion » de partager les meilleures pratiques en la matière au sein de la fonction publique québécoise.

COMITÉ	MANDAT
Aucun budget dépensé par le MTO pour la tenue de ces comités.	
Réseau interministériel conflit-harcèlement	Ce réseau permet aux conseillers en gestion des RH qui occupent le rôle de Répondant ministériel en matière de prévention du harcèlement psychologique ou sexuel au travail de partager les meilleures pratiques au sein de la fonction publique québécoise.
Réseau de collaboration RH en RI	Le Réseau de collaboration est un lieu d'échange où les organisations participantes discutent des enjeux et des pistes de solution communes relatives aux RH œuvrant en RI. En plus de bénéficier directement aux organisations participantes, le Réseau de collaboration alimente le MCN dans les travaux qu'il effectue, en partenariat avec le SCT, visant à développer des stratégies d'attraction, de valorisation et de rétention du personnel en RI au sein de l'administration publique.
Comité interministériel en attraction des talents	Piloté par le SCT, ce comité vise à informer et consulter les responsables de l'attraction des MO sur les projets à élaborer ou à venir en la matière. De plus, il vise le partage de bonnes pratiques en matière d'attraction des talents.
Comité des coordonnateurs en gestion de la main-d'œuvre	Ce comité vise l'échange d'information et de bonnes pratiques entre professionnels responsables de la gestion de la main-d'œuvre.
Groupe interministériel sur la marque employeur	Ce groupe vise la clarification de certaines notions et le partage de bonnes pratiques en lien avec le développement d'une marque employeur au sein de la fonction publique québécoise.
Groupe d'échange sur l'évaluation et l'expérience candidat	Ce groupe vise le partage d'information et de bonnes pratiques en matière d'expérience candidat entre professionnels responsables de la gestion de la main-d'œuvre.
Groupe d'échange en santé et sécurité	Ce groupe d'échange interministériel, piloté par le SCT, vise la clarification de certaines notions et le partage de bonnes pratiques en lien avec la santé et la sécurité au travail.
Réseau des conseillers pour le volet promotion des saines habitudes de vie	Ce réseau d'échange interministériel, piloté par le SCT, vise à partager de bonnes pratiques en lien avec les saines habitudes de vie.

COMITÉ	MANDAT
Aucun budget dépensé par le MTO pour la tenue de ces comités.	
Réseau violence conjugale ou familiale	Ce réseau d'échange interministériel, piloté par le SCT, vise la clarification de certaines notions et le partage de bonnes pratiques en lien avec les nouvelles obligations de l'employeur.
Communauté de pratique en analytique en RH	Cette communauté de pratique interministérielle pilotée par le SCT a comme objectifs le partage des connaissances, l'entraide et le développement des compétences en analytique en RH.
Réseau des leaders en analyse différenciée selon les sexes	Favoriser le transfert des savoirs en matière d'analyse différenciée selon les sexes, de développer et de partager l'expertise et les expériences en analyse différenciée selon les sexes dans la fonction publique, de façon à mettre en œuvre le renforcement de l'analyse différenciée au sein de l'appareil gouvernemental.
Comité de gouvernance en égalité et analyse différenciée selon les sexes	Ce comité chapeaute la structure de gouvernance et a été mis en place en 2023 dans la foulée du lancement de la présente Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027. Le comité de gouvernance a pour objectif de soutenir le SCF dans son rôle de coordination de l'action gouvernementale en matière d'égalité.
Comité interministériel de la recherche et de l'innovation	Contribuer aux travaux en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation.
Table gouvernementale aux affaires territoriales	Cette table a pour mandat de favoriser la concertation entre les MO du gouvernement et la cohérence de leurs actions, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires.
Groupe interministériel en économie circulaire	Le mandat du Groupe interministériel en économie circulaire est de :

COMITÉ	MANDAT
Aucun budget dépensé par le MTO pour la tenue de ces comités.	
	• Participer à l'opérationnalisation de la Feuille de route gouvernementale en économie circulaire et à son suivi; • Favoriser une meilleure complémentarité des interventions menées; • Favoriser l'intégration de l'économie circulaire dans les lois et la réglementation, les politiques publiques, les plans et les programmes du gouvernement, en considérant les contextes administratifs et financiers dans lesquels évoluent les MO.
Comité interministériel PAGES 2025-2030	Sous la responsabilité du MEIE, ce comité a pour finalité la production du Plan d'action gouvernemental en économie sociale (PAGES) 2025-2030.
Comité stratégique en habitation	Le mandat du Comité stratégique en habitation vise les travaux en lien avec la Stratégie québécoise en habitation.
Comité interministériel sur la restauration touristique	Considérant le tourisme gourmand comme l'une des filières à haut potentiel pour assurer une croissance durable du tourisme au Québec, le MTO a entrepris une réflexion en vue de renforcer le développement et l'attractivité des destinations culinaires distinctives au Québec. Cette démarche permettra d'alimenter la réflexion sur le tourisme gourmand dans le cadre des travaux de la Stratégie de croissance durable du tourisme.
Forum des gestionnaires en ressources matérielles	La mission du Forum des gestionnaires en ressources matérielles est de promouvoir l'utilisation efficace et efficiente des ressources matérielles des MO publics du Québec. Les domaines d'intervention en ressources matérielles sont variés et les équipes responsables de leur gestion se retrouvent souvent dans plus d'une unité à l'intérieur de leur organisation. Les domaines d'intervention associés aux ressources matérielles sont principalement : • La gestion contractuelle • La gestion immobilière De façon connexe et parce qu'aucun autre forum ne s'y dédie spécifiquement, on y discute aussi des domaines : • Services auxiliaires (courrier, messagerie, impression, manutention et approvisionnement) • Gestion documentaire • Sécurité physique

COMITÉ	MANDAT
Aucun budget dépensé par le MTO pour la tenue de ces comités.	
Comité interministériel de la Stratégie de croissance durable du tourisme	Le mandat du comité est de : • Contribuer aux réflexions sur la situation du tourisme au Québec et les défis à considérer de façon prioritaire; • Discuter des collaborations interministérielles à initier ou à consolider dans le cadre de la stratégie, ainsi que des leviers les plus pertinents; • Faciliter les échanges entre les équipes professionnelles des ministères en vue d'identifier ou de préciser des actions communes; • Commenter et valider le projet de stratégie à des étapes clés de la démarche d'élaboration; • Relayer de l'information d'intérêt au sein des ministères et de leurs réseaux respectifs.
Table interministérielle et intersectorielle sur les véhicules hors route du Saguenay–Lac-Saint-Jean	Cette table interministérielle permet la concertation entre les partenaires ministériels et sectoriels afin d'identifier des solutions concrètes aux enjeux liés à la pratique des véhicules hors route et formuler des recommandations destinées à la table provinciale.
Table provinciale interministérielle et intersectorielle sur les véhicules hors route	Ce comité permet la concertation entre les partenaires ministériels et sectoriels afin d'identifier des solutions concrètes aux enjeux liés à la pratique des véhicules hors route au niveau provincial et contribuer à mettre en œuvre des solutions pérennes répondant aux principaux enjeux.
Comité interministériel en finance et financement durable	Le mandat du comité est notamment de : • D'harmoniser et renforcer les standards de divulgation d'informations en matière de durabilité; • De renforcer la vérification et la traçabilité des données; • De développer des instruments financiers adaptés à la transition; • De simplifier l'accès au financement durable pour les PME; • De stimuler la participation des investisseurs institutionnels et des particuliers; • De renforcer la formation initiale, continue et la certification en finance durable; • De sensibiliser et mobiliser les citoyens autour des enjeux de finance durable.
Rencontre du comité interministériel et direction de la Table Ronde de la gastronomie québécoise.	Ce comité interministériel permet de faire le suivi de l'entente conclue avec la Table Ronde.

COMITÉ	MANDAT
Aucun budget dépensé par le MTO pour la tenue de ces comités.	
Groupe interministériel Politique bioalimentaire	Les objectifs du Groupe sont notamment les suivants : • Soutenir la mobilisation autour du secteur bioalimentaire; • Renforcer la collaboration et la concertation.
Table de suivi des opérations en ressources humaines (SAGIR-RH)	Ce comité utilisateurs se veut un lieu d'échanges pour favoriser la discussion et pour répondre aux interrogations sur l'utilisation des solutions d'affaires RH.
Cellule du réseau gouvernemental de cyberdéfense	Cette communauté permet d'échanger régulièrement sur les enjeux de cyberdéfense et de définir les orientations à transmettre au Réseau gouvernemental de cyberdéfense. Elle favorise la prise de décision concertée et le partage d'information entre le Centre gouvernemental de cyberdéfense et les centres opérationnels de cyberdéfense.
Conférence du réseau d'alerte gouvernemental	Cette communauté permet aux répondants en matière de sécurité de l'information, incluant les coordonnateurs organisationnels des mesures en sécurité de l'information, d'accéder à l'information de niveau opérationnel.

COMITÉ	MANDAT
Aucun budget dépensé par le MTO pour la tenue de ces comités.	
Communauté de pratique en adaptation et changements climatiques de la Côte-Nord	Dans le cadre de la démarche des plans climat, la direction régionale du MELCCFP a mis en place un groupe de soutien aux MRC pour l'élaboration de leur plan climat qui se veut être une communauté de pratique pour partager les données et les initiatives mises en place à l'échelle régionale.
Comité consultatif — Guide des pratiques responsables dans les aires protégées et conservées	Le guide en élaboration sera composé de fiches de référence sur les pratiques responsables pour un accès à la nature respectueux de la biodiversité. Il vise à outiller les adeptes d'activités en nature et à soutenir la mission de sensibilisation des acteurs travaillant dans les aires protégées et conservées. Le MTO est membre du comité. Certains de ses partenaires en font également partie ou ont été consultés de manière ponctuelle.
Comité tactique, gestionnaire RI	Regroupement des directeurs généraux et des directeurs en technologies de l'information dans le but d'accompagner les dirigeants de l'information pour les orientations et les travaux du MCN.
Revue diligente	Comité pour la revue diligente concernant le regroupement des ressources en cybersécurité.

COMITÉ	MANDAT
Aucun budget dépensé par le MTO pour la tenue de ces comités.	
Comité interministériel IA	Comité interministériel en IA regroupant des répondants en IA de niveau professionnel ou directeur qui communiquera les travaux au sein de son OP et conseillera le gestionnaire présent au comité tactique afin de faciliter la consultation et les allers-retours.
Référentiel de l'information gouvernementale	La mise en place du comité interministériel pour une démarche du MCN concernant l'inventaire et la classification de sécurité des données numériques gouvernementales.
Forum des gestionnaires en technologie de l'information	La mise en place du forum des gestionnaires en technologies de l'information pour objectif d'encourager le partage de l'expertise au niveau de la gestion des technologies de l'information et des projets.
Comité interministériel de sous-ministres adjoints sur la lutte contre les changements climatiques	Le Comité interministériel de sous-ministres adjoints sur la lutte contre les changements climatiques a pour mandat de renforcer la coordination et la cohérence de l'action gouvernementale en matière de lutte contre les changements climatiques au Québec.

COMITÉ	MANDAT
Aucun budget dépensé par le MTO pour la tenue de ces comités.	
Comité directeur interministériel sur l'adaptation aux changements climatiques	Le Comité directeur interministériel en adaptation aux changements climatiques est un comité permanent qui a le mandat de renforcer la coordination de l'ensemble des actions gouvernementales en matière de gestion des risques climatiques et d'adaptation, et de renforcer l'action gouvernementale en cette matière.
Comité défi décarbonation EERN	Ce comité découle de l'action 12 « Résoudre des défis de société grâce à des solutions innovantes » de la Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027 du MEIE. Il vise le développement d'écosystèmes énergétiques régionaux nordiques comme levier de développement durable régional en territoire nordique.
Forum de l'action internationale du Québec	Les rencontres du forum, qui réunissent les répondants en affaires internationales de tous les MO, se tiennent deux fois par an. Elles ont pour but d'informer les MO de certains dossiers internationaux mener par le MRIF, de recenser les besoins et les défis des MO en matière de partage et d'accès à l'information stratégique et donnent une tribune aux MO en leur permettant de présenter un programme, une politique ou autre.
Comité sur le tourisme d'affaires international	Il réunit le MRIF, certaines représentations du Québec à l'étranger, le Palais des congrès de Montréal et le Centre des congrès de Québec. Son objectif est de contribuer à l'attraction de tourisme d'affaires international au Québec en profitant des contacts des représentations pour démarcher des événements, appuyer la candidature du Québec pour accueillir un événement ou encore pour attirer des participants internationaux dans des congrès au Québec.

COMITÉ	MANDAT
Aucun budget dépensé par le MTO pour la tenue de ces comités.	
Plan de mise en œuvre de la Stratégie nationale de prévention en santé	Ce comité regroupe plusieurs ministères impliqués dans la mise en œuvre de la Stratégie nationale de prévention en santé.
Table interministérielle en santé mentale, en itinérance et dépendances	Coordonnée par le MSSS, la Table interministérielle en santé mentale, en itinérance et dépendances assume le leadership en matière de planification des orientations intersectorielles dans le but de prévenir et réduire les enjeux liés aux troubles mentaux, à l'itinérance et aux problématiques liées à l'usage de substances psychoactives, à la pratique des jeux de hasard et d'argent et à l'utilisation d'Internet et des écrans. Elle est composée des MO gouvernementaux concernés par lesdits enjeux de par leur mission, leurs politiques et leurs programmes.
Comité interministériel sur l'exploitation sexuelle	Le comité a pour mandat de coordonner les travaux visant l'élaboration et la mise en œuvre du plan d'action interministériel visant à donner suite aux recommandations du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.
Chantier sur la formation en matière de violences sexuelle et conjugale	Favoriser le partage d'information sur les formations et les outils développés et déployés par les MO gouvernementaux en matière de prévention et d'intervention en violences sexuelle et conjugale.

COMITÉ	MANDAT
Aucun budget dépensé par le MTO pour la tenue de ces comités.	
Forum des gestionnaires en ressources financières	Le Forum des gestionnaires en ressources financières est un regroupement de gestionnaires qui vise à favoriser l'échange, la concertation et l'action dans le but d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la gestion des ressources financières des MO du gouvernement du Québec.
Regroupement des directeurs généraux de l'administration	Le Regroupement des directeurs généraux de l'administration est un regroupement des gestionnaires de la fonction publique québécoise dans le but, entre autres, de favoriser leurs échanges et d'assurer le partage de connaissances sur des questions touchant les services à la gestion des ministères (RH, technologiques, financières, matérielles et gestion contractuelle).
Comité directeur des responsables du Chantier — Excellence des services aux citoyens	Le Comité directeur des responsables du Chantier — Excellence des services aux citoyens est un groupe de travail chargé de mettre en œuvre des stratégies pour améliorer la qualité des services offerts aux citoyens par le gouvernement du Québec. Ce comité s'inscrit dans le cadre du Chantier sur l'excellence des services aux citoyens, dont l'objectif est de simplifier et d'améliorer l'accès aux services publics.
Comité d'orientation en amélioration continue	Pilote diverses activités et initiatives permettant le développement, la standardisation et l'intégration de bonnes pratiques pour l'amélioration générale de nos prestations de service.

COMITÉ	MANDAT
Aucun budget dépensé par le MTO pour la tenue de ces comités.	
Réseau RPS-FRPS	Ce réseau d'échange interministériel, piloté par le SCT, vise la clarification de certaines notions et le partage de bonnes pratiques en lien avec les nouvelles obligations de l'employeur quant à la prise en charge des risques psychosociaux.
Table de concertation en IA et en RH	Cette table de concertation vise à susciter les discussions, le partage d'information et sert à créer un espace structuré de collaboration pour développer une vision partagée, éclairée et pragmatique de l'intégration responsable de l'IA dans les pratiques de gestion des RH.
Réseau de facilitatrices et facilitateurs dans la fonction publique québécoise	Le Réseau a pour mission d'outiller et de favoriser le développement des compétences en facilitation d'ateliers de cocréation dans la fonction publique.
Communauté de pratique interministérielle en GDC/TO	Cette communauté de pratique a pour objectifs de favoriser l'appropriation et l'intégration d'une vision commune de la gestion du changement et de la transformation organisationnelle dans l'ensemble de la fonction publique québécoise par le partage d'expériences, d'outils et de pratiques tout en permettant au SCT d'identifier les besoins des MO.

COMITÉ	MANDAT
Aucun budget dépensé par le MTO pour la tenue de ces comités.	
Réseau des coachs internes de la fonction publique	Cette communauté regroupe les coachs de gestion ayant reçu une formation reconnue par un organisme certificateur qui exercent leur pratique au sein de la direction des ressources humaines de leur MO. Son but est de veiller au développement et au maintien des compétences des coachs en plus de favoriser le partage de connaissances.
Réseau des gestionnaires en santé, sécurité et mieux-être	Ce Réseau vise à faciliter la collaboration entre les organisations, partager les bonnes pratiques et orienter les actions de soutien à l'égard du volet santé, sécurité et mieux-être pour le personnel d'encadrement des directions des ressources humaines.
Comité directeur – Incubateur accélérateur nordique	Le mandat est de s'assurer que l'Incubateur accélérateur nordique opère selon les termes de la convention de subvention conclue avec le MTO. Il détermine les grandes orientations, planifie les étapes de réalisation du mandat, supervise l'ensemble des opérations, s'assure de la progression des résultats et atteste des bonnes pratiques.
Table opérationnelle en hébergement touristique	Le mandat est de rassembler les délégataires à l'enregistrement du MTO (CITQ, Camping Québec, FPQ) et Revenu Québec pour soutenir l'application de la Loi sur l'hébergement touristique et de son règlement.

COMITÉ	MANDAT
Aucun budget dépensé par le MTO pour la tenue de ces comités.	
Comité MTO — Secteur municipal en hébergement	Le mandat de ce comité est de réunir l'Union des municipalités du Québec, la Fédération québécoise des municipalités, les villes de Québec et de Montréal, Revenu Québec et le MTO pour soutenir l'application de la Loi sur l'hébergement touristique et de son règlement, en tenant compte des enjeux et des opportunités. Les objectifs sont de : • Faciliter les échanges, une compréhension commune des enjeux et des opportunités, ainsi qu'une cohérence des actions; • Clarifier certaines zones d'ambiguïté, simplifier l'application des règles sur le terrain et proposer des mesures facilitatrices; • Renforcer le taux de conformité et la mise en application de la Loi sur l'hébergement touristique et de son règlement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 02

Question 02

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2025-2026.

Veuillez vous référer au budget de dépenses 2025-2026, disponible sur le site Web du Secrétariat du Conseil du trésor :

<https://www.tresor.gouv.qc.ca/budget-de-depenses/budget-de-depenses-2025-2026/>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 03

Question 03

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2025-2026 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Veuillez vous référer à la question 26 des renseignements généraux, aux questions 15, 17, 20, 21, 22, 23, 40, 46, 47, 48, 52, 53 et 55 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle, aux questions 4, 5, 6, 8 et 12 des demandes de renseignements particuliers de la deuxième opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 04

Question 04

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer par 2025-2026, l'âge de ces créances (ventilé par année) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2026-2027.

Comptes à recevoir	
Courant	890 156 \$
0 à 30 jours	1 325 \$
31 à 60 jours	395 \$
61 à 90 jours	1 106 \$
> 91 jours	2 989 732 \$
Total des comptes à recevoir	3 882 714 \$

Prêts, placements et avances (PPA)	
Total des comptes à recevoir pour PPA	0 \$

En ce qui a trait au recouvrement de ces créances, le ministère du Tourisme communique avec les clients afin de les informer de leur solde dû. Au besoin, des ententes de paiements peuvent être conclues.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 05

Question 05

Sommes versées par le ministère du Conseil exécutif dans le Fonds de partenariat touristique pour 2025-2026. Indiquer l'utilisation faite de ces sommes. Ventiler par dépense.

Aucune somme n'a été versée par le ministère du Conseil exécutif au Fonds de partenariat touristique pour 2025-2026.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 06

Question 06

Nombre de visiteurs enregistrés au Québec en 2024-2025 et en 2025-2026. Ventilation selon la provenance des visiteurs (Québec, Hors-Québec). Prévisions pour 2026-2027.

Le tableau suivant présente les estimations du ministère du Tourisme (MTO) pour les années civiles 2024 et 2025 concernant le nombre de visiteurs. Le terme « visiteur » englobe à la fois les touristes et les excursionnistes.

Rappelons que le Ministère a pour cible d’atteindre 65,0 M de visiteurs annuels d’ici 2026.

Les prévisions pour 2026 ne sont pas disponibles.

Marché	2024* (en millions)	2025 (en millions)
Touristes		
Québec	18,2	18,8
Hors Québec	9,4	9,2
Excursionnistes		
Tous marchés confondus	37,9	40,0
Total visiteurs**	65,5	68,1

* Données finales
** En raison de l'arrondissement des données, le total peut ne pas correspondre à la somme des parties.
Source : Enquête nationale sur les voyages de Statistiques Canada et estimations du MTO.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 07

Question 07

Nombre de visiteurs enregistrés au Québec en 2025 lors de la tenue du Grand Prix à Montréal en 2025. Ventilation selon la provenance des visiteurs (Québec, Hors-Québec). Prévisions pour 2026

Le ministère du Tourisme ne dispose pas de cette information.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 08

Question 08

Recettes touristiques engendrées par l'industrie touristique québécoise en 2025-2026
ventilation par région et les prévisions pour **2026-2027**.

Le tableau suivant présente les estimations du ministère du Tourisme (MTO) pour l'année civile 2025.

Les prévisions pour 2026-2027 ne sont pas disponibles.

Marché	2025 (G\$)
Touristes	
Québec	5,8
Hors Québec	7,0
Excursionnistes	
Tous les marchés confondus	3,1
Autres dépenses	2,0
Recettes touristiques*	18,0

* En raison de l'arrondissement des données, le total peut ne pas correspondre à la somme des parties.
Source : Estimation du MTO

Le MTO ne dispose actuellement pas de l'ensemble du contenu nécessaire à la réalisation d'estimations des recettes touristiques par région pour 2025.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 09

Question 09

Recettes touristiques engendrées par la tenue du Grand Prix à Montréal en 2025. Les prévisions pour 2026.

Le ministère du Tourisme ne dispose pas de cette information.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 10

Question 10

Liste des événements financés en 2025-2026 par le ministère qui ont fait l'objet d'une analyse des retombées économiques.

Le Ministère exige aux événements soutenus dans le cadre du volet 1 du programme d'Aide financière aux festivals et aux événements touristiques de fournir une étude de retombées économiques respectant les critères et le guide méthodologique du Ministère. Les nouvelles normes du programme 2026-2029 exigent également aux événements soutenus dans le cadre du volet 4 – événement ponctuel de réaliser une étude de retombées économiques s'ils reçoivent une aide de 1 M\$ et plus.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 11

Question 11

Dépenses ventilées de promotion touristique en 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.

Préciser pour chaque région :

- a) au Québec;
 - b) au Canada;
 - c) aux États-Unis (par région);
 - d) marchés outre-mer (par pays);
 - e) méthodes utilisées pour chacune de ces régions (télévision, radio, journaux, etc.);
 - f) les fournisseurs de ces services avec copie des ententes de gré à gré et des contrats octroyés par soumission.
-

a) au Québec : la ministre du Tourisme a mandaté les associations touristiques régionales (ATR) ainsi que l'Alliance de l'industrie touristique du Québec (Alliance) pour qu'elles réalisent des actions en matière de promotion et de mise en marché sur le marché québécois. Une reddition de comptes sera disponible au plus tard à l'automne 2026.

b), c), d) hors Québec : la ministre du Tourisme a confié la responsabilité de la promotion touristique et de la commercialisation de la destination sur les marchés hors Québec à l'Alliance. Une reddition de comptes sera disponible au plus tard à l'automne 2026.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 12

Question 12

Crédits affectés et ventilés à la représentation touristique du Québec à l'étranger par pays en 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027. Fournir :

- a) le nombre de points de service au Québec et leur localisation;
 - b) le nom des fournisseurs de ces points de service incluant une copie des ententes de gré à gré et des contrats octroyés par soumission;
 - c) une copie des rapports fournis au ministère du Tourisme par ces fournisseurs;
 - d) le nombre de personnes y œuvrant;
 - e) les services offerts;
 - f) les résultats escomptés.
-

La ministre du Tourisme a confié les fonctions de la promotion touristique et de la commercialisation de la destination à l'Alliance de l'industrie touristique du Québec. Une reddition de comptes sera disponible au plus tard à l'automne 2026.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 13

Question 13

Crédits affectés à l'accueil touristique au Québec en 2025-2026 et pour les trois années précédentes et les prévisions pour 2026-2027. Fournir :

- a) le nombre de points de service et leur localisation;
 - b) le nom des fournisseurs de ces points de service, incluant une copie des ententes de gré à gré et des contrats octroyés par soumission;
 - c) une copie des rapports fournis au ministère du Tourisme par ces fournisseurs;
 - d) le nombre de personnes y œuvrant;
 - e) les services offerts;
 - f) le nombre de visiteurs accueillis.
-

Le ministère du Tourisme (MTO) a opéré en 2025-2026 deux (2) centres Infotouriste (CIT) situés à :

- Québec
- Montréal

Pour l'année 2025-2026, 43 conseillers en séjour étaient affectés au service à la clientèle et offraient des services d'accueil et d'information touristique en personne, par téléphone, par clavardage ou par courriel. Ils avaient aussi pour tâche d'interagir avec la clientèle sur les réseaux sociaux.

Pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, les CIT et le centre de contact ont été ouverts selon les plages suivantes :

- Montréal (kiosque intérieur temporaire au Quartier des spectacles): du 12 mai au 31 octobre 2025.
- Le CIT de Québec et les autres services (téléphone, clavardage, courriels et médias sociaux) ont été offerts sans interruption.

Durant la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, les conseillers en séjour ont réalisé 57 947 actes de renseignements répartis comme suit :

- En personne : 39 863 actes de renseignements réalisés auprès de 97 852 visiteurs aux comptoirs de service à la clientèle;
- Par l'entremise d'une autre voie de communication (appels, clavardage et courriels): 18 084 actes de renseignements réalisés.

L'information relative aux fournisseurs se trouve à la question 06 des demandes de renseignements généraux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 14

Question 14

Ventilation détaillée des sommes composant le Fonds de partenariat touristique en 2025-2026 et inclure le dernier état financier disponible du Fonds.

Les sommes composant le Fonds de partenariat touristique se détaillent de la façon suivante :

Provenance	2025-2026 Prévision (M\$)
Contributions gouvernementales	162,5
Taxe sur l'hébergement	159,5
Taxe de vente du Québec	25,0
Autres revenus	7,0
TOTAL	354,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 15

Question 15

Liste des montants versés aux associations touristiques régionales en 2025-2026 et pour l'année précédente ainsi que les prévisions pour 2026-2027.

Montants versés aux associations touristiques régionales (ATR) – Ententes-cadres 2022-2026 au 31 janvier 2026 (pour l'année 2025-2026)

Associations touristiques régionales	Montants versés 2025-2026*
Association touristique du Nunavik	628 827 \$
Tourisme Côte-Nord	628 827 \$
Destination Québec cité (Office du Tourisme de Québec)	844 423 \$
Tourisme Abitibi-Témiscamingue	628 827 \$
Tourisme Baie-James	628 827 \$
Tourisme Bas-Saint-Laurent	628 827 \$
Tourisme Cantons-de-l'Est	628 827 \$
Tourisme Centre-du-Québec	628 827 \$
Tourisme Charlevoix	628 827 \$
Tourisme Chaudière-Appalaches	628 827 \$
Tourisme Eeyou Istchee	628 827 \$
Tourisme Gaspésie	628 827 \$
Tourisme Îles de la Madeleine	628 827 \$
Tourisme Lanaudière	628 827 \$
Tourisme Laurentides	628 827 \$
Tourisme Laval (Office de Tourisme de Laval)	628 827 \$
Tourisme Mauricie	628 827 \$
Tourisme Montérégie	628 827 \$
Tourisme Montréal (Office de Tourisme du grand Montréal)	1 207 870 \$
Tourisme Outaouais	628 827 \$
Tourisme Saguenay–Lac-Saint-Jean	503 062 \$
Total	13 874 241 \$

* Les sommes versées en 2024-2025 peuvent inclure des versements relatifs à des sommes allouées lors des années antérieures.

Les modalités de versements aux ATR sont inscrites aux Ententes-cadres 2022-2026 signées entre ces dernières et le ministère du Tourisme (MTO).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 15

Montants versés aux ATR – Taxe sur l'hébergement du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

Associations touristiques régionales	Montants versés* 2025-2026
Association touristique du Nunavik	Sans objet
Tourisme Côte-Nord	2 196 528 \$
Destination Québec cité (Office du Tourisme de Québec)	22 677 633 \$
Tourisme Abitibi-Témiscamingue	1 840 681 \$
Tourisme Baie-James	377 331 \$
Tourisme Bas-Saint-Laurent	2 895 727 \$
Tourisme Cantons-de-l'Est	5 222 641 \$
Tourisme Centre-du-Québec	1 402 926 \$
Tourisme Charlevoix	3 641 493 \$
Tourisme Chaudière-Appalaches	2 629 699 \$
Tourisme Eeyou Istchee	214 351 \$
Tourisme Gaspésie	2 889 273 \$
Tourisme Îles-de-la-Madeleine	415 140 \$
Tourisme Lanaudière	2 922 053 \$
Tourisme Laurentides	10 164 727 \$
Tourisme Laval (Office de Tourisme de Laval)	2 170 478 \$
Tourisme Mauricie	2 951 943 \$
Tourisme Montérégie	4 957 319 \$
Tourisme Montréal (Office de Tourisme du grand Montréal)	41 401 846 \$
Tourisme Outaouais	3 841 268 \$
Tourisme Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 925 168 \$
Total	117 738 223 \$

* Les sommes versées en 2025-2026 peuvent inclure des versements relatifs à des sommes allouées lors des années antérieures.

Les modalités de versements aux ATR de la Taxe sur l'hébergement (TSH) sont inscrites aux Ententes-cadres 2022-2026 signées entre ces dernières et le Ministère.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 15

Ententes de partenariat régional et de transformation numérique en tourisme 2025-2027 (EPRTNT 2025-2027) – Montants versés aux ATR au 31 janvier 2026

Associations touristiques régionales	Montants versés 2025-2026
Association touristique du Nunavik	0 \$
Tourisme Côte-Nord	0 \$
Destination Québec cité (Office du Tourisme de Québec)	0 \$
Tourisme Abitibi-Témiscamingue	0 \$
Tourisme Baie-James	0 \$
Tourisme Bas-Saint-Laurent	0 \$
Tourisme Cantons-de-l'Est	0 \$
Tourisme Centre-du-Québec	0 \$
Tourisme Charlevoix	0 \$
Tourisme Chaudière-Appalaches	0 \$
Tourisme Eeyou Istchee	0 \$
Tourisme Gaspésie	0 \$
Tourisme Îles-de-la-Madeleine	0 \$
Tourisme Lanaudière	0 \$
Tourisme Laurentides	0 \$
Tourisme Laval (Office de Tourisme de Laval)	0 \$
Tourisme Mauricie	0 \$
Tourisme Montérégie	0 \$
Tourisme Montréal (Office de Tourisme du grand Montréal)	630 000 \$
Tourisme Outaouais	0 \$
Tourisme Saguenay–Lac-Saint-Jean	0 \$
Total	630 000 \$

Les modalités de versements aux ATR sont inscrites aux Ententes 2025-2027 signées entre ces dernières et le Ministère.

Montants versés aux ATR – Réseau de ressources en transition climatique

En 2025-2026, 50 000 \$ ont été versés à Tourisme Laurentides pour le projet de Réseau de ressources en transition climatique (adaptation et décarbonation) du secteur touristique.

Question 16

Copie de chacune des plus récentes ententes-cadres avec les Associations touristiques régionales (ATR) pour l'année 2025-2026. Fournir une ventilation des sommes allouées depuis la mise en œuvre de chaque entente-cadre et préciser :

- a) le nom de l'ATR avec qui le ministère a signé une entente particulière;
 - b) le montant alloué dans le cadre de cette entente;
 - c) la date de l'entente.
-

Dans le cadre des ententes 2022-2026, le ministère du Tourisme (MTO) confie aux associations touristiques régionales (ATR) des mandats de promotion de leur région, d'accueil, d'information, de signalisation touristique ainsi que de structuration et de développement de l'offre touristique, ce qui inclut la concertation des acteurs régionaux. À cet égard, un financement annuel leur est accordé en provenance du Fonds de partenariat touristique (FPT), auquel s'ajoutent les revenus issus de la taxe sur l'hébergement (TSH).

La TSH est une taxe à participation volontaire et elle est offerte à toutes les régions touristiques. Lorsqu'elle est appliquée dans une région touristique, elle devient obligatoire à un taux unique sur l'ensemble du territoire régional.

La TSH est appliquée dans 20 des 21 régions touristiques (la région du Nunavik ne dispose pas encore de la TSH) à un taux unique de 3,5 % du prix de location pour les catégories d'hébergement suivantes : les établissements d'hébergement touristique général (par exemple les hôtels, les gîtes touristiques, les résidences de tourisme, les chalets et les pourvoiries) et les établissements de résidence principale.

Les sommes allouées aux ATR sont présentées au tableau à la page suivante. Les versements de la TSH sont ceux de l'année 2024-2025. Sont présentées également dans ce tableau, les sommes allouées aux ATR en 2025-2026 provenant du FPT.

Le modèle d'entente-cadre avec les ATR sera fourni sur demande.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 16

Tableau 1 – Montants alloués dans le cadre des ententes relatives aux mandats confiés aux ATR pour 2025-2026

Région touristique		Financement FPT	TSH réelle ¹
		2025-2026	2024-2025
1	Îles-de-la-Madeleine	628 827 \$	451 005 \$
2	Gaspésie	628 827 \$	3 187 579 \$
3	Bas-Saint-Laurent	628 827 \$	3 247 571 \$
4	Québec	844 423 \$	24 917 106 \$
5	Charlevoix	628 827 \$	4 811 076 \$
6	Chaudière-Appalaches	628 827 \$	3 120 736 \$
7	Mauricie	628 827 \$	3 598 893 \$
8	Cantons de l'Est	628 827 \$	6 331 764 \$
9	Montréal	628 827 \$	6 561 330 \$
10	Lanaudière	628 827 \$	3 478 556 \$
11	Laurentides	628 827 \$	12 166 847 \$
12	Montréal	1 207 870 \$	54 462 162 \$
13	Outaouais	628 827 \$	4 702 851 \$
14	Abitibi-Témiscamingue	628 827 \$	2 268 979 \$
15	Saguenay–Lac-Saint-Jean	628 827 \$	3 298 232 \$
16	Côte-Nord	628 827 \$	2 628 447 \$
17	Baie-James	628 827 \$	486 837 \$
18	Laval	628 827 \$	2 926 468 \$
19	Centre-du-Québec	628 827 \$	1 919 824 \$
20	Nunavik	628 827 \$	Sans objet
21	Eeyou Istchee	628 827 \$	284 693 \$
Total		14 000 006 \$	144 850 957 \$

¹ Montants réels de la TSH perçue pour les trimestres d'avril 2024 à mars 2025 et versés aux ATR.

Source : Revenu Québec et MTO
Compilation : Direction de la gestion des partenariats, MTO

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 17

Question 17

Sommes allouées en 2025-2026 dans le cadre du programme d'aide financière aux festivals et événements touristiques. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires et les montants reçus. Ventiler par région, par circonscription et par volet. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.

Le programme d'Aide financière aux festivals et aux événements touristiques comprend actuellement les quatre volets suivants :

- Volet 1 : Festivals et événements touristiques majeurs
- Volet 2 : Festivals et événements d'envergure touristique
- Volet 3 : Développement et Croissance
- Volet 4 : Événements ponctuels

Tout volet confondu pour 2025-2026, le ministère du Tourisme (MTO) a annoncé une aide financière pour 319 événements et 41 demandes ont été refusées. La liste ci-bas présente les événements soutenus qui se sont tenus en 2025-2026.

Par ailleurs, dans le cadre de la période de dépôt s'étant clôturée le 3 décembre 2025, ce sont 266 demandes qui sont en cours d'analyse pour la saison été-automne 2026. Le nombre important de demandes s'explique par le renouvellement du programme pour 2026-2029.

Nom de l'événement	Somme allouée en 2025-2026
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	
<i>Volet 2 (500 000 \$ et plus)*</i>	
Festival de musique émergente en Abitibi-Témiscamingue	129 000 \$
Festival des guitares du monde en Abitibi-Témiscamingue	44 000 \$
Festival du cinéma international en Abitibi-Témiscamingue	69 000 \$
Foire du camionneur de Barraute	63 000 \$
Foire gourmande de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-Est ontarien	40 000 \$
H2O le festival	61 000 \$
Osisko en lumière, Festival pyromusical en Abitibi-Témiscamingue	75 000 \$
Rodéo du Camion	106 000 \$
<i>Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)*</i>	
C.R.E.E. Senior Hockey and Broomball Tournament	10 000 \$
Festival d'humour de l'Abitibi-Témiscamingue	18 000 \$
Festival Western de Guigues	38 000 \$
First Nations Minor Broomball Festival	6 000 \$
First Nations Minor Hockey Festival	6 000 \$
First Nations Senior Softball & Fastpitch Tournament	5 000 \$
Tour de l'Abitibi (Le)	28 000 \$
Kipawa Country Fest	23 000 \$
BAS-SAINT-LAURENT	
<i>Volet 2 (500 000 \$ et plus)*</i>	
Festi Jazz international de Rimouski	39 000 \$
Grandes Fêtes Telus (Les)	226 000 \$
Musique Fest Premier Tech	37 000 \$
<i>Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)*</i>	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 17

Nom de l'événement	Somme allouée en 2025-2026
Concerts aux Îles du Bic	13 000 \$
Festival Country Saint-Antonin	19 000 \$
Le Tremplin de Dégelis	24 000 \$
Festival du Bootlegger	10 000 \$
Feste médiévale de Saint-Marcellin	11 000 \$
CANTONS-DE-L'EST	
Volet 2 (500 000 \$ et plus)*	
Colline	32 000 \$
Concours Complet Bromont CCI3	32 000 \$
Expo Brome Fair	70 000 \$
Exposition Ayer's Cliff	30 000 \$
Festival au Lac Granby	43 000 \$
Festival cinéma du monde de Sherbrooke	32 000 \$
Festival des traditions du monde de Sherbrooke	97 000 \$
Festival international de la chanson de Granby	121 000 \$
Festival Orford Musique	46 000 \$
Festival Soif de Musique	52 000 \$
Fête des vendanges Magog-Orford	43 000 \$
Fête du Lac des Nations	175 000 \$
Grand Prix Ski-Doo de Valcourt	68 000 \$
International Bromont	93 000 \$
Rodéo Ayer's Cliff	33 000 \$
Sherblues et Folk	64 000 \$
Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)*	
Bromont Ultra	13 000 \$
Carnaval de Sherbrooke	18 000 \$
Classique Pif Portes Mackie	18 000 \$
Comptonales (Les)	15 000 \$
Concours complet CCI-S (Août)	23 000 \$
Correspondances d'Eastman (Les)	11 000 \$
Festibière de Sherbrooke	28 000 \$
Festival et OFF Festival des harmonies et orchestres symphoniques du Québec	34 000 \$
Festival des gourmands de Val-des-Sources	19 000 \$
Rendez-Vous d'Howard (Le)	15 000 \$
Sherbrooke t'en bouche un coin	20 000 \$
Symposium des arts de Danville	6 000 \$
Tournoi international Bantam de Granby	18 000 \$
CENTRE-DU-QUÉBEC	
Volet 2 (500 000 \$ et plus)*	
Challenge 255	52 000 \$
Exposition agricole de Victoriaville	37 000 \$
Festival de la poutine de Drummondville	75 000 \$
Festival du Bœuf d'Inverness	30 000 \$
Festival du cochon de Sainte-Perpétue	32 000 \$
Festival international de musique actuelle de Victoriaville	60 000 \$
Festival Trad-Cajun	32 000 \$
Générations – Festival de musique et d'Arts	27 000 \$
Rock la Cauze	57 000 \$
Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)*	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 17

Nom de l'événement	Somme allouée en 2025-2026
Balade Gourmande (La)	14 000 \$
Canneberge en fête	20 000 \$
Concours Solistes et petits ensembles	11 000 \$
Drummond en bière	18 000 \$
Festival de l'érable de Plessisville	32 000 \$
Festival du cheval de Princeville	35 000 \$
Foire Bières, bouffe et culture de Princeville	16 000 \$
Fromages, Bouffe & Traditions de Victoriaville	12 000 \$
CHARLEVOIX	
Volet 2 (500 000 \$ et plus)*	
Festival international du Domaine Forget	61 000 \$
Le Festif! De Baie-Saint-Paul	207 000 \$
Ultra-Trail Harricana du Canada	34 000 \$
Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)*	
Classiques printanières des GRVCC (Les)	28 000 \$
Marché de Noël de Baie-Saint-Paul	13 000 \$
Rodéo de Charlevoix	21 000 \$
Symposium international d'art contemporain de Baie-Saint-Paul	29 000 \$
Virée Nordique de Charlevoix	11 000 \$
CHAUDIÈRE-APPALACHES	
Volet 2 (500 000 \$ et plus)*	
Festibière de Lévis	43 000 \$
Festival country de Lotbinière	70 000 \$
Festival d'été de Saint-Georges	39 000 \$
Festivent de Lévis	379 000 \$
Festivités western de Saint-Victor	22 000 \$
Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)*	
Carrefour mondial de l'accordéon	31 000 \$
Festival des campeurs d'Adstock	6 000 \$
Festival du bûcheux de Saint-Pamphile	27 000 \$
Festival Promutuel de la relève de Thetford Mines	25 000 \$
Fête d'hiver de Saint-Jean-Port-Joli	7 000 \$
Chants de marins de Saint-Jean-Port-Joli	15 000 \$
Lévisium – Festival de sciences	19 000 \$
CÔTE-NORD (DUPLESSIS et MANICOUAGAN)	
Volet 2 (500 000 \$ et plus)*	
Festival de la chanson de Tadoussac	75 000 \$
Festival Innu Nikamu	100 000 \$
Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)*	
Festival Eau Grand Air	25 000 \$
Vieux-Quai en fête de Sept-Îles	15 000 \$
EEYOU-ISTCHEE	
Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)*	
Festival du doré Baie-James	23 000 \$
Festival Folifrets Baie-James	20 000 \$
GASPÉSIE	
Volet 2 (500 000 \$ et plus)*	
Festi-Plage de Cap d'Espoir	37 000 \$
Festival en chanson de Petite-Vallée	169 000 \$
Festival Musique du Bout du Monde	75 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 17

Nom de l'événement	Somme allouée en 2025-2026
Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)*	
Festival BleuBleu	36 000 \$
Festival bluegrass de New Richmond	8 000 \$
Festival La Virée Trad	22 000 \$
Festival Les Percéides	28 000 \$
Fête des guitares du Québec	15 000 \$
Festival international du journalisme de Carleton-sur-Mer	25 000 \$
Matane en Lumière	18 000 \$
Fort Causap, au royaume du Saumon	20 000 \$
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	
Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)*	
Concours de Châteaux de sable des Îles-de-la-Madeleine	8 000 \$
Festival de cirque des Îles	23 000 \$
LANAUDIÈRE	
Volet 2 (500 000 \$ et plus)*	
Festival international de Lanaudière	298 000 \$
Oktoberfest de Repentigny	49 000 \$
Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)*	
CHAPO - Festival international d'amuseurs publics	12 000 \$
Défi des couleurs Simard (Anciennement – Festival Frissons)	17 000 \$
Expo Rive-Nord Cultura	19 000 \$
Festival Feu et Glace	22 000 \$
Festival Mémoire et Racines	32 000 \$
Internationaux de Tennis junior Banque Nationale	25 000 \$
La Fête au Petit Village	10 000 \$
Les Fêtes gourmandes de Lanaudière	22 000 \$
Marché de Noël de Joliette	14 000 \$
Marché de Noël de L'Assomption	26 000 \$
Mon Festival - Le Festival culturel pour les enfants	13 000 \$
LAURENTIDES	
Volet 2 (500 000 \$ et plus)*	
1001 Pots	129 000 \$
Coupe du monde de ski Audi FIS	325 000 \$
Festival des arts de Saint-Sauveur	68 000 \$
Festival international du blues de Tremblant	58 000 \$
Festival Ironman 70.3 Mont-Tremblant et 5150 Mont-Tremblant	64 000 \$
Festival Santa Teresa	84 000 \$
Marathon P'tit Train du Nord	41 000 \$
Super Challenge	28 000 \$
Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)*	
Fête de la musique de Tremblant	27 200 \$
Festival Focus	30 000 \$
Festi Jazz Mont-Tremblant	10 000 \$
Festival Joyeux Mont-Tremblant	12 000 \$
PENTAPIC	13 000 \$
Rythmes Tremblant (Les)	32 900 \$
LAVAL	
Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)*	
Festival des bières de Laval	27 000 \$
MAURICIE	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 17

Nom de l'événement	Somme allouée en 2025-2026
<i>Volet 1 (6 M\$ et plus)*</i>	
Festival western de Saint-Tite inc.	876 000 \$
<i>Volet 2 (500 000 \$ et plus)*</i>	
ArtikFest de Trois-Rivières	40 000 \$
Délices d'automne	43 000 \$
ExpoTrois-Rivières	95 000 \$
Festival international de DANSEncore	63 000 \$
Festival international de la poésie	74 000 \$
FestiVoix de Trois-Rivières (Le)	456 000 \$
Grand Prix de Trois-Rivières	416 000 \$
Grande Bataille Bicolline	87 000 \$
Noël dans l'Caxton	28 000 \$
<i>Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)*</i>	
Défis du Parc national de la Mauricie	32 000 \$
Festival de la galette de sarrasin de Louiseville	40 000 \$
Festival de la truite mouchetée de Saint-Alexis-des-Monts	11 000 \$
Festival de pêche aux petits poissons des chenaux	12 000 \$
Festival Sunsation	23 000 \$
Classique internationale de canots de la Mauricie	19 000 \$
Tribal Fest	16 000 \$
MONTÉRÉGIE	
<i>Volet 1 (6 M\$ et plus)*</i>	
International de montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu	451 000 \$
<i>Volet 2 (500 000 \$ et plus)*</i>	
Bières et Saveurs de Chambly	72 000 \$
Compétition de danse Future – Boucherville	28 000 \$
Exposition agricole et alimentaire de Saint-Hyacinthe	212 000 \$
Festival Classica	75 000 \$
Gib Fest (Festival de la gibelote de Sorel-Tracy)	44 000 \$
Hit The Floor Saint-Hyacinthe	102 000 \$
Régates de Valleyfield (Les)	205 000 \$
Régates internationales de Sorel-Tracy	33 000 \$
<i>Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)*</i>	
Compétition IDance	21 000 \$
Lumifest I Arts numériques et bouffe de rue	20 000 \$
Marché de Noël et des traditions de Longueuil	20 000 \$
Show de la Rentrée Desjardins d'Acton Vale	10 000 \$
MONTRÉAL	
<i>Volet 1 (6 M\$ et plus)*</i>	
Festival Fierté Montréal	462 000 \$
Festival Juste pour rire	1 000 000 \$
Festival ÎLESONIQ	450 000 \$
Festival international de Jazz de Montréal	1 000 000 \$
Festival Montréal en Lumière	416 000 \$
Festival Musique et arts Osheaga	1 000 000 \$
International des Feux Loto-Québec	399 000 \$
Les Franco de Montréal	511 000 \$
Grands prix cyclistes de Québec et de Montréal	389 000 \$
<i>Volet 2 (500 000 \$ et plus)*</i>	
Concours international d'orgue du Canada	47 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 17

Nom de l'événement	Somme allouée en 2025-2026
Festival Art Souterrain	51 000 \$
Festival Bach Montréal	63 000 \$
Festival BD de Montréal	20 000 \$
Festival de films Francophones CINEMANIA	108 000 \$
Festival du nouveau cinéma de Montréal	192 000 \$
Festival Eurêka!	102 000 \$
Festival Fuego Fuego	200 000 \$
Festival Go vélo Montréal	125 000 \$
Festival Haïti en Folie	64 000 \$
Festival international de cinéma Vues d'Afrique	57 000 \$
Festival international de films Fantasia	112 000 \$
Festival international Mizik Kreyol	40 000 \$
Festival international Nuits d'Afrique	166 000 \$
Festival Jackalope	35 000 \$
Festival La Virée classique OSM	129 000 \$
Festival LASSO	300 000 \$
Festival M.A.D.	208 000 \$
Festival MURAL	293 000 \$
Festival Présence autochtone	75 000 \$
Festival TransAmériques	300 000 \$
Formule Peel	32 000 \$
Festival Zoofest&OFF-JFL	71 000 \$
Grand Circuit féérique de Montréal	295 000 \$
Igloofest	558 000 \$
International Gymnix 2024	43 000 \$
ItalFest MTL	53 000 \$
Jeux Urbains XP_MTL	91 000 \$
L'ODYSSÉE : UN NOËL M.A.D.	173 000 \$
Marathon Beneva de Montréal	150 000 \$
Momenta – Biennale d'art contemporain	94 000 \$
Mondial de la bière	63 000 \$
Montréal Beach Volleyball Festival	111 000 \$
Montréal complètement cirque	316 000 \$
MUTEK	155 000 \$
Noël dans le parc	122 000 \$
Palomosa (anciennement : LE MEG : Le Montréal Électronique Groove inc.)	205 000 \$
Piknic Electronik	233 000 \$
POP Montréal	77 000 \$
Rencontres internationales du documentaire de Montréal	75 000 \$
Rendez-vous Québec Cinéma	113 000 \$
Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)*	
Championnat Cheerfest	23 000 \$
Festival Orientalys	26 000 \$
Grand Poutinefest de Montréal (Le)	15 000 \$
Pouzza Fest	31 000 \$
Soif de cidre Montréal	18 000 \$
OUTAOUAIS	
Volet 2 (500 000 \$ et plus)*	
AERO Gatineau-Ottawa	46 000 \$
Bal de Neige - Domaine des flocons	61 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 17

Nom de l'événement	Somme allouée en 2025-2026
Festival Parasol (Anciennement Festibièrre de Gatineau)	47 000 \$
Festival de montgolfières de Gatineau	450 000 \$
Festival L'Outaouais en fête	38 000 \$
Festival Riverside	64 000 \$
Festival western Saint-André-Avellin rodéo professionnel	109 000 \$
Grands feux du Casino du Lac-Leamy	175 000 \$
Hit The Floor Gatineau	118 000 \$
Tour de Gatineau	31 000 \$
Petite Nation en fête	26 000 \$
Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)*	
Festival Ripon Trad	20 000 \$
Festibièrre d'hiver de Gatineau	23 000 \$
Festival country du Grand Gatineau	12 000 \$
Festival de la fibre Twist	21 000 \$
Festival d'Humour de Gatineau	28 000 \$
Festival du Fatbike de Montebello	18 000 \$
Festival du film de l'Outaouais (un événement É-A et un H-P)	38 000 \$
Festival du vélo de montagne de Montebello	13 000 \$
Gatineau Loppet	43 000 \$
Marathon canadien de Ski	41 000 \$
QUÉBEC	
Volet 1 (6 M\$ et plus)*	
Carnaval de Québec	997 000 \$
Festival d'été de Québec	1 000 000 \$
Volet 2 (500 000 \$ et plus)*	
Carrefour international de théâtre	210 000 \$
Cigale	159 000 \$
ComediHa! Fest-Québec	750 000 \$
Coupe du Monde FIS Snowboardcross Mont-Sainte-Anne	125 000 \$
Festibièrre de Québec	87 000 \$
Festival Celtique de Québec	39 000 \$
Festival Envol et Macadam	37 000 \$
Festival Québec en toutes lettres	39 000 \$
Fêtes de la Nouvelle-France	75 000 \$
Grands Feux Loto-Québec	176 000 \$
Hit the Floor Québec (Anciennement Lévis)	139 000 \$
Igloofest Québec	108 000 \$
KWE! À la rencontre des peuples autochtones	95 000 \$
Manif d'art – La biennale de Québec	74 000 \$
Marathon Beneva de Québec	186 000 \$
Marché de Noël allemand de Québec	244 000 \$
Pentathlon des neiges Sun Life	90 000 \$
Québec Mega Trail (QMT)	42 000 \$
Rodéo Mont Sainte-Anne	41 000 \$
SAIL Challenge CAP Québec	58 000 \$
Saint-Roch XP	40 000 \$
SuperFrancoFête	601 000 \$
Toboggan	172 000 \$
Tournoi international de Hockey Pee-Wee de Québec	150 000 \$
Unity Electro Fest	79 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 17

Nom de l'événement	Somme allouée en 2025-2026
Vélirium - Coupe du monde UCI de vélo de montagne du Mont-Sainte-Anne	199 000 \$
Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)*	
Championnat international d'Arts Martiaux Québec Open	29 000 \$
Championnat national de Motocross Deschambault	11 000 \$
Commission B (Anciennement – Commission Brassicole [La])	15 000 \$
Défi des couleurs	16 000 \$
Expo agricole de Portneuf	12 000 \$
Expo Donnacona	8 000 \$
Festival de blues de Donnacona	7 000 \$
Festival de l'Oie des Neiges	8 000 \$
Festival Kaléidoscopes	31 000 \$
Festival NORR	20 000 \$
Festival Vacances en spectacles	6 000 \$
Fierté Québec (Anciennement Fête Arc-en-ciel de Québec)	20 000 \$
Fêtes gourmandes Desjardins de Neuville	13 000 \$
Le Grand Marché de Noël	6 000 \$
Pow Wow international de Wendake	19 000 \$
Raid Bras du Nord	19 000 \$
Rythmes & Papilles Côte-de-Beaupré	23 000 \$
Volet 4 (Événement Ponctuel)	
Championnat du Monde de Hockey Féminin 2027 (aide accordée en 2025-2026 pour un événement se déroulant en 2026-2027)	750 000 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	
Volet 2 (500 000 \$ et plus)*	
Festival des bières du monde de Saguenay	67 000 \$
Festival des Vins de Saguenay	34 000 \$
Festival international d'arts de la marionnette à Saguenay	45 000 \$
Festival international des rythmes du monde	78 000 \$
Festival Jazz et Blues de Saguenay	39 000 \$
Festival La Noce	74 000 \$
Grand Rassemblement des Premières Nations	30 000 \$
Jonquière en musique	31 000 \$
Les Grands crus musicaux de Saguenay	71 000 \$
REGARD - Festival international du court métrage au Saguenay	96 000 \$
Traversée internationale du lac Saint-Jean (La)	39 000 \$
Volet 2 (90 000 \$ à 499 999 \$)*	
Festival Country de Labrecque	15 000 \$
Festival du Cowboy de Chambord	35 000 \$
Festival de la chanson de Saint-Ambroise	18 000 \$
Festival de la gourgane d'Albanel	19 000 \$
Festival Gymkhana de Falardeau	8 000 \$
Festival d'humour d'Alma	14 000 \$
Festival du Bleuët	16 000 \$
Festival Western du Boisé	24 000 \$
Grandes Veillées (Les)	15 000 \$
Kénogami en Fête	15 000 \$
Marché de Noël européen de Saguenay	10 000 \$
Ultra-Trail du Fjord du Saguenay	7 000 \$
Zoom Photo Festival	18 000 \$

* Montant des coûts totaux admissibles dans le cadre du programme d'aide financière.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 18

Question 18

Sommes allouées en 2025-2026 dans le cadre du programme d'aide financière aux associations touristiques sectorielles. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires et les montants reçus. Ventiler par région et par circonscription. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.

Les associations touristiques sectorielles (ATS) ne sont pas associées à une région ou à une circonscription.

En 2025-2026, les ATS se sont vu allouer une aide financière pour la période 2025-2027. Les modalités de versements aux ATS sont inscrites aux ententes signées avec ces dernières.

ATS	Montants versés en 2025-2026	Montants à verser en 2026-2027	Montants alloués pour l'entente 2025-2027
Association des réceptifs et forfaitistes du Québec	350 833 \$	350 833 \$	701 666 \$
Association de l'Agrotourisme et du Tourisme gourmand du Québec	395 833 \$	395 833 \$	791 666 \$
Association des stations de ski du Québec	350 833 \$	350 833 \$	701 666 \$
Association Hôtellerie du Québec	445 837 \$	445 837 \$	891 674 \$
Association québécoise des spas inc.	350 833 \$	350 833 \$	701 666 \$
Aventure Écotourisme Québec	484 833 \$	484 833 \$	969 666 \$
Camping Québec	395 833 \$	395 833 \$	791 666 \$
Événements Attractions Québec	675 833 \$	675 833 \$	1 351 666 \$
Fédération des pourvoiries du Québec inc.	370 833 \$	370 833 \$	741 666 \$
Société des musées du Québec	370 833 \$	370 833 \$	741 666 \$
Société du Réseau Économusée	350 833 \$	350 833 \$	701 666 \$
Tourisme autochtone Québec	456 833 \$	456 833 \$	913 666 \$
Total	5 000 000 \$	5 000 000 \$	10 000 000 \$

Question 19

Sommes allouées en 2025-2026 dans le cadre du programme de partenariats promotionnels sur les marchés hors Québec. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires, les montants reçus et une description du projet. Ventiler par région et par circonscription. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.

La ministre du Tourisme a confié les fonctions de la promotion touristique et de la commercialisation de la destination sur les marchés hors Québec à l'Alliance de l'industrie touristique du Québec (Alliance). Ce mandat prend la forme d'une convention de subvention entre les parties. Les demandes de partenariat promotionnel sur les marchés hors Québec sont donc soumises à l'analyse par l'Alliance. Une reddition de comptes sera disponible au plus tard à l'automne 2026.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 20

Question 20

Sommes allouées en 2025-2026 dans le cadre du Plan d'action 2020-2025 pour un tourisme responsable et durable 2020-2025. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires, les montants reçus et une description du projet. Ventiler par région et par circonscription. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.

Le Plan d'action pour un tourisme responsable et durable 2020-2025 (PATRD) a pris fin le 31 mars 2025. Aucune nouvelle somme n'a ainsi été engagée dans le cadre du PATRD entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026.

Les projets suivants en tourisme responsable et durable ont été financés au cours de l'année 2025-2026, mais dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de croissance durable du tourisme 2025-2030. Celle-ci établit les orientations du Ministère en matière de tourisme responsable et durable suivant la fin du PATRD.

Bénéficiaire	Région du bénéficiaire	Montant subvention	Description
Alliance de l'industrie touristique du Québec	S. O.	49 500 \$	Projet contribuant à la lutte contre l'itinérance
RECYC-QUÉBEC	S. O.	49 900 \$	Réaliser une étude sur les impacts environnementaux, sociaux et économiques découlant de la consommation dans les entreprises d'économie sociale (EÉS) du secteur touristique
Tourisme durable Québec	S. O.	48 500 \$	Analyse comparative et élaboration d'un guide en matière de certifications en tourisme responsable et durable
Chaire en éco-conseil de l'Université du Québec à Chicoutimi	Saguenay–Lac-Saint-Jean	15 000 \$	Service d'accompagnement et d'expertise en décarbonation dans le cadre du Réseau de ressources en transition climatique (RRTC)
Total 2025-2026 :		162 900 \$	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 21

Question 21

Sommes allouées en 2025-2026 dans le cadre du Plan de relance de l'industrie touristique. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires, les montants reçus et une description du projet. Ventiler par région et par circonscription. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.

Aucune somme n'a été allouée dans le cadre du Plan de relance de l'industrie touristique en 2025-2026.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 22

Question 22

Pour tous les programmes du ministère, incluant le Plan de relance de l'industrie touristique, fournir la ventilation des montants versés par mois, par région et le bénéficiaire pour 2025-2026.

En 2025-2026 le ministère du Tourisme a versé 71 379 814 \$ à travers ses divers programmes et le Plan de relance de l'industrie touristique.

Le tableau ci-dessous présente les montants versés en 2025-2026 incluant des aides accordées au cours des années antérieures ainsi que des aides accordées sous forme de service de la dette (versements sur 10 ans).

Dans le cas où le programme est administré par un mandataire, il s'agit du montant versé au bénéficiaire, donc au mandataire (et non aux entreprises soutenues).

Programmes	Montants versés en 2025-2026 au 31 janvier 2026
Aide financière aux festivals et aux événements touristiques	27 692 728 \$
Programme d'accessibilité aux établissements touristiques (PAET)	2 000 000 \$
Programme d'aide à la relance de l'industrie touristique (PARIT)	32 876 644 \$
Ententes de partenariat régional et de transformation numérique en tourisme (EPRTNT) 2025-2027	630 000 \$
Programme d'aide à la stratégie des croisières (PASC)	937 487 \$
Programme de soutien aux stratégies de développement touristique (PSSDT) Volet 1 à 4	4 878 920 \$
Programme Stratégie maritime – volet tourisme (PSMVT)	990 002 \$
Programme de développement de l'offre touristique des parcs régionaux (DOTPR)	250 000 \$
Mesure de soutien pour l'achat de véhicules hors route électriques (VHRE)	297 833 \$
Mesure de soutien financier pour les services d'accueil et de renseignement touristiques (Plan d'action Bonjour accueil)	376 200 \$
Mesure de soutien Destination durable et action concertée (Fonds d'action québécois pour le développement durable)	450 000 \$
Total montants versés au 31 janvier 2026	71 379 814 \$

Question 23

Sommes allouées en 2025-2026 dans le cadre du programme Croissance, géré par le MT Lab. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires, les montants reçus et une description du projet. Ventiler par région et par circonscription. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.

Le MT Lab a reçu un total de 20 candidatures pour le Programme Croissance en 2025-2026. De ce nombre, 7 entreprises ont été lauréates d'une bourse, une entreprise s'est désistée et 12 entreprises n'ont pas été sélectionnées.

Bénéficiaires du Programme Croissance 2025-2026

1. Greenplay – Capitale-Nationale – 30 000 \$

Greenplay accompagne les communautés à adopter des comportements en faveur du développement durable à l'aide de technologies innovantes, fiables et simples d'utilisation. L'entreprise a développé une solution de covoiturage amenant des visiteurs de leur domicile vers les événements. La solution permet la mesure et le suivi des émissions de GES, une expérience utilisateur fluide et engageante et l'intégration au système de billetterie.

2. Groupe Quantik Activis — Montérégie – 30 000 \$

Activis offre une solution numérique permettant des informations en temps réel et des expériences personnalisées face aux défis de personnel, avec notamment la personnalisation de l'accueil, l'accès dynamique à des informations en temps réel, l'optimisation des ressources et le maintien de l'interaction humaine ainsi que l'accompagnement complet du visiteur. Cette solution s'appuie sur la technologie avancée d'intelligence artificielle et l'agrégation de contenu intelligent.

3. Hilo Smart Mirror — Laval – 30 000 \$

Hilo Smart Mirror est une entreprise spécialisée dans l'innovation logicielle pour l'hôtellerie. L'entreprise développe HiloLibreService 2.0, le premier système d'analytique comportementale intégré qui transforme les données d'utilisation des miroirs intelligents en prédiction de revenus précis et mesurables.

4. Omyload – Laurentides – 30 000 \$

Omyload offre aux hôteliers un service textile premium, traçable et sans compromis entre qualité, coût et impact. L'entreprise propose un service de blanchisserie carboneutre intégrant la technologie logistique RFID et d'intelligence artificielle, des procédés de lavage ultra-durables et la traçabilité carbone.

5. Opikawa — Laurentides – 30 000 \$

Opikawa est une entreprise québécoise qui propulse les camps de vacances vers les marchés internationaux. Leur plateforme permet à des familles du monde entier d'inscrire leurs enfants à des camps rigoureusement sélectionnés. L'entreprise gère toute la logistique (inscription, plan de voyage, visa, transport aéroportuaire) pour assurer une expérience fluide et sécuritaire, et travaille avec des camps partenaires pour remplir leurs places vacantes, augmenter leur rentabilité et prolonger leur saison.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 23

6. Pixel Trail — Laurentides – 30 000 \$

Pixel Trail propose six applications intégrées, développées pour chacun des personas des écosystèmes de plein air (gestionnaires, employés, bénévoles, usagers et commerçants) afin de favoriser l'efficacité des équipes de gestionnaires, les équipes sur le terrain, tout en motivant les communautés.

7. RAV3D — Capitale-Nationale – 30 000 \$

RAV3D est une entreprise innovante spécialisée dans la création d'expériences immersives en réalité augmentée, virtuelle et en intelligence artificielle. L'entreprise conçoit des plateformes interactives et des outils technologiques qui valorisent le patrimoine, la culture, le tourisme et l'événementiel.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 24

Question 24

Liste des manifestations touristiques, autres que les festivals et les événements, qui ont reçu une aide financière du Ministère en 2025-2026. Indiquer le montant de la subvention et le programme.

Aucune manifestation touristique, autre que les festivals et les événements, n'a été soutenue dans le cadre des programmes d'aide financière du ministère du Tourisme.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 25

Question 25

Sommes engagées et ventilées en 2025-2026 pour le site BonjourQuebec.com et prévisions pour 2026-2027. Fournir le détail des visites hebdomadaires ou mensuelles sur le site (nombre de clics) et comparer avec la dernière année. Ventiler par médium (télé, radio, Web, imprimés, etc.), incluant une copie des contrats et des sous-contrats accordés à l'externe, s'il y a lieu.

Dépenses totales 2025-2026 au 31 janvier 2026 : 1 843 786 \$.

Contrats et sous-contrats : L'information relative aux contrats de moins de 25 000 \$ est présentée à la question 06 des demandes de renseignements généraux.

L'information sur les contrats de 25 000 \$ et plus se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Elle est disponible sur le [Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec](#).

Achalandage sur le site (nombre de visites) :

MOIS	2025-2026 (au 31 janvier 2026)	2024-2025 (au 31 janvier 2025)
Avril	335 414	314 500
Mai	417 580	340 625
Juin	422 930	432 625
Juillet	570 446	565 375
Août	470 828	455 375
Septembre	475 414	499 875
Octobre	417 962	440 750
Novembre	212 102	216 750
Décembre	258 089	267 625
Janvier	284 204	345 750
Total annuel :	3 864 969	3 879 250

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 26

Question 26

Budget consacré aux campagnes d'information concernant la loi et le règlement sur les établissements d'hébergement touristique en 2025-2026 et prévision pour 2026-2027

Entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026, un budget de 9 878 \$ a été consacré aux campagnes de communication concernant la Loi et le Règlement sur l'hébergement touristique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 27

Question 27

Nombre total d'unités certifiées comme établissements de résidence principale en 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026 par type d'hébergement et par région, et prévision pour 2026-2027.

La catégorie « Établissement de résidence principale » est entrée en vigueur le 1^{er} mai 2020. Mentionnons tout d'abord que le vocabulaire utilisé dans le cadre légal et réglementaire est « établissements d'hébergement touristique enregistrés » plutôt qu'« unités certifiées ». En effet, les établissements sont enregistrés et non certifiés. De plus, un établissement peut compter plusieurs unités (ex. : les chambres d'un hôtel); ce sont les établissements plutôt que leurs unités qui sont enregistrés.

Notons également que « résidence principale » est une catégorie définie dans le Règlement sur l'hébergement touristique (RLRQ, c. H-1.01, r. 1). C'était aussi le cas dans l'ancien règlement. On ne peut pas diviser les résidences principales par « type d'hébergement », car c'est en soi une catégorie d'hébergement indivisible. Il est d'ailleurs à noter qu'un établissement de résidence principale ne peut pas être composé de plus d'une unité d'hébergement.

Le ministère du Tourisme ne dispose pas de données prévisionnelles à ce sujet pour 2026-2027.

Nombre d'établissements de résidence principale par région au 31 janvier					
Région	2022	2023	2024	2025	2026
Îles-de-la-Madeleine	52	108	190	203	210
Gaspésie	70	124	188	214	212
Bas-Saint-Laurent	50	69	147	158	193
Québec	372	564	979	977	918
Charlevoix	19	26	39	40	34
Chaudière-Appalaches	40	67	96	113	121
Mauricie	49	76	132	150	159
Cantons-de-l'Est	100	161	326	368	386
Montréal	95	158	475	601	674
Lanaudière	78	113	198	226	238
Laurentides	113	160	291	310	325
Montréal	268	505	1 650	2 105	1 617
Outaouais	83	164	349	394	377
Abitibi-Témiscamingue	14	16	25	35	28
Saguenay-Lac-Saint-Jean	58	94	172	190	203
Côte-Nord (Manicouagan)	6	11	16	16	21
Côte-Nord (Duplessis)	4	5	9	12	12
Baie-James	0	0	2	2	3
Laval	19	30	127	174	191
Centre-du-Québec	13	17	49	55	58
Nunavik	0	0	0	0	0
Eeyou-Istchee	0	0	0	0	0
Total	1 503	2 468	5 460	6 343	5 980

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 28

Question 28

Nombre total de propriétaires d'établissements de résidence principale en 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026 par type d'hébergement et par région, et prévision pour 2026-2027.

Le ministère du Tourisme ne dispose pas de cette information.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 29

Question 29

Nombre de nouvelles demandes d'attestation d'établissements de résidence principale en 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026 par type d'hébergement et par région, et prévision pour 2026-2027.

La catégorie « Établissement de résidence principale » est entrée en vigueur le 1^{er} mai 2020.

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'hébergement touristique (RLRQ, c. H-1.01) en 2022, il est question d'enregistrement et non d'attestation de classification.

Nombre de demandes d'enregistrement d'établissements de résidence principale par région					
Région	1 ^{er} février 2021 au 31 janvier 2022	1 ^{er} février 2022 au 31 janvier 2023	1 ^{er} février 2023 au 31 janvier 2024	1 ^{er} février 2024 au 31 janvier 2025	1 ^{er} février 2025 au 31 janvier 2026
Îles de la Madeleine	38	63	67	40	36
Gaspésie	65	80	96	60	59
Bas-Saint-Laurent	43	43	101	51	60
Québec	255	303	554	228	188
Charlevoix	12	11	17	10	10
Chaudière-Appalaches	35	45	54	43	38
Mauricie	38	35	79	34	43
Cantons-de-l'Est	80	93	231	114	111
Montréal	89	90	440	252	233
Lanaudière	62	55	118	70	60
Laurentides	109	69	175	82	91
Montréal	244	349	1426	826	239
Outaouais	95	94	258	113	78
Abitibi-Témiscamingue	10	11	18	20	8
Saguenay-Lac-Saint-Jean	58	60	96	65	59
Côte-Nord	7	11	11	3	9
Côte-Nord	5	1	15	7	11
Baie-James	0	0	3	0	2
Laval	19	16	116	74	56
Centre-du-Québec	14	11	42	18	15
Nunavik	0	0	0	0	0
Eeyou-Istchee	0	0	0	0	0
Total	1 278	1 440	3 917	2 110	1 406

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 30

Question 30

Montants remis à chaque événement membre du Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI) lors des 5 dernières années.

En 2025-2026, le ministère du Tourisme (MTO) a soutenu 33 festivals et événements (FE) membres du RÉMI.

Montant accordé à chaque événement

Nom de l'événement	2025-2026 (\$)
Carnaval de Québec	1 697 000 \$
ComediHa! Fest	750 000 \$
Festival de montgolfières de Gatineau	493 876 \$
Festival d'été de Québec	1 000 000 \$
Festival d'été de Tremblant (un membre du RÉMI qui regroupe 3 FE : Festival blues de Tremblant, Fête de la musique et Rythmes Tremblant)	208 100 \$
Festival du nouveau cinéma de Montréal	192 000 \$
Festival Go vélo Montréal	125 000 \$
Igloofest	558 000 \$
Festival international de films Fantasia	112 000 \$
Festival international de jazz de Montréal	1 000 000 \$
Festival international Lanaudière	298 000 \$
Festival Juste pour rire	1 000 000 \$
Festival M.A.D.	208 000 \$
Festival Montréal en lumière	416 000 \$
Festival musique et arts Osheaga	1 000 000 \$
Festival western de Saint-Tite	876 000 \$
Festivent de Lévis	379 000 \$
FestiVoix de Trois-Rivières	600 538 \$
Fierté Montréal	512 671 \$
Les Francos de Montréal	511 000 \$
Grands Feux Loto-Québec	176 000 \$
International de montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu	451 000 \$
International des Feux Loto-Québec	399 000 \$
Montréal Complètement cirque	316 000 \$
Piknic Électronik Montréal	233 000 \$
Régates de Valleyfield	205 000 \$
Festival international des rythmes du monde de Saguenay	78 000 \$
Festival international Nuits d'Afrique	166 000 \$
Festival La Virée classique de l'OSM	129 000 \$
Fête du Lac des Nations	175 000 \$
Présence autochtone	75 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 31

Question 31

Montants remis au Grand Prix de Montréal lors des 5 dernières années.

La participation gouvernementale à la tenue du Grand Prix du Canada de Formule 1 (GPCF1) à Montréal a été de 5 560 249 \$ pour l'exercice 2025-2026.

Question 32

Question 32

État de situation touristique au Québec (fermetures, ouvertures, nombre d'établissements en opération et nombre de clients) en 2025-2026. Ventilation par région.

Le ministère du Tourisme ne dispose pas de l'information demandée sur les fermetures, les ouvertures et le nombre de clients.

Le Ministère dispose, toutefois, de données sur le nombre d'entreprises associées au tourisme par région touristique.

Région touristique	Nombre d'entreprises touristiques (avec employés)
Montréal	6901
Montérégie	3417
Québec	2059
Laurentides	1815
Cantons-de-l'Est	1340
Lanaudière	1189
Laval	1233
Chaudière-Appalaches	945
Outaouais	846
Mauricie	755
Saguenay–Lac-Saint-Jean	713
Centre-du-Québec	583
Gaspésie	559
Bas-Saint-Laurent	484
Abitibi-Témiscamingue	384
Charlevoix	196
Duplessis	182
Manicouagan	173
Nord-du-Québec	99
Îles-de-la-Madeleine	94
Total	23 967

Les données de la région du Nunavik et de la région d'Eeyou Istchee ne sont pas disponibles dans les données rendues disponibles par Statistique Canada.

Source : Statistique Canada, Registre des entreprises, janvier 2026

Référence : <https://www.quebec.ca/tourisme-loisirs-sport/services-industrie-touristique/etudes-statistiques/tableaux-de-bord-donnees-tourisme/situation-entreprises-secteurs-associes-tourisme>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 33

Question 33

Taux d'occupation des établissements hôteliers, par région haute et basse saison, pour 2025-2026 et variation en pourcentage par rapport à l'année précédente

L'année financière 2025-2026 n'étant pas terminée, c'est la performance pour l'année civile 2025 qui a été retenue (données disponibles : janvier à décembre).

Comme le taux d'occupation est exprimé en pourcentage, les écarts avec l'année précédente sont en points de pourcentage. La haute saison correspond aux mois de mai à octobre, et la basse saison aux autres mois de l'année (janvier à avril et novembre à décembre).

Tableau 1 — Taux d'occupation 2025 (haute et basse saison)

Région	Basse saison		Haute saison	
	Tx occupation	Écart	Tx occupation	Écart
01 Îles-de-la-Madeleine	26 %*	N. D.	65 %*	0,7*
02 Gaspésie	36 %	2,2	64 %	3,8
03 Bas-Saint-Laurent	40 %	-0,1	68 %	9,3
04 Québec	58 %	2,1	77 %	2,6
05 Charlevoix	43 %	4,1	62 %	4,9
06 Chaudière-Appalaches	46 %	0,8	63 %	-0,2
07 Mauricie	46 %	-0,8	63 %	-0,5
08 Cantons-de-l'Est	42 %	-1,1	58 %	1
09 Montérégie	49 %	0,8	65 %	-0,7
10 Lanaudière	40 %	-2,4	49 %	-2,3
11 Laurentides	48 %	1,9	53 %	0,4
12 Montréal	59 %	-2,3	78 %	-2,8
13 Outaouais	57 %	2,3	68 %	1,1
14 Abitibi-Témiscamingue	50 %	-0,7	61 %	0,1
15 Saguenay–Lac-Saint-Jean	44 %	2,8	60 %	1,2
16 Manicouagan	37 %	3,1	69 %	1
17 Duplessis	41 %	1,8	60 %	-5,9
18 Baie-James	39 %	-5,2	56 %	3,5
19 Laval	61 %	-3,1	69 %	-9
20 Centre-du-Québec	49 %	0,1	61 %	-1,3
21 Nunavik	75 %*	N. D.	87 %*	11*
22 Eeyou Istchee	37 %*	-4,9*	40 %*	-8*
99 Province	52 %	-0,1	69 %	0

Écart : Différence en points de pourcentage avec la valeur de l'année précédente.
N. D. : La ou les années contiennent trop de valeurs manquantes (en raison de la confidentialité).
* Attention : 1 ou 2 mois ont des valeurs manquantes (en raison des éléments de confidentialité) dans le calcul.
Source : Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec réalisée par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ).

L'enquête de l'ISQ, réalisée à la demande du ministère du Tourisme (MTO), ne couvre que les établissements d'hébergement de 4 unités de location et plus pour les catégories suivantes : établissements hôteliers et résidences de tourisme.

Ces deux catégories d'établissements sont confondues dans l'enquête et ne peuvent être analysées distinctement.

Le taux d'occupation moyen est le rapport entre le nombre d'unités de location occupées et le nombre d'unités de location disponibles pendant la période définie.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 34

Question 34

La proportion du budget total du ministère du Tourisme assigné à la mise en place et à la gestion du Projet Saint-Laurent, volet tourisme.

Le ministère du Tourisme n'a effectué aucune dépense pour le Projet Saint-Laurent en 2025-2026.

Question 35

Concernant l'Alliance de l'industrie touristique du Québec :

- a) les divers coûts reliés à sa mise en œuvre pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour **2026-2027**;
 - b) le nombre d'emplois créés, ventilés par catégorie pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour **2026-2027**;
 - c) les sommes transférées du ministère vers l'AITQ;
 - d) les membres du conseil d'administration;
 - e) la liste des moyens mis en place pour assurer une reddition de comptes de cet organisme ainsi que les coûts qui y sont associés pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour **2026-2027**;
 - f) la liste des dépenses effectuées en promotion et en publicité pour l'année 2025-2026.
-

a) Les divers coûts reliés à sa mise en œuvre

Aucun.

b) Le nombre d'emplois créés

Conformément à la convention de subvention entre les parties, une reddition de comptes sera disponible au plus tard à l'automne 2026.

c) Les sommes transférées du ministère du Tourisme (MTO) vers l'Alliance de l'industrie touristique du Québec (Alliance)

La ministre du Tourisme a confié les fonctions de la promotion touristique et de la commercialisation de la destination sur les marchés intra et hors Québec à l'Alliance par l'entremise d'une convention de subvention couvrant les années 2023-2026.

d) Les membres du Conseil d'administration

La composition du Conseil d'administration de l'Alliance est disponible sur son site Web, à l'adresse suivante : <https://alliancetouristique.com/a-propos-de-nous/#conseil-administration>.

e) La liste des moyens mis en place pour assurer une reddition de comptes de cet organisme

Conformément à la convention de subvention entre les parties, un comité de gouvernance et un comité de coordination ont été mis en place par le MTO pour suivre l'avancement de la reddition de comptes de l'Alliance.

f) La liste des dépenses effectuées en promotion et en publicité

Conformément à la convention de subvention entre les parties, une reddition de comptes sera disponible au plus tard à l'automne 2026.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 36

Question 36

Dans le cadre de la réforme du modèle d'affaires et de gouvernance du milieu touristique, fournir les informations suivantes :

- a) la liste de tous les bureaux du marketing et des relations de presse du ministère du Tourisme pour l'année 2025-2026;
 - b) la liste de tous les bureaux du marketing et des relations de presse du ministère du Tourisme qui ont été fermés pour l'année 2025-2026;
 - c) les prévisions pour l'année **2026-2027** quant à la fermeture éventuelle de ces bureaux.
-

La ministre du Tourisme a confié les fonctions de promotion touristique et de commercialisation de la destination à l'Alliance de l'industrie touristique du Québec.

Une reddition de comptes sera disponible au plus tard à l'automne 2026.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 37

Question 37

L'état d'avancement et les sommes dépensées du volet touristique du Projet Saint-Laurent. Détail des actions entreprises, et, le cas échéant, des projets soutenus par le ministère et les prévisions pour 2026-2027. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.

Le ministère du Tourisme n'a effectué aucune dépense pour le Projet Saint-Laurent.

Question 38

Liste des rencontres effectuées avec les partenaires de l'industrie touristique (comité, conseil, table sectorielle, etc.) en 2025-2026. Fournir :

- a) les organismes rencontrés;
 - b) les dates;
 - c) les ordres du jour;
 - d) les procès-verbaux;
 - e) une ventilation des dépenses sous la responsabilité du ministère du Tourisme du Québec.
-

De nombreuses rencontres, formelles ou informelles, ont lieu tout au long de l'année avec les différents partenaires du ministère du Tourisme (MTO) :

- Alliance de l'industrie touristique du Québec (Alliance);
- Associations touristiques régionales (ATR);
- Associations touristiques sectorielles (ATS);
- Organismes délégataires du MTO pour l'enregistrement des établissements d'hébergement touristique, soit la Corporation de l'industrie touristique du Québec (CITQ), Camping Québec (CQ) et la Fédération des pourvoiries du Québec (FPQ);
- Autres partenaires du Ministère dont Kéroul, Association des croisières du Saint-Laurent (ACSL), Fédération des clubs de motoneigistes du Québec (FCMQ), Conseil québécois des ressources humaines en tourisme (CQRHT), Coopérative de développement régional du Québec (CDRQ), Repreneuriat Québec (anciennement Centre de transfert des entreprises du Québec – CTEQ), La Ruche, Association des parcs régionaux du Québec (Parq) et le MT Lab, Collectif La Table Ronde.

Des rencontres sont également tenues dans le cadre de divers projets ou programmes :

- Comité consultatif en soutien aux travaux de la Stratégie de croissance durable du tourisme;
- Comité de gestion pour les Mesures de soutien au tourisme hivernal;
- Comité de pilotage et comité de travail pour la planification et la mise en œuvre de la Stratégie en tourisme gourmand 2024-2029 de l'Association de l'Agrotourisme et du Tourisme gourmand du Québec (AATGQ) et de la Société du réseau ÉCONOMUSÉE® (SRÉ);
- Comité de pilotage visant à développer sur la notoriété régionale du Centre-du-Québec;
- Comité de sélection du programme Explore Québec sur la route;
- Comité de travail sur le tourisme d'affaires international;
- Comité des données marketing Alliance–MTO-ATR;
- Comité des Villages-relais du Québec;
- Comité directeur « Développement des compétences des partenaires du Ministère en matière de tourisme responsable et durable » (Parcours DD de l'Alliance);
- Comité directeur du déploiement de la plateforme de partage de main-d'œuvre;
- Comité directeur du Fonds pour stimuler le tourisme d'affaires international (FSTAI);
- Comité directeur du Programme d'accessibilité des établissements touristiques (PAET);
- Comité directeur du Programme d'innovation touristique;
- Comité directeur du programme Lueur – Volet festivals et événements (FE);

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 38

- Comité directeur pour le suivi de la mesure de soutien Destination durable et action concertée;
- Comité directeur pour suivi de la Vitrine en économie circulaire destiné au secteur de l'hébergement touristique;
- Comité directeur projet Geiteget;
- Comité du Programme de développement de l'offre touristique des parcs régionaux (DOTPR);
- Comité exécutif du réseau de coopération en information touristique (SIT-Québec);
- Comité pour le développement et la promotion du plein air;
- Comité sur le développement durable coordonné par l'Alliance;
- Comités directeurs des Plans montagnes;
- Comité de mise en œuvre, comité de reddition de comptes, sous-comité investissement et comité directeur de l'Incubateur-Accélérateur Nordique de projets au nord du 49^e parallèle;
- Communauté de pratique en intelligence d'affaires du MTO;
- Conseil d'administration du CQRHT;
- Espace de concertation sur le tourisme hivernal dans la région touristique de Québec;
- Forum des partenaires de la recherche touristique de Destination Canada;
- Grandes rencontres des partenaires avec les ATS, les ATR et d'autres partenaires du MTO;
- Groupe de travail en intelligence artificielle (IA);
- Table du développement de Tourisme Chaudière-Appalaches et des offices de tourisme;
- Table nationale des responsables en accueil;
- Comité des bailleurs de fonds du Grand Prix du Canada de Formule 1 (GPCF1);
- Comité MTO–milieu municipal en hébergement touristique;
- Table opérationnelle en hébergement touristique;
- Comité directeur de l'Entente de soutien au tourisme d'affaires en Outaouais;
- Comité stratégique régional en tourisme d'affaires en Outaouais;
- Comité des partenaires concernant l'étude d'opportunité et de faisabilité de la Vallée de la gastronomie québécoise;
- Comité de travail sur la réflexion stratégique de l'Alliance en tourisme d'affaires;
- Comité du tourisme pour la lutte à l'itinérance de l'Alliance de l'industrie touristique;
- Comité entente ATR–MTO et partenaires.

Question 39

État d'avancement de l'engagement du développement de sites récréotouristiques. (Voir plan stratégique 2019 - 2023)

La reddition de comptes demandée se retrouve notamment dans les rapports annuels de gestion ainsi que dans les plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 40

Question 40

Pour le programme d'accessibilité des établissements touristiques lancé en 2017, ventiler par nombre de demandes reçues, nombre de demandes acceptées, ainsi que la ventilation des sommes dépensées par région et par projet pour 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027.

Le Programme d'accessibilité des établissements touristiques (PAET) est administré par l'organisme Kéroul.

En 2025-2026, 78 demandes ont été reçues et 31 projets ont reçu une aide financière pour un total de 1 798 374 \$. Les demandeurs des 47 autres projets reçus seront accompagnés par Kéroul en vue d'une décision sur leur demande en 2026-2027.

Ventilation des sommes dépensées par région et par projet pour 2025-2026

Établissement	Région touristique	Montant
Refuge Pageau inc.	Abitibi-Témiscamingue	33 898 \$
Site historique maritime de la Pointe-au-Père	Bas-Saint-Laurent	7 923 \$
Auberge West Brome	Cantons-de-l'Est	73 944 \$
Camping Melbourne	Cantons-de-l'Est	14 864 \$
Festival Colline Mégantic	Cantons-de-l'Est	98 038 \$
La Forge d'Ilmarinen inc.	Cantons-de-l'Est	14 057 \$
Les amis de la musique de Richmond inc.	Cantons-de-l'Est	100 000 \$
Préski inc.	Capitale-Nationale	45 117 \$
Relais des pins (9207-6405)	Capitale-Nationale	71 789 \$
Domaine du Clos de l'Isle	Centre-du-Québec	91 748 \$
Immeubles Mrs inc.	Centre-du-Québec	24 577 \$
Manoir du Lac William inc.	Centre-du-Québec	13 433 \$
Le Festif!	Charlevoix	45 972 \$
Société en commandite Manoir Richelieu	Charlevoix	3 908 \$
Havre du Lac Vert	Chaudière-Appalaches	100 000 \$
Alpagasélect inc.	Chaudière-Appalaches	58 711 \$
Camp Papillon (Fondation Papillon)	Lanaudière	87 690 \$
Lac St-Pierre Chasse et Pêche inc.	Lanaudière	96 217 \$
Naturellement M&S s.e.n.c.	Lanaudière	84 510 \$
EAK Sentiers des cimes inc.	Laurentides	8 006 \$
Le FestiVoix de Trois- Rivières	Mauricie	144 538 \$
Héritage Saint-Bernard inc.	Montréal	95 525 \$
L'Effet Boeuf inc.	Montréal	10 150 \$
Parc du canal de Soulanges	Montréal	84 314 \$
Créations Hit the Floor	Montréal	26 475 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 40

Établissement	Région touristique	Montant
Fierté Montréal	Montréal	50 671 \$
Cinémathèque québécoise	Montréal	27 586 \$
Festival de montgolfières de Gatineau inc.	Outaouais	43 876 \$
Glamping Altitude	Outaouais	111 637 \$
Les Chalets Baie Cascouia	Saguenay–Lac-Saint-Jean	87 257 \$
Vignoble Chambordais St-Vincent inc.	Saguenay–Lac-Saint-Jean	41 943 \$
Total des projets annoncés		1 798 374 \$

Question 41

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la démarche stratégique en tourisme d'affaires.

Veuillez référer à la question 45 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 42

Question 42

Les sommes octroyées à Aventure Écotourisme Québec pour la formation offerte aux guides en 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027. Préciser :

- a) les dates de formation;
 - b) les noms des participants ainsi que l'organisme pour lesquels ils s'y rattachent;
 - c) le plan de formation original et le plan de formation bonifié;
 - d) les noms de tous les guides accrédités ainsi que l'organisme pour lequel ils s'y rattachent.
-

Aucune somme octroyée à Aventure Écotourisme Québec en 2025-2026 n'a servi pour former des guides.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 43

Question 43

Toute correspondance écrite ou électronique entre le ministre ou tout responsable du ministère et tout représentant de la Fédération des clubs de motoneigistes du Québec.

Les documents demandés pourraient être accessibles en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c A2-1). Une demande d'accès peut être adressée au responsable des demandes d'accès du ministère du Tourisme (MTO).

Question 44

État d'avancement pour les nouvelles normes de sécurité et de formation obligatoire visant l'industrie de la motoneige au Québec. Fournir la liste des organismes qui vont offrir le service de formation et les sommes dépensées en 2025-2026. Prévisions pour 2026-2027.

Le 22 octobre 2020, le ministre des Transports a déposé le projet de loi n° 71, Loi sur les véhicules hors route (VHR). Ce projet de loi a été sanctionné le 10 décembre 2020 par l'Assemblée nationale et est entré en vigueur le 30 décembre 2020.

L'article 24 de la Loi sur les VHR prévoit que les formations reconnues par la ministre du Tourisme, par règlement, sont obligatoires à toute personne qui guide contre rémunération auprès de clients, d'agences de voyages, d'entreprises en tourisme d'aventure, une activité en VHR.

Le Règlement sur la reconnaissance de la formation de guide pour des excursions en VHR (ci-après « Règlement »), qui découlait de l'article 24 de la Loi, est entré en vigueur le 31 décembre 2021.

C'est Aventure Écotourisme Québec (AEQ) qui gère la formation VHR « Notions de sécurité pour les guides d'excursion en VHR » et sa mise à jour, et qui émet les attestations aux guides ayant réussi les formations prévues au Règlement.

Depuis l'adoption du Règlement, soit le 16 juin 2021, 1 200 guides ont été formés et accrédités.

FORMATIONS OBLIGATOIRES

Toute personne désirant obtenir l'attestation de guide pour des excursions en VHR doit réussir les formations suivantes :

- 1) Formation « Notions de sécurité pour les guides d'excursion en VHR » sous la responsabilité d'AEQ ».

ET

- 2) L'une des formations en secourisme suivantes :
 - Secourisme en milieu sauvage et éloigné (20 heures), dont la certification est délivrée par la Croix-Rouge canadienne;
 - Secourisme en régions isolées (20 heures) dont la certification est délivrée par SIRIUSMEDx;
 - Secourisme en milieu sauvage et éloigné (durée minimale de 16 heures), dont la certification est délivrée par Wilderness Medical Associates International.

FORMATION DE MISE À JOUR

L'attestation étant valide pour une durée de trois ans, la personne qui désire la renouveler doit compléter la formation suivante :

- Formation « Mise à jour – Notions de sécurité pour les guides d'excursion en VHR » sous la responsabilité d'AEQ.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 44

La liste des formateurs est disponible sur le [site Web](#) d'AEQ.

Aucune dépense n'a été faite en 2025-2026 par le ministère du Tourisme (MTO) pour dispenser la formation des guides sur le terrain. Les sommes octroyées à AEQ ne sont pas destinées directement à la formation des guides, mais plutôt à la structuration de l'offre de formation, à la coordination d'un réseau de formateurs et au développement de formation pour les formateurs.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 45

Question 45

L'état d'avancement et les sommes dépensées concernant la mise en place des nouvelles démarches en tourisme d'affaires présentées en mars 2019. Détails des actions entreprises, détails sur les orientations du programme, la ventilation des sommes dépensées par orientation et les prévisions pour 2026-2027

La démarche stratégique en tourisme d'affaires dont il était question en 2019 a évolué, notamment dans le contexte de la COVID-19 et de la relance qui s'en est suivie.

D'importants travaux ont été effectués, travaux qui ont mené au lancement, le 30 novembre 2023, du Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026. Le plan d'action est doté d'une enveloppe totale de 25 M\$.

Le Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026 comprend 10 mesures qui seront déployées en continu d'ici décembre 2026.

Pour les sommes dépensées en 2025-2026, veuillez vous référer à la RP1-053.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 46

Question 46

Concernant le Fonds de développement en tourisme d'affaires (FDTA) :

- a) Combien de projets ont été déposés en 2025-2026;
 - b) Combien de fonds ont été effectivement déboursés dans le cadre de ce programme en 2025-2026.
-

Le dernier appel à projets s'est terminé le 8 avril 2022 pour le soutien à des événements d'affaires qui devaient se tenir avant la fin du programme, soit le 31 mars 2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 47

Question 47

Concernant le Programme de développement de l'offre touristique des parcs régionaux (programme DOTPR) :

- a) Combien de projets ont été déposés en 2025-2026;
 - b) Combien de fonds ont été effectivement déboursés dans le cadre de ce programme en 2025-2026.
-

En 2025-2026, 18 projets ont été déposés pour analyse et une somme de 250 000 \$ a été versée au gestionnaire du programme.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 48

Question 48

Concernant le Programme d'aide à la relance de l'industrie touristique (PARIT) :

- a) Combien de projets ont été déposés en 2025-2026;
 - b) Combien de fonds ont été effectivement déboursés dans le cadre de ce programme en 2025-2026;
 - c) Combien de projets, parmi ceux sélectionnés, visent à attirer ou retenir la main-d'œuvre, ou encore à réduire le besoin d'y recourir.
-

- a) Nombre de projets déposés en 2025-2026 : Le quatrième et dernier appel de projets du PARIT s'est terminé le 19 juin 2024, donc aucun projet n'a été déposé en 2025-2026.
- b) Fonds déboursés en 2025-2026 : 32 876 644 \$
- c) En date du 31 janvier 2026, 119 projets ont été soutenus au PARIT. Un des critères d'analyse spécifiques vise à permettre aux organisations, en réalisant leurs projets, de créer ou de maintenir des emplois de qualité. Les projets soutenus ont été analysés en ce sens.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 49

Question 49

Concernant le Programme de soutien aux stratégies de développement touristique (PSSDT) :

- a) Combien de projets ont été déposés en 2025-2026;
 - b) Combien de fonds ont été effectivement déboursés dans le cadre de ce programme en 2025-2026;
 - c) Combien de projets, parmi ceux sélectionnés, visent à attirer ou retenir la main-d'œuvre, ou encore à réduire le besoin d'y recourir.
-

- a) Aucun projet n'a été déposé au PSSDT pour l'année 2025-2026, ce programme étant terminé depuis le 31 mars 2021.
- b) En 2025-2026, 4 878 920 \$ ont été déboursés pour l'ensemble du PSSDT.
- c) Aucun de ces projets n'avait comme objectifs spécifiques d'attirer ou de retenir la main-d'œuvre, ou encore à réduire le besoin d'y recourir.

Question 50

Le nombre d'unités d'hébergement touristique de courte durée enregistrées conformément en 2024-2025 et en 2025-2026.

Rappelons que la Loi sur l'hébergement touristique (RLRQ, c. H-1.01) définit un « établissement d'hébergement touristique » comme « *un établissement dans lequel au moins une unité d'hébergement, tels un lit, une chambre, une suite, un appartement, une maison, un chalet, un prêt-à-camper ou un site pour camper, est offerte en location à des touristes contre rémunération, pour une période n'excédant pas 31 jours* ».

Aucune définition formelle du terme « unité » n'est fournie dans la loi ou son règlement d'application. La définition ci-dessus des termes « Établissements d'hébergement touristique » fournit néanmoins des exemples en mentionnant, de façon non limitative, des unités tels une chambre, un lit, une suite, un appartement, une maison, un chalet, un prêt-à-camper ou un site pour camper.

Au 31 janvier 2026, 25 311 établissements d'hébergement touristique étaient dûment enregistrés et totalisaient 294 438 unités d'hébergement.

À titre comparatif, ce nombre était de 25 156 établissements d'hébergement touristique dûment enregistrés en date du 31 janvier 2025, totalisant 288 967 unités d'hébergement.

Question 51

Concernant l'attribution d'une aide financière de 1 100 000 \$ au Conseil québécois des ressources humaines en tourisme (CQRHT) afin de déployer une plateforme numérique de partage de la main-d'œuvre :

- a) L'état d'avancement du déploiement de cette plateforme;
 - b) Ventiler la somme de 1 100 000 \$;
 - c) Combien de projets ont bénéficié de cette plateforme?
-

- a) Les étapes réalisées jusqu'à maintenant pour le déploiement de la plateforme :
 - Rendre disponible la solution technologique aux entreprises;
 - Lancement réalisé le 9 septembre 2024;
 - Personnaliser la solution technologique et développer un outil de gestion;
 - Concevoir et mettre en œuvre une stratégie de marketing et de communication;
 - Coordonner les activités de déploiement de la plateforme;
 - Déployer la plateforme de partage de main-d'œuvre à l'échelle du Québec.
- b) L'aide financière de 1 100 000 \$ octroyée par le ministère du Tourisme s'échelonne sur une période de quatre ans :
 - 2023-2024 : 500 000 \$
 - 2024-2025 : 300 000 \$
 - 2025-2026 : 190 000 \$
 - 2026-2027 : 110 000 \$
- c) Au 31 janvier 2026, 130 organisations ont adhéré à la plateforme, et 27 sont en cours d'inscription, pour un total de 157.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 52

Question 52

Sommes allouées en 2025-2026 dans le cadre du Plan d'action Bonjour accueil 2023-2026. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires, les montants reçus et une description du projet. Ventiler par région et par circonscription. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.

Le Plan d'action Bonjour accueil 2023-2026 (PABA) a été lancé le 2 novembre 2023. Entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026, une somme de 297 000 \$ a été allouée dans le cadre de la mesure 2 « Instaurer un programme de financement permettant d'innover et de moderniser les installations d'accueil dans une perspective durable ».

Le tableau ci-dessous présente en détail les montants alloués :

Nom du bénéficiaire	2025-2026 au 31 janvier 2026
Bureau d'information touristique de Bromont	49 500 \$
Bureau d'information touristique de Sherbrooke	49 500 \$
Bureau d'information touristique de Nicolet–Yamaska	49 500 \$
Bureau d'information touristique de l'Île d'Orléans	49 500 \$
Bureau d'information touristique de Wendake	49 500 \$
Bureau d'information touristique d'Alma	49 500 \$
TOTAL	297 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 53

Question 53

Sommes allouées en 2025-2026 dans le cadre du Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires, les montants reçus et une description du projet. Ventiler par région et par circonscription. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.

En date du 31 janvier 2026 et pour l'année financière 2025-2026, 1 099 500 \$ ont été octroyés dans le cadre du Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026 (PATA) :

- 50 000 \$ ont été octroyés à Tourisme Centre-du-Québec pour contribuer, dans le cadre d'un projet pilote, au développement et à la promotion d'une offre d'agrément complémentaire au tourisme d'affaires visant la prolongation des séjours d'affaires.
- 49 500 \$ ont été octroyés à l'Alliance de l'industrie touristique du Québec pour réaliser une réflexion stratégique sur le secteur du tourisme d'affaires;
- 1 000 000 \$ ont été octroyés à l'Alliance de l'industrie touristique du Québec afin de soutenir la réalisation d'initiatives pour le développement du tourisme d'affaires au Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 54

Question 54

Sommes allouées en 2025-2026 aux stations de ski pour moderniser leurs systèmes d'enneigement. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires, les montants reçus et une description du projet. Ventiler par région et par circonscription. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.

Le ministère du Tourisme n'a reçu aucune demande d'aide financière provenant des stations de ski pour moderniser leurs systèmes d'enneigement en 2025-2026.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 55

Question 55

Concernant la mesure pilote, assortie d'une enveloppe de 1 million de dollars, dans le but de tester et de soutenir l'électrification de véhicules hors route (VHR) au sein de l'industrie touristique, fournir :

- a) Combien de demandes ont été déposées en 2025-2026;
 - b) Combien d'organismes ont reçu des fonds en 2025-2026;
 - c) Ventiler l'enveloppe de 1 M\$;
 - d) La somme restante dans cette enveloppe au 31 mars 2026.
-

- a) Nombre de demandes déposées en 2025-2026 : Aucune demande n'a été déposée pour 2025-2026, cette mesure étant terminée depuis le 31 mars 2025.
- b) Nombre d'organismes ayant reçu des fonds en 2025-2026 : En date du 31 janvier 2026, 24 organismes ont reçu des versements en 2025-2026.
- c) Ventilation de l'enveloppe de 1 M\$:
 - Montants versés en date du 31 janvier 2026 : 378 639 \$
 - Engagements à venir : 190 952 \$
 - Coût total de la mesure : 569 591 \$
- d) La somme restante dans l'enveloppe : 0 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 56

Question 56

Concernant le Répertoire des établissements d'hébergement touristique enregistrés depuis son lancement le 16 décembre 2024, veuillez nous fournir :

- a) Le nombre de consultations mensuelles du Répertoire depuis son lancement.
- b) Les principaux utilisateurs du Répertoire (citoyens, municipalités, plateformes numériques, organismes de réglementation, etc.)?
- c) Depuis la mise en ligne du Répertoire, combien d'établissements d'hébergement touristique non enregistrés ont été identifiés?
- d) Combien ont été régularisés à la suite de la consultation du Répertoire?
- e) Combien d'établissements ont été retirés du Répertoire en 2025-2026 pour non-respect des obligations réglementaires (absence de permis valide, fausses déclarations, inspections défailtantes, etc.)?
- f) À quelle fréquence le ministère met-il à jour le Répertoire des établissements d'hébergement touristique?
- g) En cas d'erreur ou de mise à jour nécessaire, quel est le délai moyen pour corriger les informations d'un établissement dans le Répertoire?

a) Le nombre de consultations mensuelles du Répertoire depuis son lancement au 31 janvier 2026.

Mois	Nombre de recherches Effectuées dans le répertoire
Décembre 2024*	21 866
Janvier 2025	26 401
Février 2025	33 129
Mars 2025	39 768
Avril 2025	15 507
Mai 2025	15 059
Juin 2025	17 905
Juillet 2025	12 135
Août 2025	18 771
Septembre 2025	38 096
Octobre 2025	22 952
Novembre 2025	37 982
Décembre 2025	29 142
Janvier 2026	14 018
Total	342 731

* Le Répertoire a été mis en ligne le 16 décembre 2024.

b) Les principaux utilisateurs du Répertoire (citoyens, municipalités, plateformes numériques, organismes de réglementation, etc.)?

Le Répertoire des établissements d'hébergement touristique enregistrés est un répertoire public ne nécessitant pas d'inscription pour pouvoir le consulter. Cela étant, aucune donnée quant à l'identité des utilisateurs n'est collectée.

c) Depuis la mise en ligne du Répertoire, combien d'établissements d'hébergement touristique non enregistrés ont été identifiés?

Le ministère du Tourisme ne dispose pas de cette information.

d) Combien ont été régularisés à la suite de la consultation du Répertoire?

Le ministère du Tourisme ne dispose pas de cette information.

e) Combien d'établissements ont été retirés du Répertoire en 2025-2026 pour non-respect des obligations réglementaires (absence de permis valide, fausses déclarations, inspections défaillantes, etc.)?

De tels manquements peuvent entraîner une suspension ou une annulation de l'enregistrement d'un établissement et donc une modification au statut d'enregistrement affiché au Répertoire des établissements d'hébergement touristique. L'établissement n'est alors pas retiré du Répertoire, c'est plutôt son statut qui change.

f) À quelle fréquence le ministère met-il à jour le Répertoire des établissements d'hébergement touristique?

Le Répertoire des établissements d'hébergement touristique est mis à jour de façon quotidienne, exception faite du samedi.

g) En cas d'erreur ou de mise à jour nécessaire, quel est le délai moyen pour corriger les informations d'un établissement dans le Répertoire?

Une correction nécessite la collaboration du délégataire à l'enregistrement concerné et peut prendre en moyenne 2 jours ouvrables. Une fois les corrections de données effectuées, l'information révisée sera publiée dans le répertoire le lendemain matin.

Question 57

Les mesures correctives et sanctions qui ont été mises en place par le Ministère du Tourisme en cas de non-respect des obligations par les plateformes numériques de location à court terme.

La Loi sur l'hébergement touristique (RLRQ, c. H-1.01) prévoit les amendes suivantes en cas de non-respect par les exploitants de plateformes numériques d'hébergement transactionnelles de leurs obligations :

- Ne pas transmettre à la ministre et maintenir à jour les coordonnées d'un représentant établi au Québec : 1 000 \$ à 10 000 \$, dans le cas d'une personne physique et 2 000 \$ à 20 000 \$ dans les autres cas.
- Lorsque la vérification de conformité de l'enregistrement est effectuée au moyen du certificat d'enregistrement, ne pas obtenir de tout exploitant d'un établissement d'hébergement touristique le certificat d'enregistrement et/ou ne pas conserver ledit certificat durant un an suivant sa date d'expiration : 1 000 \$ à 10 000 \$, dans le cas d'une personne physique et 2 000 \$ à 20 000 \$ dans les autres cas.
- Diffuser une offre d'hébergement d'un établissement d'hébergement touristique ne contenant pas de numéro d'enregistrement ni la date d'expiration du certificat d'enregistrement : 5 000 \$ à 50 000 \$, dans le cas d'une personne physique et 10 000 \$ à 100 000 \$ dans les autres cas.
- Permettre la conclusion d'un contrat de location à des fins d'hébergement touristique d'une durée inférieure à 32 jours dans un établissement d'hébergement touristique non enregistré ou dont l'enregistrement est expiré, suspendu ou annulé : 5 000 \$ à 50 000 \$, dans le cas d'une personne physique et 10 000 \$ à 100 000 \$ dans les autres cas.
- Omettre de s'assurer que le numéro d'enregistrement de l'établissement d'hébergement touristique et la date d'expiration du certificat d'enregistrement contenu dans l'offre d'hébergement diffusé sur une plateforme numérique sont en vigueur et qu'ils concernent l'établissement d'hébergement touristique visé : 5 000 \$ à 50 000 \$, dans le cas d'une personne physique et 10 000 \$ à 100 000 \$ dans les autres cas.

Les montants minimal et maximal des amendes prévues par la Loi sur l'hébergement touristique sont portés au double pour une première récidive et au triple pour toute récidive additionnelle, l'appréciation de la notion de récidive étant une prérogative du tribunal.

Notons finalement que les pouvoirs d'enquête, d'inspection et d'application des dispositions pénales de la Loi sur l'hébergement touristique ont été confiés à Revenu Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 58

Question 58

Le coût total de gestion et de mise à jour du Répertoire des établissements d'hébergement touristique enregistrés en 2025-2026? Quelles sont les prévisions budgétaires pour 2026-2027?

Le coût pour les travaux, la gestion et la mise à jour du Répertoire des établissements d'hébergement touristique enregistrés entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026 s'élève à 64 102,23 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 59

Question 59

Investissements supplémentaires prévus en 2026-2027 pour améliorer ou moderniser cet outil?

Les prévisions budgétaires pour l'ajout de nouvelles fonctionnalités s'élèvent à 113 971 \$ en 2026-2027.

Question 60

Pour l'année 2025-2026, quelles initiatives ou campagnes de promotion ont été mises en place afin d'inciter les Américains et les Canadiens à visiter le Québec? Prévisions pour 2026-2027.

La ministre du Tourisme a confié les fonctions de la promotion touristique et de la commercialisation de la destination sur les marchés hors Québec à l'Alliance de l'industrie touristique du Québec (Alliance) par l'entremise d'une convention de subvention couvrant les années 2023-2026.

En 2025-2026 et en 2026-2027, les marchés des États-Unis (particulièrement le Nord-Est), de la France, de l'Ontario et de l'Ouest canadien font partie des marchés prioritaires sur lesquels des campagnes de promotion ciblées ont été menées et sont prévues pour inviter ces clientèles à visiter le Québec.

En 2026-2027, d'autres marchés en développement sont également visés par des initiatives spécifiques de mise en marché, notamment les Maritimes, l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

L'intra-Québec est aussi un marché visé par la promotion, pour lequel des initiatives plus ciblées ont été menées et sont prévues, notamment en prévision de l'été 2026. Celles-ci sont principalement portées par les associations touristiques régionales.

Malgré le contexte mondial, l'année 2025 a été une année record pour le tourisme au Québec avec une croissance estimée à 4,8 % des dépenses.

RÉPONSES AUX DEMANDES DE
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
NON RÉPONDUES (NRP1)
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Étude des crédits 2026-2027

Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielles - Questions non répondues et motif (NRP1)

Numéro	# demande RP1 2026-2027	Libellé de la question	Motif
NR-1	1	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour 2025-2026, indiquer : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ; b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ; c) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique, la Société du Centre des congrès de Québec ainsi que la Société du Palais des congrès de Montréal.
NR-2	11	Liste et détails de tous les contrats octroyés en 2025-2026 par la Société du Palais des congrès de Montréal, en indiquant le montant de chacun des contrats, la date d'octroi, le bénéficiaire et la justification du mode d'octroi.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Palais des congrès de Montréal.
NR-3	12	État d'avancement du projet d'agrandissement du Palais des congrès de Montréal	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Palais des congrès de Montréal.
NR-4	13	Liste et détails de tous les contrats octroyés en 2025-2026 par la Société du Centre des congrès de Québec, en indiquant le montant de chacun des contrats, la date d'octroi, le bénéficiaire et la justification du mode d'octroi.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Centre des congrès de Québec.
NR-5	28	Liste des actions entreprises par le ministère du Tourisme du Québec dans le cadre du Plan Nord. Ventiler par dépenses et par projet	La réponse à cette question sera transmise par la Société du plan Nord (SPN).
NR-6	44	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la participation au marché du travail des travailleurs âgés pour 2025-2026, dans le milieu touristique	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de solidarité social (MES).
NR-7	63	Comment le ministère du Tourisme s'assure-t-il que les plateformes numériques d'hébergement respectent l'obligation d'afficher le numéro d'enregistrement des établissements listés sur le Répertoire ?	La réponse à cette question sera transmise par Revenu Québec
NR-8	64	Combien de signalements ont été faits au ministère concernant des établissements non conformes affichés sur ces plateformes en 2025-2026 ?	La réponse à cette question sera transmise par Revenu Québec
NR-9	68	Les coûts associés à la vérification des établissements (inspections, recours administratifs, contrôle des déclarations, etc.) ?	La réponse à cette question sera transmise par Revenu Québec
NR-10	70	Liste et détails de tous les contrats octroyés en 2025-2026 par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique, en indiquant le montant de chacun des contrats, la date d'octroi, le bénéficiaire et la justification du mode d'octroi.	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
NR-11	71	Investissements en 2025-2026 pour l'entretien et la rénovation de chaque installation du Parc Olympique de Montréal. Prévisions pour 2026-2027.	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
NR-12	72	Sommes engagées en 2025-2026 dans le processus d'entretien du Stade olympique, en incluant le toit. Ventiler les montants. Prévisions pour 2026-2027.	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
NR-13	73	L'état d'avancement des travaux pour le remplacement du toit du Stade olympique pour 2025-2026. Préciser aussi s'il y a eu une révision des coûts. Si oui, ventiler les montants. Préciser le nombre et la date des reports de l'échéancier prévu et le motif du report, et indiquer à quel moment le dossier d'affaires sera déposé au Conseil des ministres.	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
NR-14	74	Toutes notes, analyses ou recommandations concernant le remplacement de la toiture du Stade olympique.	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
NR-15	75	Toutes notes, analyses ou documents qui justifient l'estimation de 2 milliards \$ pour la démolition du Stade olympique.	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
NR-16	76	Fournir les derniers états financiers disponibles de la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique.	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
NR-17	77	Copie des appels d'offres, appels de candidatures faites par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique en 2025-2026.	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
NR-18	78	Les sommes investies pour mettre en valeur le patrimoine et l'héritage olympique.	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
NR-19	79	Le nombre d'événements qui ont eu lieu en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027 : a)événements sportifs b)événements culturels c)événements communautaires d)événements expositions e)événements touristiques	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
NR-20	80	Quels sont les montants investis en 2025-2026 pour l'entretien, la rénovation ou toute autre intervention sur les infrastructures suivantes : a) Le Stade olympique b) La Tour de Montréal c)L'Esplanade d)Tout autre immeuble appartenant à la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique et situé à l'intérieur de la zone géographique délimitée par la rue Sherbrooke, l'avenue Pierre-De Coubertin, le boulevard Pie-IX et la rue Viau.	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
NR-21	81	Liste des mandats confiés par le gouvernement.	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
NR-22	82	Quelles sont les filiales acquises ou constituées en 2025-2026 jugées utiles à la réalisation de la mission de la Société ?	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
NR-23	83	Liste de toutes les ententes conclues et les sommes engagées ou reçues dans le cadre de cette entente en 2025-2026 avec : 1. Un gouvernement autre que celui du Québec 2. Le gouvernement du Québec 3. Une organisation internationale.	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
NR-24	84	Liste détaillée des emprunts contractés en 2025-2026, incluant : 1. Le nombre total d'emprunts contractés 2. Le montant de chaque emprunt 3. Le nombre d'emprunts en cours 4. Le total des emprunts en cours et non encore remboursés 5. Les emprunts ayant dépassé le montant déterminé par le gouvernement	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
NR-25	85	Le nombre d'immeubles aliénés faisant partie du Parc olympique;	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
NR-26	86	Liste des actifs acquis, détenus ou cédés en 2025-2026, incluant : 1. La description de chaque actif 2. La date d'acquisition, de détention ou de cession 3. Le montant associé à chaque transaction 4. Les raisons justifiant l'acquisition ou la cession de l'actif 5. L'impact de ces transactions sur la mission de la Société	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique

RÉPONSES AUX DEMANDES DE
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition

Question 01

Question 01

Le nombre de permis d'hébergement touristique enregistrés auprès du Ministère pour de l'hébergement touristique. Ventiler par région et par catégorie d'hébergement.

Le ministère du Tourisme ne délivre pas de permis d'hébergement touristique. La Loi sur l'hébergement touristique (RLRQ, chapitre H-1.01) (LHT), en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2022, prévoit que l'exploitation d'un établissement d'hébergement touristique est soumise à l'enregistrement de cet établissement.

Trois délégataires peuvent procéder à l'octroi d'un enregistrement : la Corporation de l'industrie touristique du Québec (CITQ), Camping Québec et la Fédération des pourvoiries.

Nombre d'établissements d'hébergement touristique enregistrés au 31 janvier 2026, selon la région et par catégorie				
Région	Établissements d'hébergement touristique général*	Établissements de résidence principale	Établissements d'hébergement touristique jeunesse	Total
Îles de la Madeleine	230	210	3	443
Gaspésie	980	212	12	1 204
Bas-Saint-Laurent	799	193	8	1 000
Québec	1 988	918	15	2 921
Charlevoix	1 232	34	9	1 275
Chaudière-Appalaches	1 093	121	11	1 225
Mauricie	1 093	159	15	1 267
Cantons-de-l'Est	1 922	386	20	2 328
Montréal	449	674	11	1 134
Lanaudière	1 727	238	15	1 980
Laurentides	3 510	325	36	3 871
Montréal	682	1 617	11	2 310
Outaouais	1 128	377	11	1 516
Abitibi-Témiscamingue	352	28	2	382
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 101	203	7	1 311
Côte-Nord (Manicouagan)	246	21	4	271
Côte-Nord (Duplessis)	162	12	2	176
Baie-James	72	3	0	75
Laval	37	191	1	229
Centre-du-Québec	260	58	4	322
Nunavik	56	0	3	59
Eeyou-Itchee	12	0	0	12
Total	19 131	5 980	200	25 311

* Sont inclus dans cette catégorie les campings, les pourvoiries, ainsi que les établissements d'hébergement touristique général enregistrés par la CITQ.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition

Question 02

Question 02

Énumérer les rencontres effectuées par le Ministère avec des particuliers ou des groupes pour la mise en place de la nouvelle législation et réglementation sur l'hébergement touristique en indiquant le nom de l'intervenant, la date, le lieu et l'objet de la rencontre.

En 2025-2026, suivant le déploiement du nouveau cadre législatif et réglementaire en hébergement touristique, le ministère du Tourisme a réalisé les rencontres suivantes :

Date	Lieu	Intervenant	Objet de la rencontre
2025-05-14	Rencontre virtuelle	Revenu Québec	Démonstration de l'API
2025-07-03	Rencontre virtuelle	Camping Québec	Réflexion sur la Loi sur l'hébergement touristique (LHT) et son règlement d'application
2025-07-03	Rencontre virtuelle	Fédération des pourvoiries du Québec	Réflexion sur la LHT et son règlement d'application
2025-07-09	Rencontre virtuelle	Corporation de l'industrie touristique du Québec	Réflexion sur la LHT et son règlement d'application
2025-07-09	Rencontre virtuelle	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)	Réflexion sur la LHT et son règlement d'application
2025-07-09	Rencontre virtuelle	Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit	Échange portant sur la LHT
2025-07-10	Rencontre virtuelle	Revenu Québec	Réflexion sur la LHT et son règlement d'application
2025-07-10	Rencontre virtuelle	Ville de Montréal – Escouade dédiée à l'encadrement de l'hébergement touristique	Application de la LHT et de son règlement
2025-07-16	Rencontre virtuelle	Corporation de l'industrie touristique du Québec	Réflexion sur la LHT et son règlement d'application
2025-07-17	Rencontre virtuelle	Revenu Québec	Réflexion sur la LHT et son règlement d'application
2025-07-23	Rencontre virtuelle	Revenu Québec	Réflexion sur la LHT et son règlement d'application
2025-07-24	Rencontre virtuelle	Revenu Québec	Réflexion sur la LHT et son règlement d'application
2025-07-28	Rencontre virtuelle	Revenu Québec	Rencontre portant sur l'échange de renseignements entre le ministère du Tourisme (MTO) et Revenu Québec
2025-08-04	Rencontre virtuelle	Corporation de l'industrie touristique du Québec	Échange sur l'application de la LHT
2025-08-11	Rencontre virtuelle	Airbnb	Échange sur la LHT
2025-08-13	Rencontre virtuelle	Corporation de l'industrie touristique du Québec	Échange sur l'application de la LHT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition

Question 02

Date	Lieu	Intervenant	Objet de la rencontre
2025-08-21	Rencontre virtuelle	Camping Québec Airbnb	Échange sur la diffusion des offres d'hébergement de campings sur Airbnb
2025-08-25	Rencontre virtuelle	Ville de Montréal	Échange sur la LHT
2025-08-25	Rencontre virtuelle	Union des municipalités du Québec	Échange sur la LHT
2025-08-25	Rencontre virtuelle	Expédia	Échange sur la LHT
2025-08-28	Rencontre virtuelle	Revenu Québec	Réflexion sur la LHT et son règlement d'application
2025-09-02	Rencontre virtuelle	Ministère de la Justice Revenu Québec	Réflexion sur la LHT et son règlement d'application
2025-09-11	Rencontre virtuelle	Ville de Montréal – Escouade dédiée à l'encadrement de l'hébergement touristique	Échange sur la LHT
2025-09-16	Rencontre virtuelle	Revenu Québec	Rencontre portant sur l'échange de renseignements entre le MTO et Revenu Québec
2025-09-18	Rencontre virtuelle	Revenu Québec	Échange portant sur l'application de la LHT
2025-09-22	Rencontre virtuelle	Corporation de l'industrie touristique du Québec	Rencontre portant sur l'échange de renseignements
2025-09-24	Rencontre virtuelle	Municipalité de Petite- Rivière-Saint-François	Échange sur la LHT
2025-09-25	Rencontre virtuelle	Corporation de l'industrie touristique du Québec Ministère de la Justice Revenu Québec	Rencontre portant sur l'application de la LHT
2025-09-29	Rencontre virtuelle	Revenu Québec	Échange portant sur la LHT
2025-10-08	Rencontre virtuelle	Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie	Échange portant sur le projet de règlement modifiant le Règlement sur l'hébergement touristique
2025-10-17	Rencontre virtuelle	MAMH Union des municipalités du Québec	Échange sur la LHT
2025-10-21	Rencontre virtuelle	Revenu Québec	Rencontre portant sur l'application de la LHT
2025-10-22	Rencontre virtuelle	Agence du revenu du Canada	Rencontre portant sur les données sur l'hébergement touristique
2025-10-30	Rencontre virtuelle	Corporation de l'industrie touristique du Québec Revenu Québec	Rencontre exploratoire concernant la Table opérationnelle en hébergement touristique
2025-11-04	Rencontre virtuelle	Ville de Repentigny	Rencontre portant sur l'application de la LHT
2025-11-13	Rencontre virtuelle	Airbnb	Échange sur la LHT
2025-11-17	Rencontre virtuelle	Revenu Québec	Rencontre portant sur l'application de la LHT
2025-11-28	Rencontre virtuelle	MAMH	Rencontre sur la LHT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition

Question 02

Date	Lieu	Intervenant	Objet de la rencontre
2025-11-28	Rencontre virtuelle	Camping Québec	Rencontre portant sur l'application de la LHT
2025-11-28	Rencontre virtuelle	Association Hôtellerie du Québec	Rencontre portant sur l'application de la LHT
2025-12-04	Rencontre virtuelle	Fédération québécoise des municipalités MAMH Union des municipalités du Québec Ville de Montréal Ville de Québec	Rencontre sur le projet de règlement modifiant le Règlement sur l'hébergement touristique
2025-12-08	Rencontre virtuelle	Corporation de l'industrie touristique du Québec	Rencontre portant sur l'application de la LHT
2025-12-08	Rencontre virtuelle	Camping Québec Corporation de l'industrie touristique du Québec Fédération des pourvoiries du Québec	Rencontre portant sur l'application de la LHT
2025-12-12	Rencontre virtuelle	Corporation de l'industrie touristique du Québec	Rencontre sur le Projet de règlement modifiant le Règlement sur l'hébergement touristique
2025-12-17	Rencontre virtuelle	Protecteur du citoyen	Projet de règlement modifiant le Règlement sur l'hébergement touristique
2026-01-14	Rencontre virtuelle	Isabelle Boyer Collectif d'auberges – Saintlo	Projet de règlement modifiant le Règlement sur l'hébergement touristique
2026-01-15	Rencontre virtuelle	Protecteur du citoyen	Rencontre portant sur l'application de la LHT
2026-01-16	Rencontre virtuelle	Fédération québécoise des municipalités MAMH Revenu Québec Union des municipalités du Québec Ville de Montréal Ville de Québec	Comité MTO–secteur municipal en hébergement touristique
2026-01-21	Rencontre virtuelle	Camping Québec	Rencontre sur le Projet de règlement modifiant le Règlement sur l'hébergement touristique
2026-01-22	Rencontre virtuelle	Camping Québec Corporation de l'industrie touristique du Québec Fédération des pourvoiries du Québec Revenu Québec	Table opérationnelle en hébergement touristique
2026-01-23	Rencontre virtuelle	Corporation de l'industrie touristique du Québec	Rencontre sur le Projet de règlement modifiant le Règlement sur l'hébergement touristique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition

Question 03

Question 03

La liste des mesures, programmes et politiques mis en place par le ministère en matière d'écotourisme.

Liste des nouvelles mesures, programmes ou politiques mis en place par le ministère du Tourisme en 2025-2026 en matière d'écotourisme :

- Projet pilote de mise en valeur des réserves de biodiversité pour favoriser le tourisme responsable et durable;
- Stratégie de croissance durable du tourisme 2025-2030.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition

Question 04

Question 04

Sommes dépensées par le ministère pour stimuler l'écotourisme pour l'année écoulée. Ventiler par région et par type de projet.

Projet pilote de mise en valeur des réserves de biodiversité pour favoriser le tourisme responsable et durable

En 2025-2026, 440 000 \$ ont été versés par le ministère du Tourisme (MTO) pour la réalisation de la mesure « Projet pilote de mise en valeur des réserves de biodiversité pour favoriser le tourisme responsable et durable ».

Bénéficiaire	Réserve de biodiversité concernée (ou territoire voué à le devenir)	Région touristique concernée	Aide financière versée en 2025-2026
Région de biosphère Manicouagan-Uapishka (Expert-conseil)	S. O.	S. O.	125 000 \$
Comité de Promotion des Ressources naturelles de Saint-Elzéar inc.	Réserve de biodiversité du Karst-de-Saint-Elzéar	Gaspésie	105 000 \$
Conseil de la Première Nation des Innus Essipit	Réserve de biodiversité de la Vallée-de-la-Rivière-Sainte-Marguerite	Saguenay–Lac-Saint-Jean et partiellement Côte-Nord	105 000 \$
Première Nation crie de Waswanipi	Réserve aquatique projetée du Lac-Waswanipi	Eeyou Istchee Baie-James	—
Société pour la nature et les parcs du Canada – Section vallée de l'Outaouais	Territoire mis en réserve des Rivières-Noire-et-Coulonge	Outaouais	105 000 \$

Programme de développement de l'offre touristique des parcs régionaux (DOTPR)

En 2025-2026, une somme de 250 000 \$ a été versée dans le cadre de ce programme. Cette somme est incluse dans l'enveloppe totale du DOTPR de 12,5 M\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition

Question 04

Soutien à Aventure Écotourisme Québec

Le MTO reconnaît Aventure Écotourisme Québec (AEQ) en tant qu'association touristique sectorielle et, à ce titre, un soutien financier de 484 833 \$ a été versé en 2025-2026 pour la réalisation des responsabilités qui lui sont confiées par la ministre, en matière de développement de l'offre, d'accompagnement des entreprises touristiques ainsi que d'acquisition et de diffusion de connaissances stratégiques et d'expertise sectorielle pour l'ensemble du Québec.

Fonds de développement des entreprises touristiques

En 2025-2026, 75 000 \$ ont été alloués à un projet d'écotourisme.

Région touristique	Nombre de projets soutenus	Aide accordée
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1	75 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition

Question 05

Question 05

La liste des mesures, des programmes et des politiques mis en place par le ministère pour améliorer l'accessibilité des régions éloignées en matière de tourisme.

En 2025-2026, le ministère du Tourisme (MTO) a lancé sa Stratégie de croissance durable du tourisme 2025-2030 dont la mesure 6 consiste à collaborer avec des acteurs du tourisme et de divers secteurs d'activité pour améliorer l'accès aux territoires, l'intermodalité et la mobilité durable des voyageurs.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition

Question 06

Question 06

Sommes dépensées par le ministère pour améliorer l'accessibilité des régions éloignées pour l'année écoulée. Ventiler par région et par type de projet.

Aucune somme n'a été dépensée par le ministère du Tourisme en 2025-2026 pour améliorer l'accessibilité des régions éloignées.

Question 07

La liste des projets financés et les montants accordés pour chacun des projets dans le cadre du *Programme d'appui au développement des attraits touristiques* pour l'année écoulée. Ventiler par région et par type de financement.

Le Programme d'appui au développement des attraits touristiques (PADAT) est administré par Investissement Québec, division Tourisme (IQ Tourisme).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition

Question 08

Question 08

Sommes dépensées par le ministère pour soutenir les pourvoiries pour l'année écoulée. Ventiler par région et par type de pourvoirie.

En 2025-2026, le ministère du Tourisme (MTO) a soutenu les projets (pourvoiries) suivants :

Région touristique	Programme	Nom de l'organisme	Aide accordée
Côte-Nord (Duplessis et Manicouagan)	I-A Nordique	Pourvoirie du lac Geneviève	26 100 \$
Côte-Nord (Duplessis et Manicouagan)	I-A Nordique	Pourvoirie du lac Geneviève	201 200 \$
Côte-Nord (Duplessis et Manicouagan)	I-A Nordique	Pourvoirie le Chenail du Nord inc. (9216-0159 Québec inc.)	313 685 \$
Côte-Nord (Duplessis et Manicouagan)	I-A Nordique	Pourvoirie du Lac Cyprès (9021-0410 Québec inc.)	33 395 \$
Lanaudière	PAET 24-27	Lac St-Pierre Chasse et Pêche inc. (Pourvoirie du lac Saint-Pierre)	96 217 \$
Mauricie	PADAT	Relais 22 milles	164 905 \$
Nunavik	I-A Nordique	Pourvoirie Rivière aux Feuilles inc.	400 000 \$
Total : 7 projets			1 235 502 \$

I-A Nordique : Incubateur-Accélérateur nordique
PADAT : Programme d'appui au développement des attraits touristiques
PAET 2024-2027 : Programme d'accessibilité des établissements touristiques

Question 09

Le nombre de plaintes sur les activités touristiques recueilli par l'Alliance de l'industrie touristique du Québec pour l'année écoulée. Ventilé par région et par catégorie.

Le tableau suivant illustre le nombre de plaintes relatives aux activités de l'industrie touristique transmises par le ministère du Tourisme (MTO) à l'Alliance de l'industrie touristique du Québec aux fins de traitement. La classification par région n'est pas une information disponible.

Catégories	2025-2026 (Au 31 janvier 2026)
Désuétude des lieux – équipements	3
Établissement jugé surclassé	0
Infestation – autres	1
Infestation – punaise de lit	5
Propreté/hygiène	13
Sécurité	6
Hébergement illégal	0
Insalubrité	5
Politique de réservations	1
Politique tarifaire	1
Publicité trompeuse	5
Remboursement	5
Revendeur sur le Web	0
Service à la clientèle	21
Autres	2
TOTAL	68

Le Rapport annuel de gestion 2025-2026 du MTO sera l'occasion de présenter le niveau d'atteinte des engagements de l'organisation vis-à-vis le traitement des plaintes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition

Question 10

Question 10

Le nombre d'effectifs relevant du ministère pour l'année écoulée. Ventiler par région.

Veuillez vous référer à la question 9 des demandes de renseignements généraux.

Question 11

Nombre d'entreprises touristiques se trouvant en difficulté financière pour l'année écoulée.
Ventiler par région et par type d'entreprise.

Le ministère du Tourisme ne dispose pas de cette information.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition

Question 12

Question 12

Nombre de forfaits offerts et achetés via les Programme Explore Québec sur la route et Programme Passeport Attraits pour l'année écoulée. Ventiler par programme.

Explore Québec sur la route

Ventes de forfaits dans le cadre de ce programme (1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026)¹ :

- 5 607 forfaits vendus par 29 agences
- Valeur totale des forfaits vendus : 3,49 M\$
- Prix moyen du forfait vendu (avant rabais) : 623 \$
- Rabais moyen par forfait : 156 \$
- Financement total accordé par le Ministère : 871 941 \$
- Durée moyenne du forfait : 1,8 nuitée
- Nuitées-personnes totales : 10 034
- Entrées générées dans les attraits : 15 139

Passeport Attraits

Ventes de passeports : (programme fermé en août 2021).

¹ Ces données font l'objet d'une révision en continu et le portrait est changeant en raison des réservations, des annulations, des ajouts de services et d'ajustements tarifaires entre la réservation et la consommation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition

Question 13

Question 13

Le nombre de contrats accordés à des entreprises pour développer l'offre touristique et faire la promotion du tourisme québécois pour l'année écoulée. Ventiler par type de contrat, par entreprise et par sommes dépensées.

La ministre du Tourisme n'a accordé aucun nouveau contrat à des entreprises pour développer l'offre touristique ou faire la promotion du tourisme québécois pour l'année 2025-2026.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition

Question 14

Question 14

La liste des avis émis par le Ministère concernant le projet GéoLagon de Charlevoix.

Aucun avis n'a été émis par le Ministère pour le projet GéoLagon de Charlevoix.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition

Question 15

Question 15

Le nombre de contrats accordés de gré à gré à des entreprises pour développer l'offre touristique et faire la promotion du tourisme québécois pour l'année écoulée. Ventiler par type de contrat, par entreprise et par sommes dépensées.

Veuillez vous référer à la question 13 des demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition.

Question 16

Nombre de rencontres avec la ministre des Transports et de la Mobilité durable ou son personnel pour la sensibiliser au développement du transport par autocar afin d'encourager la mobilité durable en lien avec le tourisme.

Aucune rencontre n'a eu lieu en 2025-2026 avec des représentants du ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) spécifiquement sur le transport par autocar. Trois (3) rencontres ont, cependant, été tenues avec le MTMD en lien avec la mobilité durable, soit les 12 et 21 novembre 2025 et le 1^{er} décembre 2025.

Ces rencontres s'inscrivaient dans le cadre de la collaboration initiée avec le MTMD pour la mesure 6 de la Stratégie de croissance durable du tourisme 2025-2030 « Collaborer avec des acteurs du tourisme et de divers secteurs d'activités pour améliorer l'accès aux territoires, l'intermodalité et la mobilité durable des voyageurs ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition

Question 17

Question 17

Airbnb : nombre d'évictions faites pour y accueillir de la location touristique à court terme.

Le ministère du Tourisme ne dispose pas de cette information.

Question 18

Sommes allouées aux municipalités pour l'embauche d'inspecteurs en hébergement touristique?

Aucune somme n'est allouée par le ministère du Tourisme aux municipalités pour l'embauche d'inspecteurs en hébergement touristique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition

Question 19

Question 19

Études réalisées par le ministère pour évaluer les effets négatifs de l'interdiction de l'hébergement touristique illégal et les effets négatifs sur l'attractivité du secteur touristique du Québec?

Le ministère du Tourisme n'a produit aucune étude ou projection à cet égard au cours de l'année financière 2025-2026.

RÉPONSES AUX DEMANDES DE
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
NON RÉPONDUES (NRP2)
DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Étude des crédits 2026-2027

Demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition - Questions non répondues et motif (NRP2)

Numéro	# demande RP1 2026-2027	Libellé de la question	Motif
NR-1	5	Sommes dépensées par le ministère pour stimuler l'agrotourisme pour l'année écoulée. Ventiler par région et par type de projet.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ).
NR-2	18	Airbnb: nombre de vérifications d'adresse principale faites par Revenu Québec	La réponse à cette question sera transmise par Revenu Québec
NR-3	20	Airbnb: nombre de contraventions données pour hébergement touristique illégal pour l'année écoulée?	La réponse à cette question sera transmise par Revenu Québec
NR-4	21	Quelle est la valeur moyenne des contraventions en lien avec l'hébergement touristique illégal?	La réponse à cette question sera transmise par Revenu Québec
NR-5	22	Nombre de contraventions de 100 000\$ ont été accordées ?	La réponse à cette question sera transmise par Revenu Québec
NR-6	24	Nombre d'inspecteurs dédiés aux lieux d'hébergement touristique à court terme.	La réponse à cette question sera transmise par Revenu Québec
NR-7	25	Liste des dépenses associées à l'inspection d'hébergement touristique à court terme	La réponse à cette question sera transmise par Revenu Québec

RÉPONSES AUX DEMANDES DE
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 01

Question 01

Indiquer la somme dépensée en 2025-2026 (et les prévisions pour 2026-2027) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CAG).

Au 31 janvier 2026, les dépenses en technologies de l'information (TI) pour l'année 2025-2026 s'élevaient à 4 565 047 \$. La répartition s'établit comme suit :

Rémunération	1 976 623 \$
Autres frais	2 448 \$
Équipements informatiques de moins de 1 000 \$	54 780 \$
Logiciels et licences	238 529 \$
Impartition auprès d'un autre organisme public	46 453 \$
Impartition à l'externe	957 416 \$
Ressources externes	1 134 500 \$
Équipements informatiques de plus de 1 000 \$	154 298 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 02

Question 02

Sommes versées par le ministère du Conseil exécutif dans le Fonds de partenariat touristique pour 2025-2026. Indiquer l'utilisation faite de ces sommes et fournir une ventilation par dépense. Prévisions pour 2026-2027.

Veillez vous référer à la question 05 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Question 03

Ventilation détaillée des sommes composant le Fonds de partenariat touristique en 2025-2026 et inclure le dernier état financier disponible du Fonds.

Veuillez vous référer à la question 14 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 04

Question 04

Recettes touristiques engendrées par l'industrie touristique québécoise et les performances touristiques en 2025-2026 ainsi que pour les cinq années précédentes. Fournir une ventilation par région.

Veillez vous référer à la question 08 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 05

Question 05

Dépenses de promotion touristique en 2025-2026, ventilation par dépense. Préciser :

- a) au Québec;
 - b) au Canada;
 - c) aux États-Unis (par région);
 - d) marchés outre-mer (par pays);
 - e) méthodes utilisées pour chacune de ces régions (TV, radio, journaux, Internet, etc.);
 - f) les fournisseurs de ces services avec copie des ententes de gré à gré et des contrats octroyés par soumission.
-

Veuillez vous référer à la question 11 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 06

Question 06

Sommes totales engagées en 2024-2025 et en 2025-2026 auprès de l'Alliance de l'industrie touristique du Québec pour la campagne Bonjour Québec ou autre, ainsi que les prévisions pour 2026-2027. Ventiler par medium (télé, radio, Web, imprimés, etc.), incluant une copie des contrats et des sous-contrats accordés à l'externe, s'il y a lieu.

La ministre du Tourisme a confié la responsabilité de la promotion touristique et de la commercialisation de la destination à l'Alliance de l'industrie touristique du Québec. Une reddition de comptes sera disponible à l'automne 2026.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 07

Question 07

Sommes totales engagées depuis 2023 pour la promotion touristique et la commercialisation de la destination par l'Alliance de l'industrie touristique du Québec. Ventiler par medium (télé, radio, Web, imprimés, etc.), incluant une copie des contrats et des sous-contrats accordés à l'externe, s'il y a lieu.

Veuillez vous référer à la question 6 des demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 08

Question 08

Crédits affectés à la représentation touristique du Québec à l'étranger, par pays, en 2025-2026.
Préciser :

- a) le nombre de points de service et leur localisation;
 - b) le nom des fournisseurs de ces points de services incluant une copie des ententes de gré à gré et des contrats octroyés par soumission;
 - c) copie des rapports fournis au ministère du Tourisme par ces fournisseurs;
 - d) le nombre de personnes y œuvrant;
 - e) les services offerts;
 - f) les objectifs atteints.
-

Veuillez vous référer à la question 12 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 09

Question 09

Liste des montants versés aux associations touristiques régionales (ATR) en 2025-2026 et pour chacune des cinq années précédentes. Prévisions pour 2026-2027.

Veuillez vous référer à la question 15 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 10

Question 10

Liste des montants versés aux associations touristiques sectorielles en 2025-2026 et pour chacune des trois années précédentes, ainsi que les prévisions 2026-2027. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires et les montants reçus.

Veillez vous référer à la question 18 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 11

Question 11

Liste des montants versés à l'Alliance de l'industrie touristique en 2025-2026 et pour les cinq années précédentes, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.

Veuillez vous référer à la question 35 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 12

Question 12

Nombre d'ETC au ministère du Tourisme en 2025-2026 et au cours des cinq dernières années.

Veillez vous référer à la question 09 des demandes de renseignements généraux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 13

Question 13

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels, par secteur, au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2025-2026, et comparaison avec les 5 années financières précédentes. Préciser, pour chaque secteur et pour chaque année, le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Veuillez vous référer à la question 09 des demandes de renseignements généraux.

Question 14

Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2025-2026. Indiquer :

- a) le lieu;
 - b) le coût;
 - c) les dates de participation;
 - d) le nombre de participants;
 - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
 - f) le nom de la formation ou de l'activité.
-

L'information fournie en réponse à ces sous-questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23) <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/tourisme/acces-information/depenses-ministere>.

Question 15

Concernant le Programme d'aide financière aux festivals et événements touristiques, sommes allouées en 2025-2026 et pour les trois années précédentes. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires, les montants demandés et reçus, ainsi que la liste des demandes refusées, et ce, par volet. Ventiler le total par région et par volet. Préciser le nombre de demandes et les refus

Veuillez vous référer à la question 17 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 16

Question 16

Concernant le Programme de partenariats promotionnels sur les marchés hors Québec, sommes allouées en 2025-2026, fournir la liste détaillée des bénéficiaires, les montants reçus et une description du projet. Ventiler par région et par circonscription. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus.

Veuillez vous référer à la question 19 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 17

Question 17

Pour chacune des six stratégies, tourisme maritime, tourisme au nord du 49^e parallèle, tourisme hivernal, tourisme de nature et d'aventure, tourisme culturel et événementiel et tourisme d'affaires et de congrès, sommes allouées en 2025-2026 s'il y a lieu. Fournir la liste détaillée des bénéficiaires, les montants reçus et une description du projet. Ventiler par région et par circonscription. Préciser le nombre de demandes reçues et les refus. Échéancier pour les nouvelles stratégies. Fournir les prévisions pour 2026-2027 pour chacune d'entre elles.

Le Programme de soutien aux stratégies de développement touristique (PSSDT) a pris fin le 31 mars 2021. Dans ce contexte, aucune nouvelle annonce n'a été effectuée en 2025-2026.

En 2025-2026, le ministère du Tourisme a poursuivi les versements des subventions accordées aux projets soutenus au cours des années antérieures. Voici le détail par volet :

Volet 1 – Tourisme hivernal : Sommes versées en 2025-2026

Station Mont-Tremblant Société en commandite	190 042 \$
Location de motoneiges Haute-Matawinie inc.	33 230 \$
Ski Sutton inc.	243 559 \$
Ville de La Malbaie	62 560 \$
Total	529 391 \$

* Les sommes versées en 2025-2026 représentent des versements relatifs à des sommes allouées lors des années antérieures.

Volet 2 – Tourisme culturel et événementiel : Sommes versées en 2025-2026

Festival international du Rire ComediHa!	64 431 \$
Bleu Lavande inc.	47 129 \$
Centre national de cyclisme de Bromont	257 675 \$
Total	369 235 \$

* Les sommes versées en 2025 2026 représentent des versements relatifs à des sommes allouées lors des années antérieures.

Volet 3 – Tourisme nature / aventure : Sommes versées en 2025-2026

Corporation d'aménagement et de développement du Massif du Sud	67 162 \$
Concept Éco-Plein-Air Le Baluchon inc. (Projet 1)	90 161 \$
Concept Éco-Plein-Air Le Baluchon inc. (Projet 2)	113 274 \$
HOM Mini Chalets inc.	79 304 \$
Coolbox HPA (9390-9430 Québec inc.)	110 675 \$
MRC des Laurentides	61 885 \$
Alluvia (9440-7863 Québec inc.)	21 840 \$
Cécaurel inc.	36 176 \$
Centre touristique Tête-du-Lac-Pohénégamook inc.	133 254 \$
Corporation de développement de Hérouxville (Domaine Tavibois)	52 509 \$
Corporation du parc régional de Val-Jalbert	118 474 \$
Ferme Boréale Lac Édouard inc.	40 991 \$
La Seigneurie du Triton (9207-2602 Québec inc.)	22 435 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 17

Manoir Hovey (Manoir Hovey [1985] inc.)	270 193 \$
Municipalité de Noyan	40 700 \$
Municipalité de Saint-Élie-de-Caxton	98 080 \$
Société de développement du Mont Sainte-Marguerite	199 160 \$
Société de développement du réservoir Kiamika	117 139 \$
Territoire d'expériences récréatives des forêts anciennes - TERFA	117 702 \$
Ville de Bromont	635 960 \$
Vallée Bras-du-Nord (Coop de Solidarité)	243 058 \$
Total	2 670 132 \$

* Les sommes versées en 2025-2026 représentent des versements relatifs à des sommes allouées lors des années antérieures.

Volet 4 – Saint-Laurent Touristique : Sommes versées en 2025-2026 *

Société Duvetnor ltée	40 849 \$
Les Croisières aux Sentinelles du Saint-Laurent inc.	81 364 \$
Les Investissements Navimex inc.	54 322 \$
Le Musée maritime du Québec inc.	54 461 \$
Parc nautique Saint-Jean-Port-Joli	32 788 \$
Exploramer	77 379 \$
Le Centre des loisirs de Fatima, Î.M. inc.	27 102 \$
Groupe de recherche et d'éducation sur les mammifères marins, GREMM	50 571 \$
AML (9115-9327 Québec inc.)	156 460 \$
La Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal	125 821 \$
Ermitage Saint-Antoine & Fondation Hôtel de la Grotte ltée	115 608 \$
Ville de Percé	345 680 \$
Centre d'interprétation de la diversité biologique du Québec	74 318 \$
Municipalité de Sacré-Cœur	73 439 \$
Total	1 310 162 \$

* Les sommes versées en 2025-2026 représentent des versements relatifs à des sommes allouées lors des années antérieures.

Volet 5 – Au nord du 49^e parallèle : Sommes versées en 2025-2026

Aucune somme n'a été versée pour ce volet en 2025-2026.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 18

Question 18

Sommes engagées en 2025-2026 pour le site <https://www.bonjourquebec.com/fr-ca>, les applications mobiles et le système de réservation en ligne; prévisions pour 2026-2027. Ventiler par dépense, incluant une copie des contrats accordés à l'externe, s'il y a lieu.

Veillez vous référer à la question 25 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Question 19

Liste des rencontres effectuées avec les partenaires de l'industrie touristique (comité, conseil, table sectorielle, etc.) en 2025-2026. Fournir :

- a) la liste des participants;
 - b) les ordres du jour;
 - c) les procès-verbaux;
 - d) une ventilation des dépenses sous la responsabilité du ministère du Tourisme du Québec.
-

Veuillez vous référer à la question 38 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 20

Question 20

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2025-2026.

Veuillez vous référer à la question 01 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 21

Question 21

Copie de chacune des plus récentes ententes-cadres avec les ATR. Fournir une ventilation des sommes allouées depuis la mise en œuvre de chaque entente-cadre et préciser :

- a) le nom de l'ATR avec qui le ministère a signé une entente particulière;
 - b) le montant alloué dans le cadre de cette entente;
 - c) la date de l'entente.
-

Veuillez vous référer à la question 16 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 22

Question 22

Crédits alloués à l'accueil touristique au Québec en 2025-2026 et pour les quatre années précédentes. Fournir :

- a) le nombre de points de service et leur localisation;
 - b) le nom des fournisseurs de ces points de service, incluant une copie des ententes de gré à gré et des contrats octroyés par soumission;
 - c) une copie des rapports fournis au ministère du Tourisme par ces fournisseurs;
 - d) le nombre de personnes y œuvrant;
 - e) les services offerts;
 - f) le nombre de visiteurs accueillis.
-

Veuillez vous référer à la question 13 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 23

Question 23

Crédits alloués à la signalisation touristique en 2025-2026. .

Aucun crédit n'a été affecté à la signalisation touristique en 2025-2026 par le ministère du Tourisme.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 24

Question 24

Crédits alloués à la classification de l'hébergement touristique en 2025-2026 et pour les quatre années précédentes.

Aucun crédit n'est affecté à la classification de l'hébergement touristique par le ministère du Tourisme en 2025-2026.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 25

Question 25

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2025-2026.

Veillez vous référer au budget de dépenses 2025-2026, disponible sur le site Web du Secrétariat du Conseil du trésor :

<https://www.tresor.gouv.qc.ca/budget-de-depenses/budget-de-depenses-2025-2026/>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 26

Question 26

Pour chacun des 9 objectifs que contient le Plan stratégique 2023-2027 du ministère du Tourisme : fournir un état d'avancement, incluant un bilan pour les objectifs qui sont atteints et des explications pour ceux qui sont en cours de réalisation ou qui ne sont pas atteints.

La reddition de comptes concernant le Plan stratégique 2023-2027 sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 du ministère du Tourisme.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 27

Question 27

Budget consacré aux campagnes d'information concernant la loi et le règlement sur les établissements d'hébergement touristique en 2025-2026 et prévision pour 2026-2027.

Veuillez vous référer à la question numéro 26 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Question 28

Nombre de numéros d'établissement d'hébergement touristique demandés à la suite de l'entrée en vigueur du règlement le 1^{er} mai 2020.

Le Règlement modifiant le Règlement sur les établissements d'hébergement touristique est entré en vigueur le 1^{er} mai 2020. La Loi sur l'hébergement touristique (RLRQ, c. H-1.01) et le Règlement sur l'hébergement touristique (RLRQ, c. H-1.01, r. 1), remplaçant les attestations de classification par des enregistrements, sont en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2022.

Entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026, 3 400 demandes d'enregistrement ont été reçues.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 29

Question 29

Études et projections réalisées au cours de 2025-2026 à propos des impacts de la mise en place de ce règlement sur l'industrie touristique québécoise ainsi que sur la disponibilité des logements.

Le ministère du Tourisme n'a produit aucune étude ou projection à cet égard au cours de l'année financière 2025-2026.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 30

Question 30

Nombre total d'établissements d'hébergement touristique enregistrés comme résidences de tourisme au cours des cinq dernières années, par type d'hébergement et par région, et prévisions pour 2026 - 2027.

Notons en premier lieu que les résidences de tourisme ne constituent pas une catégorie d'établissement d'hébergement touristique, mais plutôt un « genre » d'établissement de la catégorie « Établissement d'hébergement touristique général ». Mentionnons ensuite que l'article 2 du Règlement sur l'hébergement touristique (RLRQ, c. H-1.01, r. 1) (ci-après : le « RHT ») définit une « résidence de tourisme » comme « un établissement, autre qu'une résidence principale, où est offert de l'hébergement en appartements, maisons ou chalets meublés, incluant un service d'autocuisine ».

Le ministère du Tourisme ne dispose pas de données permettant de prévoir la tendance quant au nombre de demandes d'enregistrement à moyen et à long terme.

Nombre d'enregistrements pour des établissements d'hébergement touristique général, du genre « résidence de tourisme » par région touristique			
Région	1 ^{er} février 2023 au 31 janvier 2024	1 ^{er} février 2024 au 31 janvier 2025	1 ^{er} février 2025 au 31 janvier 2026
Îles-de-la-Madeleine	22	7	17
Gaspésie	103	75	69
Bas-Saint-Laurent	131	77	85
Québec	328	282	290
Charlevoix	151	84	118
Chaudière-Appalaches	191	123	179
Mauricie	151	112	128
Cantons-de-l'Est	306	223	197
Montréal	50	43	36
Lanaudière	283	281	259
Laurentides	668	425	382
Montréal	88	31	17
Outaouais	238	155	138
Abitibi-Témiscamingue	42	18	22
Saguenay-Lac-Saint-Jean	195	117	162
Côte-Nord (Manicouagan)	23	9	11
Côte-Nord (Duplessis)	8	7	7
Baie-James	2	0	2
Laval	5	5	6
Centre-du-Québec	35	26	17
Nunavik	0	0	0
Eeyou-Istchee	0	0	0
Total	3 020	2 100	2 142

Question 31

Nombre total de propriétaires de résidence de tourisme au cours des cinq dernières années, par type d'hébergement et par région, et prévisions pour 2026-2027.

Nous ne disposons pas du nombre de propriétaires d'établissements d'hébergement touristique général du genre « résidence de tourisme », notamment parce qu'une telle résidence peut être la propriété de plusieurs personnes comme d'une seule, que l'exploitant peut être un locataire, etc.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 32

Question 32

Nombre de nouvelles demandes d'enregistrement de résidences de tourisme au cours des cinq dernières années, par type d'hébergement et par région, et prévisions pour 2026-2027.

Mentionnons que les résidences de tourisme ne constituent pas une catégorie d'établissements d'hébergement touristique en vertu du Règlement sur l'hébergement touristique (RLRQ, c. H-1.01, r. 1) (ci-après : le « RHT »), mais plutôt un genre possible d'établissement de la catégorie « Établissement d'hébergement touristique général ». À cet égard, l'article 2 du Règlement sur l'hébergement touristique définit une « résidence de tourisme » comme « un établissement, autre qu'une résidence principale, où est offert de l'hébergement en appartements, maisons ou chalets meublés, incluant un service d'autocuisine. ».

Le ministère du Tourisme ne dispose pas de données permettant de prévoir la tendance quant au nombre de demandes d'enregistrement à moyen et à long terme.

Depuis l'entrée en vigueur en 2022 de la Loi sur l'hébergement touristique (RLRQ, c. H-1.01) (ci-après : la « LHT »), il est question d'enregistrements et non d'attestations de classification.

Nombre de nouvelles demandes d'enregistrement pour des résidences de tourisme			
Région	1 ^{er} février 2023 au 31 janvier 2024	1 ^{er} février 2024 au 31 janvier 2025	1 ^{er} février 2025 au 31 janvier 2026
Îles de la Madeleine	23	13	18
Gaspésie	132	73	70
Bas-Saint-Laurent	143	75	89
Québec	374	289	296
Charlevoix	159	91	119
Chaudière-Appalaches	202	138	180
Mauricie	168	124	132
Cantons-de-l'Est	357	219	212
Montérégie	90	65	46
Lanaudière	305	299	266
Laurentides	733	434	393
Montréal	164	58	34
Outaouais	283	173	145
Abitibi-Témiscamingue	47	27	20
Saguenay–Lac-Saint-Jean	199	130	172
Côte-Nord (Manicouagan)	22	13	13
Côte-Nord (Duplessis)	11	6	7
Baie-James	2	2	2
Laval	18	9	14
Centre-du-Québec	37	27	19
Nunavik	0	0	0
Eeyou-Itsee	1	0	0
TOTAL	3 470	2 265	2 247

Question 33

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration ou d'autres travaux réalisés en 2025-2026.

Liste des mandats donnés à la Société québécoise des infrastructures :

- Demandes pour un espace d'entreposage concernant l'information touristique offerte par le Ministère à Rigaud et à Rivière-Beaudette.
- Soutien dans la recherche d'un emplacement afin de déployer un nouveau centre Infotouriste (CIT) à Montréal (Axe 2, mesure 7, Plan action Bonjour Accueil 2023-2026, p.17).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 34

Question 34

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2025-2026. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Nom des firmes	Coûts
Coop Edgar	5 236,00 \$
Documens	16 225,98 \$
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	423,28 \$
Ministère du Conseil exécutif	10 021,00 \$
Oktocom	37,80 \$
Sematos	1 441,40 \$
Traduction M	7 699,28 \$
Versacom	19 243,83 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 35

Question 35

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer, pour 2025-2026 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
 - d) la liste des concours qui ont pris fin.
-

Veuillez vous référer à la question 30 des demandes de renseignements généraux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 36

Question 36

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir, pour 2025-2026 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
 - b) les coûts de ces campagnes;
 - c) le nom de la firme (ou du professionnel) retenue pour la réaliser;
 - d) les dates de diffusion de la campagne;
 - e) les objectifs visés par chaque campagne.
-

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle dans la section du Ministère du site [quebec.ca](https://www.quebec.ca), en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24) :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/tourisme/acces-information>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement dans la section du Ministère du site [quebec.ca](https://www.quebec.ca) :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/tourisme/acces-information/engagements-financiers>

Pour les contrats de 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré. Veuillez vous référer à la question 4 des renseignements généraux.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 37

Question 37

Liste des publicités faites à l'étranger pour 2025-2026, coûts engendrés et résultats obtenus. Prévisions pour 2026-2027.

Veuillez vous référer à la question 12 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 38

Question 38

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances ou des amendes à recouvrer au cours des cinq dernières années, l'âge de ces créances (pour chaque année) et les moyens mis en œuvre pour les recouvrer. Prévisions pour 2026-2027.

Veuillez vous référer à la question 04 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Question 39

Pour chacune des stratégies déployées, fournir un bilan, les montants investis, la liste des projets réalisés pour 2025-2026, la liste des investissements prévus pour 2026-2027, l'échéancier s'il y a lieu, de même que le montant investi en publicité pour chacune des stratégies déployées.

Veuillez vous référer à la question 49 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle et à la question 17 des demandes de renseignements particuliers de la troisième opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 40

Question 40

Concernant l'Alliance de l'industrie touristique du Québec (AITQ) :

- a) les divers coûts reliés à sa mise en œuvre pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027;
 - b) le nombre d'emplois créés; ventilation par catégorie pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027;
 - c) les sommes transférées du ministère vers l'AITQ;
 - d) les membres du conseil d'administration;
 - e) la liste des moyens mis en place pour assurer une reddition de comptes de cet organisme ainsi que les coûts qui y sont associés pour l'année 2025-2026, et les prévisions pour 2026-2027;
 - f) la liste des dépenses effectuées en promotion et en publicité pour l'année 2025-2026.
-

Veuillez vous référer à la question 35 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Question 41

Revenus supplémentaires générés par l'uniformisation de la taxe d'hébergement en 2024-2025 et en 2025-2026.

Veuillez vous référer à la question 15 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 42

Question 42

Revenus générés par la taxe d'hébergement en 2025-2026 et pour les cinq années précédentes. Ventilation par région administrative. Prévisions des revenus provenant de la taxe d'hébergement en 2026-2027

Veillez vous référer à la question 15 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DU TOURISME

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe de l'opposition

Question 43

Question 43

Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2025-2026, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Pour les contrats de moins de 25 000 \$, veuillez vous référer à la question 06 des demandes de renseignements généraux.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca/> ainsi que les engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question 44

L'information recueillie par l'Alliance de l'industrie touristique du Québec en matière de plaintes sur les activités de l'industrie touristique, incluant une ventilation de ces plaintes par catégorie pour l'année 2025-2026 et pour les années précédentes.

Veuillez vous référer à la question 09 des demandes de renseignements particuliers du deuxième groupe de l'opposition.

RÉPONSES AUX DEMANDES DE
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
NON RÉPONDUES (NRP3)
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Étude des crédits 2026-2027

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition - Questions non répondues et motif (NRP3)

Numéro	# demande RP1 2026-2027	Libellé de la question	Motif
NR-1	13	Pour chaque organisme, agence ou autre instance relevant du ministère, pour 2025-2026, indiquer : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération; b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération. Fournir leur CV; c) les frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation engagés.	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique, la Société du Centre des congrès de Québec ainsi que la Société du Palais des congrès de Montréal.
NR-2	23	Identification de tous les contrats octroyés sans appel d'offres en 2025-2026 par la Société du Palais des congrès de Montréal, en indiquant le montant de chacun des contrats, la date d'octroi, le bénéficiaire et la justification du mode d'octroi.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Palais des congrès de Montréal.
NR-3	24	Identification de tous les contrats octroyés sans appel d'offres en 2025-2026 par la Société du Centre des congrès de Québec, en indiquant le montant de chacun des contrats, la date d'octroi, le bénéficiaire et la justification du mode d'octroi.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Centre des congrès de Québec
NR-4	25	Identification de tous les contrats octroyés sans appel d'offres en 2025-2026 par la Régie des installations olympiques (RIO), en indiquant le montant de chacun des contrats, la date d'octroi, le bénéficiaire et la justification du mode d'octroi.	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
NR-5	26	Ventilation de l'ensemble des montants consacrés à des études, à des analyses, à des rapports ou à d'autres exercices concernant le remplacement du toit du Stade olympique pour chaque année financière depuis 2018-2019 en fournissant la liste des documents commandés ou produits par le ministère à ce sujet.	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
NR-6	27	Copie des rapports financiers de la RIO pour 2025-2026 et pour les trois années précédentes.	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
NR-7	28	Préciser les frais juridiques déboursés par la RIO en 2025-2026 et pour les deux années précédentes.	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
NR-8	29	Investissements, depuis 2018-2019, pour l'entretien et la rénovation de chaque installation du Parc olympique de Montréal. Fournir les prévisions pour 2026-2027.	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
NR-9	30	Montants attribués à l'Institut national du sport, en 2025-2026 et pour les cinq années précédentes. Les prévisions pour 2026-2027.	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
NR-10	31	Ventilation des compressions budgétaires pour 2025-2026 et pour les quatre années précédentes; fournir les prévisions pour 2026-2027.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
NR-11	35	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2025-2026 qui n'ont pas été reconduits en 2026-2027, en incluant les programmes qui ont été abolis.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
NR-12	39	Nombre de signalements pour hébergement illégal depuis l'entrée en vigueur du règlement encadrant l'hébergement touristique collaboratif en 2019.	La réponse à cette question sera transmise par Revenu Québec .
NR-13	57	Concernant la construction d'un toit fixe pour le Stade Olympique, la réfection de l'anneau technique ainsi que toute autres modifications au Stade Olympique liée à l'annonce faite par la ministre du Tourisme le 5 février 2024 : a) L'ensemble des couts des études liées au projet choisi; b) Les critères des appels d'offre OU les critères techniques des contrats de gré à gré lié à l'annonce;	La réponse à cette question sera transmise par la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
NR-14	58	Nombre de signalements pour hébergement illégal depuis l'entrée en vigueur de la loi encadrant l'hébergement touristique. Fournir le détail des signalements : lieux, types d'hébergement visés, nombre de fois ou un lieu a été signalé.	La réponse à cette question sera transmise par Revenu Québec .

